



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 mai 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 28th, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais, l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10921-55)

Ace Machine Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1955, constituant en corporation: Moe Yacknin, marchand, Yvon Ouellette, et Raymond Stelmashuk, outilleurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre, louer, monter et assembler de la machinerie et leurs pièces, moteurs, outils, ustensiles, accessoires, instruments, attachements, outillage et quincaillerie, sous le nom de "Ace Machine Works Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1955.

39938 L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

Letters Patent

(A.G. 10921-55)

Ace Machine Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Moe Yacknin, merchant, Yvon Ouellette, and Raymond Stelmashuk, toolmakers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, acquire, buy, sell, lease, set up and assemble machinery, parts thereof, engines, tools, implements, accessories, instruments, attachments, equipment and hardware, under the name of "Ace Machine Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

39938-o C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(P.G. 10928-55)

Alco Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1955, constituant en corporation: Charles-A. Laliberté, gérant, Rita Raymond, sténo-dactylo, célibataire, et Pierre Favreau, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Alco Construction Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$15 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10928-55)

Alco Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April 1955, incorporating: Charles-A. Laliberté, manager, Rita Raymond, stenotypist, spinster, and Pierre Favreau, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Alco Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 shares of \$15 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 11109-55)

André O. Dumas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1955, constituant en corporation: Maurice Langlois, Frank I. Ritchie, fils, tous deux avocats, et André O. Dumas, commerçant, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer and exercer le commerce de portes, fenêtres et autres ouvertures et de matériaux de construction; faire affaires comme entrepreneur général et constructeur, sous le nom de "André O. Dumas Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11109-55)

André O. Dumas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1955, incorporating: Maurice Langlois, Frank I. Ritchie, son, both advocates, and André O. Dumas, dealer, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in doors, windows and other openings and buildings materials; to carry on business as a general contractor and builder, under the name of "André O. Dumas Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10930-55)

Automatic Parking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze avril 1955, constituant en corporation: Hamilton Larratt Smith, avocat et conseil en loi de la Reine, Ross Trenholme Clarkson et John William Durnford, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme constructeurs et entrepreneurs; exploiter et gérer des terrains de stationnement et des propriétés pour le stationnement, le remisage et l'entreposage d'automobiles, camions et voitures, sous le nom de "Automatic Parking Inc.", avec un capital total de \$206,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10930-55)

Automatic Parking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1955, incorporating: Hamilton Larratt Smith, advocate and Queen's Counsel, Ross Trenholme Clarkson and John William Durnford, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors; to operate and manage parking lots and properties for the parking, garaging and storing of automobiles, trucks and cars, under the name of "Automatic Parking Inc.", with a total capital stock of \$206,000, divided into 6,000 common shares of the par value of \$1 each and into 2,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10860-55)

Bell Plumbing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et climatisation, sous le nom de "Bell Plumbing Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, sixième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10867-55)

Bluestone Quarry Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1955, constituant en corporation: Louis-Georges Minville, ingénieur-chimiste, Raymond Foisy, commis voyageur, et Réal Paquette, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer de façon générale l'industrie, le commerce et l'entreprise se rattachant à l'exploitation d'une carrière, sous le nom de "Bluestone Quarry Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10790-55)

Briarwood Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Abraham Jacob Rosenstein, Samuel Shriar, tous deux avocats et Thérèse Paradis, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Briarwood Realty Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 208, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10860-55)

Bell Plumbing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of plumbing, heating and air-conditioning contractors, under the name of "Bell Plumbing Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10867-55)

Bluestone Quarry Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1955, incorporating: Louis-Georges Minville, chemical engineer, Raymond Foisy, commercial traveller, and Réal Paquette, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in a general way, the industry, business and enterprise dealing in the operation of a quarry, under the name of "Bluestone Quarry Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(A.G. 10790-55)

Briarwood Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1955, incorporating: Abraham Jacob Rosenstein, Samuel Shriar, both advocates, and Thérèse Paradis, secretary, spinster of full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Briarwood Realty Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine St. West, Room 208, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10852-55)

Brinton Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril 1955, constituant en corporation: Joseph Boretsky, Paul Boretsky, tous deux marchands, Louis Light, manufacturier et Celia Light, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Light, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Brinton Construction Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10852-55)

Brinton Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1955, incorporating: Joseph Boretsky, Paul Boretsky, both merchants, Louis Light, manufacturer, and Celia Light, housewife, wife separate as to property of the said Louis Light, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Brinton Construction Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10848-55)

**Brome Copper Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1955, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Pierre Decary, avocat, Mildred Murphy, ménagère, fille majeure, Eleanor Hart, secrétaire et fille majeure et Francis Joseph Dolan, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais y compris des terrains et gisements d'huile et gaz, et les négocier, sous le nom de "Brome Copper Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10848-55)

**Brome Copper Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1955, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Pierre Decary, advocate, Mildred Murphy, housekeeper and an unmarried woman of the full age of majority, Eleanor Hart, Secretary and an unmarried woman of the full age of majority, and Francis Joseph Dolan, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits and deal with same, under the name of "Brome Copper Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10834-55)

Chris-Teen Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1955, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Lily Malouf, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Peter Shorteno, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Chris-Teen Fashions

(A.G. 10834-55)

Chris-Teen Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1955, incorporating: Albert Malouf, advocate, Lily Malouf, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Peter Shorteno, advocate, of Ville St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Chris-Teen Fashions Ltd."

Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10425 rue Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10804-55)

Colonial Jute Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jute, sacs de jute et de coton et tous produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Colonial Jute Products Inc.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 150 est rue Ontario Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10077-55)

Commodities & Metals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing et Tessa Frankel, secrétaires, célibataires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme courtier, importateur, exportateur et marchand général de métaux, alliages, machinerie et outillage, installations dont les parties composantes sont métalliques, sous le nom de "Commodities & Metals Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10836-55)

David Department Stores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1955, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage,

with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10425 Cartier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10804-55)

Colonial Jute Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, spinster, both of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in jute, jute-bags, cotton bags and all products and by-products thereof, under the name of "Colonial Jute Products Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 150 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10077-55)

Commodities & Metals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1955, incorporating: Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing and Tessa Frankel, secretaries, unmarried, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a broker, importer, exporter and dealer generally in metals, metal alloys, machinery and equipment and installations containing metallic components, under the name of "Commodities & Metal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares having a par value of \$10 each and into 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10836-55)

David Department Stores Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, both advocates,

tous deux avocats et Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un commerce en détail de marchandises sèches, nouveautés et menus objets, sous le nom de "David Department Stores Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

and Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried and of the full age of majority, all of the the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own and operate a retail business of dry goods, novelties and smallware, under the name of "David Department Stores Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10842-55)

Delval Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Delval Investment Corporation", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10842-55)

Delval Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Delval Investment Corporation", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10853-55)

Dessureault & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1955, constituant en corporation: Paul Dessureault, Maurice Dessureault, entrepreneurs en plomberie, et Roger Lajeunesse, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, sous le nom de "Dessureault & Frère Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10853-55)

Dessureault & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April 1955, incorporating: Paul Dessureault, Maurice Dessureault, plumbing contractors, and Roger Lajeunesse, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, under the name of "Dessureault & Frère Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10675-55)

Diamond Television Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus et Isidore Reuben Prazoff, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 10675-55)

Diamond Television Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1955, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore Reuben Prazoff, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, exploiter et faire le commerce d'appareils de télévision et de radio, installation sonore, accessoires domestiques et tous accessoires et articles s'y rapportant, sous le nom de "Diamond Television Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10816-55)

Do-Nut Maker Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1955, constituant en corporation: David Goodman, de la ville de Hampstead, Neil Phillips, avocat, de la cité de Westmount et Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'ustensiles de cuisine, accessoires domestiques, articles de maison et vêtements, sous le nom de "Do-Nut Maker Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10898-55)

Familia Knitting Machine Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1955, constituant en corporation: Éli Michael Berger, Irving Adessky, avocats et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme monteurs, producteurs et distributeurs de machines à tricoter domestiques, leurs accessoires et les pièces s'y rattachant, sous le nom de "Familia Knitting Machine Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 11112-55)

Gourdeau & Gignac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1955, constituant en corporation: Éric Gourdeau, ingénieur forestier; Monique Samson Gourdeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Éric Gourdeau, tous deux de

To manufacture, trade and deal in television sets, radio sets, sound equipment, household appliances and all accessories and appurtenances, thereto, under the name of "Diamond Television Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10816-55)

Do-Nut Maker Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1955, incorporating: David Goodman, advocate, of the town of Hampstead, Neil Phillips, advocate, of the city of Westmount, and Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in kitchen utensils, household appliances, house wares and wearing apparel, under the name of "Do-Nut Maker Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10898-55)

Familia Knitting Machine Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1955, incorporating: Éli Michael Berger, Irving Adessky, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as assemblers, producers and distributors of home knitting machines and the accessories thereof and the parts thereto, under the name of "Familia Knitting Machine Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11112-55)

Gourdeau & Gignac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1955, incorporating: Éric Gourdeau, forestry engineer, Monique Samson Gourdeau, housewife, wife separate as to property of the said Éric Gourdeau, both of Bois-

Boischatel, et Bernard Samson, notaire, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois, sous le nom de "Gourdeau & Gignac Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 61, avenue Tardif, Boischatel, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

chatel, and Bernard Samson, notary, of St. Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business, under the name of "Gourdeau & Gignac Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 61 Tardif Avenue, Boischatel, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 11151-55)

Gravell Stone Company (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: William Shirley Tyndale, avocat, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, Clifford George Meek, teneur de livres, tous trois de Montréal, Ernest William Mockridge, gérant, de la cité de St-Lambert et William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux de construction, accessoires, appareils, pièces et outillage nécessaires aux travaux des métiers d'érection et de construction en général, sous le nom de "Gravell Stone Company (Quebec) Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 11151-55)

Gravell Stone Company (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: William Shirley Tyndale, advocate, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, book-keeper, all three of Montreal, Ernest William Mockridge, manager of the City of St. Lambert, and William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mont-Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, accessories, appliances, parts and equipment necessary in the building and construction trades generally, under the name of "Gravell Stone Company (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided, into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and into 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be in the town of St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10862-55)

Guinta Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize avril 1955, constituant en corporation: Antonio Guinta, tailleur, Ida Cappelli, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antonio Guinta, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ville Mont-Royal, et Paul Lauzon, comptable, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Guinta Realty Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10862-55)

Guinta Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1955, incorporating: Antonio Guinta, tailor, Ida Cappelli, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Antonio Guinta, and duly authorized by him for these present purposes, both of the town of Mount-Royal, and Paul Lauzon, accountant, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate, under the name of "Guinta Realty Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10880-55)

Harvard Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Harold Sydney Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, avocats, Theresa Murray et Dorothy Martel, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Harvard Investment Corp.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10880-55)

Harvard Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1955, incorporating: Harold Sydney Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, advocates, Theresa Murray and Dorothy Martel, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Harvard Investment Corp.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 350 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10534-55)

Henry Trading Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Hyman Mestel, marchand, Gita Mestel, sténographe, épouse séparée de biens dudit Hyman Mestel et Henry Amsel, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négociier exploiter et faire le commerce de bijouterie, nouveautés, porcelaines, marchandises en cuir et pierres du Rhin, sous le nom de "Henry Trading Co. Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, suite 815, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10534-55)

Henry Trading Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1955, incorporating: Hyman Mestel, merchant, Gita Mestel, stenographer, wife separate as to property of the said Hyman Mestel, and Henry Amsel, manufacturer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in jewellery, novelties, chinawares, leather goods and rhinestones, under the name of "Henry Trading Co. Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander St., Suite 815, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10883-55)

H. M. Giry & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1955, constituant en corporation: Hippolyte-Marie Giry, industriel, Jeanne Dechêne, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, et Bernard M. Deschênes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "H. M. Giry & Cie Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 400 actions communes de \$10 chacune et en 110 actions privilégiées classe A de \$100 chacune et 150 actions privilégiées classe B de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10883-55)

H. M. Giry & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1955, incorporating: Hippolyte-Marie Giry, industrialist, Jeanne Dechêne, secretary, spinster in use of her rights, and Bernard M. Deschênes, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in foodstuffs, under the name of "H. M. Giry & Cie Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 110 preferred class A shares of \$100 each and into 150 preferred class B shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10854-55)

Kredl & Warner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1955, constituant en corporation: Alexander McTavish Stalker, avocat, de Ville Mont-Royal, John Malcolm McDougall, avocat, Vera Edith Hampton, comptable, de Montréal et Ian Caldwell Stalker, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Kredl & Warner Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10854-55)

Kredl & Warner Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1955, incorporating: Alexander McTavish Stalker, advocate, of the town of Mount Royal, John Malcolm McDougall, advocate, Vera Edith Hampton, accountant, of Montreal, and Ian Caldwell Stalker, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as general contractors and builders, under the name of "Kredl & Warner Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10978-55)

Laval Tremblay, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1955, constituant en corporation Laval Tremblay, commerçant, Arthur Tremblay, négociant, et Émilien Côté, comptable agréé, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail de la bière et du porter, sous le nom de "Laval Tremblay, Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10978-55)

Laval Tremblay, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1955, incorporating: Laval Tremblay, dealer, Arthur Tremblay, merchant, and Émilien Côté, chartered accountant, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in a wholesale and retail beer and porter business, under the name of "Laval Tremblay, Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10910-55)

**LeRoyer Limitée
LeRoyer Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1955, constituant en corporation: Roland LeRoyer, marchand, Madeleine LeRoyer, ménagère, mariée sous le régime de la communauté de biens, et Gaston Péloquin, comptable public, tous de Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles d'écriture, articles de fumeurs, fournitures de bureau, articles de cuir, articles publicitaires, papeterie général et bijouterie, sous le nom de "LeRoyer Limitée — LeRoyer Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 55, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 10910-55)

**LeRoyer Limitée
LeRoyer Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April 1955, incorporating: Roland LeRoyer, merchant, Madeleine LeRoyer, housewife, married under community of property, and Gaston Péloquin, public accountant, all of Saint-Lambert, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacture and deal in writing supplies, smokers' articles, office supplies, articles in leather, and those pertaining to publicity, stationery in general and jewellery, under the name of "LeRoyer Limitée — LeRoyer Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 55 St. James Street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10881-55)

Lifeco Record Players and Radios Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Joseph Lifschutz, marchand, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Jack Shayne, avocat de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tourne-disques, appareils de radio et de télévision, accessoires électriques et marchandises de sport, sous le nom de "Lifeco Record Players and Radios Mfg. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10881-55)

Lifeco Record Players and Radios Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1955, incorporating: Joseph Lifschutz, merchant, Sureka Wasserman, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Jack Shayne, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in record players, radios and television sets, electrical appliances and sporting goods, under the name of "Lifeco Record Players and Radios Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10926-55)

L'Imagerie Exclusive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1955, constituant en corporation: Gérard Renaud, comptable, de Loretteville, Yvon Matte, comptable, de Cap-Santé, et Yvon Dolbec, gérant général, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'images sur soie, sous le nom de "L'Imagerie Exclusive Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 109, rue Brousseau, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10926-55)

L'Imagerie Exclusive Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April 1955, incorporating: Gérard Renaud, accountant, of Loretteville, Yvon Matte, accountant, of Cap-Santé, and Yvon Dolbec, general manager, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in pictures, on silk, under the name of "L'Imagerie Exclusive Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 109 Brousseau Street, Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the Office of the Attorney General, this fourteenth day of April 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10784-55)

Lucerne Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1955, constituant en corporation: Germain Bock, avocat et conseil en loi de la Reine, de Laval-sur-le-Lac, Gaston Gamache, avocat, de Montréal, et Hélène LaBarre, secrétaire, célibataire, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de véhicules automobiles, sous le nom de "Lucerne Automobile Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

(A.G. 10784-55)

Lucerne Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April 1955, incorporating: Germain Bock, advocate and Queen's Counsel, of Laval-sur-le-Lac, Gaston Gamache, advocate, of Montreal, and Hélène LaBarre, secretary, spinster, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in motor vehicles, under the name of "Lucerne Automobile Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10599-55)

Luke F. Moore & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1955, constituant en corporation: Archibald J. MacDonald, procureur, de ville Mont-Royal, Jean Norton, secrétaire et Joan Grace, commis, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de textiles et produits connexes, sous le nom de "Luke F. Moore & Sons Limited", avec un capital total de \$40,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10599-55)

Luke F. Moore & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1955, incorporating: Archibald J. MacDonald, barrister, of the town of Mount Royal, Jean Norton, secretary, and Joan Grace, clerk, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and allied products, under the name of "Luke F. Moore & Sons Limited", with a total capital stock of \$40,100, divided into 100 common shares of the par value of \$1 each and into 400 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10900-55)

Mac Gregor Towers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Mac Gregor Towers Inc.", avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10900-55)

Mac Gregor Towers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Mac Gregor Towers Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10925-55)

**Mopa Gas & Oils Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Maurice de Bellefeuille, courtier, Raymond Lebœuf, avocat, et J. G. Eugène Laplante, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines, minerais, gaz naturel, pétrole, huile et leurs produits et sous-produits et les négocier, sous le nom de "Mopa Gas & Oils Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

(A.G. 10925-55)

**Mopa Gas & Oils Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1955, incorporating: Maurice de Bellefeuille, broker, Raymond Lebœuf, lawyer, and J. G. Eugène Laplante, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines, minerals, natural gas, petroleum, oil and their products and by-products and deal with same, under the name of "Mopa Gas & Oils Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à 200 ouest rue St-Jacques, chambre 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at 200 St. James Street, West, Room 400, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10865-55)

Ovila Potvin & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1955, constituant en corporation: Ovila Potvin, Edmond Louis Potvin, Maurice Potvin, Rémi Potvin et Cyrille Potvin, tous industriels, de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer dans tous les domaines le commerce de l'industrie du bois, sous le nom de "Ovila Potvin & Fils Limitée", avec un capital total de \$125,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10865-55)

Ovila Potvin & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April 1955, incorporating: Ovila Potvin, Edmond Louis Potvin, Maurice Potvin, Rémi Potvin and Cyrille Potvin, all industrialists, of the parish of Saint Dominique de Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on, in all its branches, the business of and deal in lumber, under the name of "Ovila Potvin & Fils Limitée", with a total capital stock of \$125,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the parish of Saint Dominique de Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10896-55)

**Quebec Automobile Association Inc.
Association des Automobilistes de
Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Guy Blanchette, Jean L. Péloquin, tous deux avocats, et France Johnson, secrétaire, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Aviser, assister, servir et protéger les membres individuels dans leurs besoins concernant l'usage de leurs automobiles et véhicules, sous le nom de "Quebec Automobile Association Inc.—Association des Automobilistes de Québec Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 111 ouest, rue King, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10896-55)

**Quebec Automobile Association Inc.
Association des Automobilistes de
Québec Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Guy Blanchette, Jean L. Péloquin, both attorneys, and France Johnson, secretary, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To give advice, assistance, service and protection to individual members in their requirements pertaining to use of their cars and vehicles, under the name of "Quebec Automobile Association Inc.—Association des Automobilistes de Québec Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 111 King Street west, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11228-55)

**Quebec Home and Mortgage Corporation
Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1955, constituant en corporation: George Hugh Montgomery, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Ernest William

(A.G. 11228-55)

**Quebec Home and Mortgage Corporation
Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: George Hugh Montgomery, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Ernest William Mockridge, man-

Mockridge, gérant, de St-Lambert, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, Charles Éric Humphrey et Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de constructeurs et entrepreneurs généraux et voir à la mise en valeur de biens fonciers, sous le nom de "Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd.", avec un capital total de \$33,000, divisé en 2,000 actions catégorie A, 1,000 actions catégorie B et 30,000 actions privilégiées catégorie C, toutes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

ager, of St. Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, Charles Éric Humphrey and Guy Ambrose Miller, bookkeepers, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of genral builders and contractors and developers, under the name of "Quebec Home and Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$33,000, divided into 2,000 class A shares, 1,000 class B shares and 30,000 preferred shares class C, all of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

39938-o C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(P.G. 10713-55)

Roxboro Proprietors Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze avril 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, Madeleine Besanceney, secrétaire et Albert Morin, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper tous les propriétaires fonciers de la ville de Roxboro, sous le nom de "Roxboro Proprietors Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10713-55)

Roxboro Proprietors Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Joseph de la Durantaye, lawyer, Madeleine Besanceney, secretary, and Albert Morin, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite all property owners of the town of Roxboro, under the name of "Roxboro Proprietors Association".

The amount to which will be limited the immoveable properties which the corporation may own shall be \$25,000.

The head office of the corporation will be at the town of Roxboro, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1955.

39938-o C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(P.G. 10600-55)

Rusko Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1955, constituant en corporation: Marko Rusko, administrateur, Donald Kujan, étudiant, et Leona Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Rusko Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10600-55)

Rusko Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1955, incorporating: Marko Rusko, executive, Donald Kujan, student, and Leona Green, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Rusko Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1955.

39938-o C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(P.G. 10677-55)

**Ryan Electronic Equipment
Mfg. Co. Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril 1955, constituant en corporation: Guy Crépeau, Richard Crépeau, avocat et Lise Bratin, sténographe, fille majeure, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machines à sceller électroniques et autres dispositifs électriques et électroniques, articles et accessoires, sous le nom de "Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 250 actions privilégiés de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1800 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce premier jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10677-55)

**Ryan Electronic Equipment
Mfg. Co. Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1955, incorporating: Guy Crépeau, Richard Crépeau, advocates, and Lise Bratin, stenographer, spinster, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic sealing machines and other electric and electronic devices, appliances and accessories, under the name of "Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1800 Notre-Dame, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11135-54)

Service des Loisirs Saint-André Apôtre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Rolland, employé de bureau, Gaston Tétreault, électricien, et Laurent Mercure, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs dans la paroisse de Saint-André Apôtre, sous le nom de "Service des Loisirs Saint-André Apôtre".

Le montant auquel sont limitée les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à 10,530, rue Waverley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11135-54)

Service des Loisirs Saint-André Apôtre

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Rolland, office employee, Gaston Tétreault, electrician, and Laurent Mercure, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize sparetime recreations in the parish of Saint-André Apôtre, under the name of "Service des Loisirs Saint-André Apôtre".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation will be at 10,530, Waverley St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 10903-55)

**Swanson Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1955, constituant en corporation: John McGlinchey Home, avocat et conseil en loi de la Reine, Robert Stephen O'Brien, Ernest Erle Saunders, Claude Wagner, avocats et Enid Mary Roberts, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Swanson Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

(A.G. 10903-55)

**Swanson Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1955, incorporating: John McGlinchey Home, advocate and Queen's Counsel, Robert Stephen O'Brien, Ernest Erle Saunders, Claude Wagner, advocates, and Enid Mary Roberts, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Swanson Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 215 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10920-55)

Tilewood Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, avocats, Mildred Brown et Frances Herscovitz, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tuiles à plancher et mur, accessoires pour constructeurs, matériaux et métaux et produits du bois, exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Tilewood Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(P.G. 10893-55)

**United Lithium Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1955, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Pierre Decary, avocat, Mildred Murphy, ménagère, fille majeure, Eleanor Hart, secrétaire et fille majeure et Francis Joseph Dolan, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais y compris des terrains et gisements d'huile et gaz, et les négocier, sous le nom de "United Lithium Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 215 St. James Street west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 10920-55)

Tilewood Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, Mildred Brown and Frances Herscovitz, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor and wall tiles, builders' supplies, materials and metals and wooden products, and to carry on the business of general contractors, under the name of "Tilewood Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 10893-55)

**United Lithium Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1955, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Pierre Decary, advocate, Mildred Murphy, housekeeper and an unmarried woman of the full age of majority, Eleanor Hart, secretary and an unmarried woman of the full age of majority, and Francis Joseph Dolan, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits, and deal with same, under the name of "United Lithium Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(P.G. 10868-55)

United Uranium Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, de Montréal, et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "United Uranium Corporation Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10868-55)

United Uranium Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1955, incorporating: Lovell C. Carroll, Q.C., advocate, of the town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, advocates of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and deal with same, under the name of "United Uranium Corporation Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10707-55)

Vantines (Canada) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier avril 1955, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, de la ville de Hampstead, George Whelan, avocat et John DiMassino, surintendant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de drogues et médicaments de toutes sortes et accessoires utilisés par les médecins, hôpitaux, salles de malades et pouponnières, sous le nom de "Vantines (Canada) Inc.", avec un capital total de \$10,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938 C. E. CANTIN.

(A.G. 10707-55)

Vantines (Canada) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1955, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, of the town of Hampstead, George Whelan, advocate, and John DiMassino, superintendent, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in drugs and medicines of all kinds, physicians', hospital and sick room and nursery supplies, under the name of "Vantines (Canada) Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of a par value of \$10 each and into 800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39938-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11064-55)

Garage J. R. Plourde Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit avril 1955, à la compagnie "Garage J. R. Plourde Limitée", augmentant son capital de \$50,000 à \$100,000:

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11064-55)

Garage J. R. Plourde Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of April 1955, to the company "Garage J. R. Plourde Limitée", increasing its capital from the sum of \$50,000 to \$100,000: the

le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

additional share capital being divided into 500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 11209-55)

La Cie d'Amiante Lafayette Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lafayette Asbestos Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois mai 1955, à "La Cie d'Amiante Lafayette Ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lafayette Asbestos Co. Ltd. (No Personal Liability)", 1° réduisant son capital de \$4,000,000 à \$1,000,000: le capital-actions annulé étant divisé en 3,000,000 actions de \$1; 2° augmentant son capital de \$1,000,000 à \$4,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000,000 actions de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11209-55)

La Cie d'Amiante Lafayette Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lafayette Asbestos Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, and of Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May third, 1955, to "La Cie d'Amiante Lafayette Ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lafayette Asbestos Co. Ltd. (No Personal Liability)", 1.) reducing its capital stock from \$4,000,000 to \$1,000,000: the cancelled capital stock being divided into 3,000,000 shares of \$1; 2.) increasing its capital stock from \$1,000,000 to \$4,000,000: the additional capital stock being divided into 3,000,000 shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

(P.G. 11106-55)

Marathon Watch Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois avril 1955, à la compagnie "Marathon Watch Co.", 1° augmentant son capital de \$20,000 à \$80,000: le le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100: 2° augmentant le nombre de ses directeurs de trois à cinq.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39938-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11106-55)

Marathon Watch Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of April 1955, to the company "Marathon Watch Co.", 1° increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$80,000: the additional share capital being divided into 600 preferred shares of \$100 2° increasing the number of the company's directors from three to five.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April 1955.

C. E. CANTIN,
39938 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 541

—
Québec, le 18 mai 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

CONCERNANT l'adoption de règlements en vertu de la Loi concernant les valeurs mobilières, (3-4 Elizabeth II, ch. 11).

ATTENDU qu'en vertu de l'article 83 de la Loi concernant les valeurs mobilières, (3-4 Elizabeth II, ch. 11), et des articles auxquels celui-ci réfère, le Lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à adopter les règlements qu'il juge opportun d'édictier, dans l'intérêt public, concernant les matières que visent lesdits articles;

ATTENDU qu'il y a lieu d'adopter les règlements relatifs à la Loi concernant les valeurs mobilières, annexés au présent arrêté en conseil.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 541

—
Quebec, May 18th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the adoption of regulations under the Act respecting securities, (3-4 Elizabeth II, chapter 11).

WHEREAS, under section 83 of the Act respecting securities (3-4 Elizabeth II, chap. 11), and the sections to which this Act refers, the Lieutenant-Governor in Council is authorized to adopt the regulations he may deem opportune to edict in the interest of the public, respecting matters alluded to by the said sections;

WHEREAS it is expedient to adopt the regulations relative to the Act respecting securities, annexed to the present Order in Council.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur Général:

QUE les dispositions annexées au présent arrêté en conseil soient adoptées comme règlements faits sous l'autorité de l'article 83 de la Loi concernant les valeurs mobilières, (3-4 Elizabeth II, ch. 11);

QUE ces règlements soient publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'ils aient force de loi à compter de la date de cette publication.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS FAITS SOUS L'EMPIRE
DE LA LOI CONCERNANT
LES VALEURS MOBILIÈRES

(3-4 Elizabeth II, chapitre 11)

PREMIÈRE PARTIE

Interprétation

1° Les dispositions interprétatives de la *Loi concernant les valeurs mobilières* s'appliquent aux présents règlements.

DEUXIÈME PARTIE

L'enregistrement

CHAPITRE I.— *Enregistrement.*

2° Pour obtenir un enregistrement de courtier, d'émetteur de valeurs mobilières, de conseiller financier ou de vendeur, un requérant doit:

a) établir à la satisfaction de la Commission sa probité, sa solvabilité, sa compétence, et toute autre qualification que la Commission juge essentielle à l'exercice du commerce des valeurs mobilières;

b) acquitter les honoraires prévus par les présents règlements.

3° Toute personne, compagnie ou société enregistrée doit donner, par écrit, sans délai, à la Commission, un avis de tout changement d'adresse; toute compagnie ou société doit aussi donner, par écrit, à la Commission, avis de la démission ou de la nomination de tout directeur, officier ou associé. Le défaut de se conformer à ces dispositions constitue une infraction.

4° Tout courtier et émetteur de valeurs mobilières doit donner, par écrit, sans délai, à la Commission, un avis du commencement et de la fin de l'emploi de chacun de ses vendeurs; chaque vendeur est lui-même tenu de donner semblable avis. Le défaut de se conformer à ces dispositions constitue une infraction.

5° Tout émetteur de valeurs mobilières doit, au moins une fois par année, produire entre les mains de la Commission un état financier préparé en double par un comptable dont la Commission approuve le choix. Cet état financier est préparé aux frais de l'émetteur de valeurs mobilières, en la manière déterminée par la Commission, et certifié quant à son exactitude par deux directeurs s'il s'agit d'une compagnie, par deux associés s'il s'agit d'une société, et par l'émetteur lui-même, dans les autres cas.

CHAPITRE II.— *Honoraires.*

6° Les demandes d'enregistrement ou autres documents transmis à la Commission doivent être accompagnés d'un *chèque accepté*, d'un *mandat de poste* ou d'un bon de poste payable au

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Honourable the Attorney-General:

THAT the provisions annexed to the present Order in Council be adopted as regulations made under the authority of section 83 of the Act respecting securities, (3-4 Elizabeth II, chap. 11);

THAT these regulations be published in the *Quebec Official Gazette* and that they will have the force of the Law from and after the date of this publication.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS MADE UNDER AN ACT
RESPECTING SECURITIES

(3-4 Elizabeth II, chapter 11)

PART ONE

Interpretation

1. The interpretation provisions of an Act respecting securities apply to these regulations.

PART TWO

Registration

CHAPTER I.— *Registration.*

2. To obtain registration as a broker, a security issuer, an investment counsel or a salesman, an applicant must:

a) establish, to the satisfaction of the Commission, his integrity, his solvency, his competence and also all other qualifications the Commission may deem essential to trading in securities;

b) pay the fees prescribed by these regulations.

3. Every registered person, company or partnership must, without delay, in writing, notify the Commission of any change in address; every company or partnership must also, in writing, notify the Commission of the resignation or appointment of every director, officer or partner. Every contravention of these provisions shall constitute an offence.

4. Every broker and security issuer must, without delay, in writing, notify the Commission of the commencement and termination of employment of each of its salesmen; similarly each salesman must also, in writing, notify the Commission of the commencement and termination of such employment. Every contravention of these provisions shall constitute an offence.

5. Every security issuer must, at least once a year, file with the Commission a financial statement executed in duplicate by an accountant approved by the Commission. This financial statement is thus prepared at the expense of such security issuer, in the manner determined by the Commission and certified as to its correctness by two directors in the case of a company, or by two partners in the case of a partnership, or by the security issuer himself, in other cases.

CHAPTER II.— *Fees.*

6. The application for registration or other documents transmitted to the Commission must be accompanied by a *certified cheque*, *money order* or *postal note* payable to the *Minister of Finance*

Ministre des Finances de la Province de Québec, en paiement des honoraires requis.

Ces honoraires sont les suivants:

- a) Pour l'enregistrement d'un courtier, \$25.00.
- b) Pour l'enregistrement d'un émetteur de valeurs mobilières, \$50.00.
- c) Pour l'enregistrement d'un conseiller financier, \$100.00.
- d) Pour l'enregistrement d'un vendeur, \$10.00.
- e) Pour avis à la Commission par un vendeur qu'il a changé d'employeur, \$5.00.
- f) Pour toute demande de la permission prévue par l'article 50 de la Loi concernant les valeurs mobilières, \$100.00.
- g) Pour dépôt au bureau de la Commission de tout prospectus originaire, amendé ou révisé tel que prévu à l'article 53 de la Loi concernant les valeurs mobilières, \$50.00.
- h) Pour recherches dans le registre pour chaque nom, \$1.00.

Pour des copies de documents, par folio, \$1.00.

Les courtiers qui doivent obtenir une licence de courtier en vertu de l'article 92 de la Loi des licences (S.R.Q., 1941, chapitre 76) ou en vertu des paragraphes 1 ou 2 de l'article 94 de la même loi ne sont pas tenus de payer d'honoraire d'enregistrement prévu par le paragraphe "a" ci-dessus.

Quant aux courtiers qui doivent obtenir une licence en vertu du paragraphe 3 de l'article 94 de la Loi des licences, l'honoraire d'enregistrement est de \$15.00.

of the Province of Quebec to cover the required fees.

Such fees, as the case may be, shall be those mentioned hereafter:

- a) For registration of a broker, \$25.00.
- b) For registration of a security issuer, \$50.00.
- c) For registration of an investment counsel, \$100.00.
- d) For registration of a salesman, \$10.00.
- e) For notification to the Commission by a salesman of his change of employer, \$5.00.
- f) For request of the permission required by section 50 of an Act respecting securities, \$100.00.
- g) For filing with the Commission any original, amended or revised prospectus, as provided for in section 53 of an Act respecting securities, \$50.00.
- h) For searches in the Register for each name, \$1.00.

For copies of documents, per folio, \$1.00.

Brokers who have to secure a licence under section 92 of the License Act (R.S.Q., 1941, chap. 76) or under paragraphs 1 or 2 of section 94 of the same Act, are not required to pay the registration fee prescribed by above paragraph "a".

For brokers who have to secure a license under paragraph 3 of section 94 of the License Act, the fee for registration will be \$15.00.

TROISIÈME PARTIE

Prospectus

CHAPITRE I.—Contenu du prospectus.

7° Le prospectus:

a) d'une corporation autre qu'une compagnie minière ou de placements doit contenir les déclarations et renseignements indiqués dans l'ANNEXE "A".

b) d'une compagnie minière doit contenir les déclarations et renseignements indiqués dans l'ANNEXE "B".

c) d'une compagnie de placement doit contenir les déclarations et renseignements indiqués dans l'ANNEXE "C".

Chaque prospectus doit être daté, signé par les déclarants et contenir:

1° un certificat, signé par tous les directeurs et promoteurs de la compagnie, se lisant ainsi:

"Les déclarations ci-dessus constituent — aux termes de la Loi concernant les valeurs mobilières (3-4 Elizabeth II, chapitre 11) — un exposé complet, véridique et clair de tous faits essentiels se rapportant à l'offre de valeurs ci-dessus décrites et il n'y a d'autres renseignements essentiels que ceux contenus dans les états financiers ou rapports exigés ou exigibles."

2° un certificat signé par les courtiers, les souscripteurs à forfait ou les distributeurs, ainsi que par les bénéficiaires d'options, et se lisant ainsi:

"Au meilleur de mes connaissances, information et croyance, les déclarations ci-dessus constituent — aux termes de la Loi concernant les valeurs mobilières (3-4 Elizabeth II, chapitre 11) — un exposé complet, véridique et clair de tous les faits essentiels se rapportant à l'offre des valeurs ci-dessus décrites, et il n'y a d'autres renseignements essentiels que ceux contenus dans les états financiers ou rapports exigés ou exigibles — Relativement à des matières qui ne sont

PART THREE

Prospectus

CHAPTER I.—Contents of the Prospectus.

7. The Prospectus:

a) of a corporation other than a mining or investment company must contain declarations and information indicated in ANNEX "A".

b) of a mining company must contain declarations and information indicated in ANNEX "B".

c) of an investment company must contain declarations and informations indicated in ANNEX "C".

Each prospectus must be dated and signed by the declarants and must also contain:

1. a certification to be signed by all the directors and promoters of the company in the following form:

"The foregoing declarations constitute — under an Act respecting securities (3-4 Elizabeth II, chap. 11) — full, true and plain disclosure of all material facts in respect of the offering of securities referred to above, and there is no further material information applicable other than in the financial statements or reports required or exigible."

2. a certification to be signed by the brokers, underwriters and optionees in the following form:

"To the best of my knowledge, information and belief, the foregoing declarations — under an Act respecting securities (3-4 Elizabeth II, chap. 11) — constitute full, true and plain disclosure of all material facts in respect of the offering of securities referred to above, and there is no further material information applicable other than in the financial statements or reports required or exigible — In respect of matters which are not within my knowledge, I have relied upon the accuracy

pas de ma connaissance, je m'en suis rapporté aux déclarations ci-dessus."

CHAPITRE II.— Documents qui doivent accompagner le prospectus.

8° Doivent être transmis avec le prospectus:
a) dans le cas d'une compagnie de placements et d'une corporation autre qu'une compagnie minière, des états financiers, adéquats et récents, contenant tous les chiffres, renseignements et pièces exigées par la Commission, et tous autres documents qu'elle requiert;

b) dans le cas d'une compagnie minière:

1° un rapport complet et à date d'un ingénieur minier, d'un géologue ou autre expert qualifié concernant les propriétés de la compagnie, et jugé satisfaisant par la Commission. Ce rapport doit être accompagné d'un certificat dudit ingénieur minier, géologue ou autre expert indiquant son adresse, ses qualifications techniques, son intérêt personnel s'il en est, et les circonstances dans lesquelles ce rapport a été préparé;

2° des états financiers adéquats et récents contenant tous les chiffres, renseignements et pièces exigés par la Commission et tous autres documents qu'elle requiert.

CHAPITRE III.— Amendements ou remplacements.

9° Tout prospectus doit être amendé ou remplacé:

a) dans les vingt jours de tout changement important survenu dans la structure ou les activités de la compagnie et ayant pour effet de rendre inexact l'exposé des faits et déclarations contenus dans le prospectus;

b) à l'expiration des douze mois pendant lesquels un prospectus aura été en circulation.

ANNEXE "A"

PROSPECTUS D'UNE COMPAGNIE AUTRE QU'UNE COMPAGNIE MINIÈRE OU DE PLACEMENTS

Un tel prospectus doit contenir un exposé complet, véridique et clair relativement à la valeur mobilière émise et indiquer:

1° le nom de la corporation et l'adresse de son bureau principal;

2° les lois en vertu desquelles la corporation a été constituée; et si elle l'a été en vertu de lettres patentes ou de quelque autre manière, la date des lettres patentes ou de tout autre acte qui l'a constituée, et la date des lettres patentes supplémentaires ou amendements, s'il en a;

3° généralement la nature des affaires que la corporation fait ou se propose de faire;

4° les nom et prénoms, occupation principale et adresse de la résidence de chacun des officiers et directeurs de la corporation;

5° le nom et l'adresse des vérificateurs;

6° le nom et l'adresse de tout registraire ou agent de transfert;

7° le montant du capital-actions autorisé, émis et payé, le nombre, les catégories et la valeur au pair des actions, ainsi que les privilèges ou restrictions se rattachant auxdites actions, s'il en est;

8° lorsqu'il s'agit d'actions, une description des droits de vote s'y rapportant, des préférences, des droits de conversion ou d'échange, des droits à des dividendes, à des profits ou ayant trait au capital, de chacune des catégories d'actions, incluant des droits de rachat, et des droits relatifs

and adequacy of the foregoing."

CHAPTER II.— Documents which must accompany the Prospectus.

8. With the Prospectus shall be transmitted:

a) in the case of an investment company and of a corporation other than a mining company, recent and adequate financial statements containing all figures, information and exhibits required by the Commission and all other documents it may require;

b) in the case of a mining company:

1. a complete and up-to-date report by a mining engineer, geologist or other qualified expert concerning the property or properties of the company, to the satisfaction of the Commission — This report shall be accompanied by a certification of the said mining engineer, geologist or other expert indicating his address, his technical qualifications, his personal interest, if any, and the circumstances under which such report was thus prepared;

2. recent and adequate financial statements containing all figures, information and exhibits required by the Commission and all other documents required by the said Commission.

CHAPTER III.— Amendments or replacements.

9. Every Prospectus shall be amended or replaced:

a) within the twenty days of any material change having taken place within the structure or activities of the company, the effect of which would be to render inaccurate the disclosure of facts and declarations contained in the Prospectus;

b) at the expiration of the twelve month period during which a Prospectus shall have remained in circulation.

ANNEX "A"

PROSPECTUS OF A COMPANY OTHER THAN A MINING OR INVESTMENT COMPANY

Such prospectus shall contain a full, true and plain disclosure relating to the security issued and shall set forth:

1. the full name of the company and the address of the head office;

2. the laws under which the company was incorporated and stating whether incorporated by letters patent or otherwise and the date thereof, and if supplementary letters patent or a similar authority for variation of the letters patent or otherwise has been issued so, stating with the date thereof;

3. the general nature of the business actually transacted or to be transacted;

4. the officers and directors giving in each case the name in full, present occupation and home address in full;

5. the name and address of the auditors;

6. the name and address of every registry and transfer agency;

7. the particulars of the share capital authorized, issued and paid up, the number and classes of shares and the par value thereof, or if without par value so stating and, if any, the privileges and restrictions relating to the shares;

8. where shares are offered, a description of respective voting rights, preferences, conversion and exchange rights, rights to dividends, profits or capital of each class of shares, including redemption rights, and rights on liquidation or distribution of capital assets, provided that it

à la liquidation ou à la distribution de l'actif; telle description n'est cependant pas nécessaire quant aux catégories d'actions entièrement rachetées ou annulées avant ou au moment de l'émission des actions offertes, ou à même le produit de cette émission; il n'est pas non plus nécessaire d'indiquer les modalités d'actions devenues sans effet avant ou au moment de l'émission des actions offertes;

9° les détails relatifs à tous les bons ou obligations et autres valeurs mobilières émises ou que l'on se propose d'émettre, qui prendraient rang avant les valeurs offertes par le prospectus ou *pari passu* avec elles;

10° le montant et la nature de toute dette importante qui doit être constituée ou assumée et qui n'est pas mentionnée dans le bilan remis à la Commission, ainsi que les détails de toute garantie déjà donnée ou qui pourrait être donnée en considération de ladite dette;

11° le détail des valeurs mobilières, s'il en est, qui font l'objet d'options déjà consenties ou devant être consenties par la corporation; les prix et les dates auxquels ces options doivent être exercées; le nom du bénéficiaire originaire de chaque option et, si ce bénéficiaire est une corporation, un syndicat ou une société, le nom de toute personne détenant un intérêt représentant plus de 5% de ladite option. Toutefois, si ces options sont consignées dans des certificats au porteur ou transférables et peuvent être facilement achetées et vendues et si elles ont été ou doivent être offertes à une catégorie de détenteurs de valeurs mobilières de la corporation ou dans le cours d'une première distribution dans le public, il n'est pas nécessaire de révéler les noms de ceux à qui des options ont été accordées, sauf s'il s'agit d'acheteurs à forfait ou de distributeurs desdites options;

12° le nombre des valeurs mobilières de chaque catégorie offertes par le prospectus (lesquelles, dans le cas d'obligations, doivent porter un titre descriptif approprié et exact), le prix et les conditions de l'émission et, s'il s'agit d'une seconde offre ou d'une offre subséquente de valeurs, le montant offert en souscription pour chaque offre antérieure, dans les deux années précédentes, ainsi que le montant réellement attribué, le montant payé en monnaie ou autrement, et, s'il en est, la commission payée ou payable;

13° le produit net que la corporation prévoit retirer des valeurs offertes si elles sont entièrement achetées et acquittées;

14° les fins spécifiques de l'émission, en détail et dans la mesure où elles peuvent être déterminées, ainsi que les montants approximatifs que l'on se propose d'y affecter; si les fonds doivent être prélevés en partie autrement que par la vente des valeurs, le montant et le mode de prélèvement de ces fonds doivent être indiqués, de même que les détails de tout arrangement pour le dépôt en fiducie des fonds de l'émission en attendant l'accomplissement de certaines conditions;

15° lorsque des actions sont offertes par la corporation ou par un acheteur à forfait ou un distributeur, le montant minimum, le cas échéant, que les directeurs estiment nécessaire de retirer de l'émission pour obtenir les sommes requises, ou, si une partie doit en être obtenue par un autre moyen, le solde de la somme nécessaire pour chacune des fins suivantes:

a) le prix d'acquisition de tous biens achetés ou qui doivent être achetés et payés en totalité ou en partie à même le produit de l'émission;

b) toutes dépenses préliminaires payables par la corporation;

shall not be necessary to set out such description in respect of any class of shares which will be wholly, redeemed or cancelled prior to, contemporaneously with or out of the proceeds of the issue of the shares offered nor any provisions relating to any shares which will have ceased to be effective prior to or contemporaneously with the issue of the shares offered;

9. the particulars in respect of any bonds, or debentures outstanding or proposed to be issued, and of any other securities issued or proposed to be issued, which if issued will rank ahead of or *pari passu* with the securities offered;

10. the amount and general description of any substantial indebtedness to be created or assumed, which is not shown in the balance sheet filed with the Commission and also particulars of the security, if any, given or to be given for such indebtedness;

11. the particulars of the securities, if any, covered by options outstanding or proposed to be given by the company and the price or prices at which and the date or dates by which the options must be exercised, showing the name of the original grantee of the option and where the original grantee is a company, syndicate or partnership, the names of all persons having more than a five per cent interest therein, provided that where options are evidenced by instruments in bearer or transferable form capable of being freely bought and sold, then to the extent that the options have been or are to be made available to a class of holders of securities of the company, or have been or are to be offered in the course of a primary distribution to the public it shall not be necessary to disclose the names of the grantees except where the grantee is an underwriter;

12. the number of securities of each class, which in the case of obligations shall bear an appropriate and correct descriptive title, offered and the issue price and the terms thereof and in the case of a second or subsequent offer of securities the amount offered for subscription on each previous offer within the two preceding years and the amount actually issued and the amount paid up thereon, specifying the amounts received in cash or other consideration respectively and the commission, if any, paid or payable;

13. the estimated net proceeds to be derived from the securities offered on the basis of such securities being fully taken up and paid for;

14. the specific purposes in detail and the approximate amounts to be devoted to such purposes, so far as determinable, for which the securities offered are to supply funds and if the funds are to be raised in part from other sources the amount thereof and the sources thereof shall be stated, and particulars of any provision made for the holding in trust of the proceeds of the issue of the securities offered pending or subject to the fulfilment of any conditions;

15. where shares are offered by the company or an underwriter, the minimum amount, if any, which in the opinion of the directors must be raised by the issue of those shares in order to provide the sums, or, if any part thereof is to be defrayed in any other manner, the balance of the sum required to be provided for the following matters:

a) the purchase price of any property purchased or to be purchased which is to be defrayed in whole or in part out of the proceeds of the issue;

b) any preliminary expenses payable by the company;

c) les commissions payables par la corporation à toute personne qui a convenu de souscrire des actions de la corporation, ou qui a obtenu ou s'est engagée à obtenir de telles souscriptions;

d) le remboursement de tous fonds empruntés par la corporation pour l'une des fins ci-dessus indiquées;

e) le remboursement d'emprunts bancaires, s'il en est;

16° s'il y a un contrat avec un acheteur à forfait ou un distributeur des valeurs offertes, la date et les noms des personnes qui y sont parties, ainsi que la rémunération de cet acheteur ou distributeur ou le prix payable par celui-ci sur les valeurs qu'il doit offrir en vente;

17° les dispositions des règlements se rapportant à la rémunération des directeurs;

18° la rémunération globale versée par la corporation pendant sa dernière année financière, si elle s'est terminée au moins trois mois avant l'offre, et celle qui sera payée ou payable pendant l'année financière en cours ou la base sur laquelle elle sera établie, s'il est impossible de l'estimer approximativement, aux directeurs et à chacun des officiers qui ont reçu ou qui peuvent être autorisés à recevoir une rémunération excédant dix mille dollars par année;

19° les montants ou le taux des commissions payés ou payables par la corporation, pendant les deux années précédentes, à des personnes qui ont souscrit ou qui se sont engagées à souscrire des actions ou des obligations de la corporation ou qui ont obtenu des souscriptions ou qui se sont engagées à en obtenir;

20° dans le cas d'une corporation qui n'a pas été en opération pendant plus d'une année, le montant des dépenses préliminaires ou celui qu'on prévoit dépenser;

21° les détails se rapportant à tous biens acquis par la corporation ou qu'elle se propose d'acquérir et dont le prix doit être acquitté, en tout ou en partie, à même le produit de l'émission, ou doit être acquitté par des valeurs de la corporation, ou dont l'acquisition n'a pas été complétée à la date de l'émission du prospectus, ainsi que la nature du titre ou de l'intérêt que la corporation a acquis ou doit acquérir dans ce titre — la présente disposition ne devant toutefois pas s'appliquer à des transactions consenties dans le cours ordinaire des affaires ou à même le crédit général de la corporation;

22° les noms et adresses des vendeurs de biens visés au paragraphe 21 et le montant payé ou payable aux vendeurs, en espèces ou en valeurs de la corporation, en indiquant séparément celui de l'achalandage, s'il en est, et, lorsqu'il y a plus d'un vendeur ou que la corporation est un sous-acheteur, le montant payé ou payable à chaque vendeur; toutefois, lorsque les vendeurs ou l'un d'eux constituent une société, les membres de la société ne doivent pas être traités comme des vendeurs distincts; en outre, lorsque les biens consistent en des valeurs d'une autre corporation, que la corporation a acquises ou qu'elle se propose d'acquérir de plus de vingt-cinq vendeurs distincts, à des conditions substantiellement semblables, il suffit de mentionner la nature et les conditions, de la transaction, et le nom et l'adresse de chaque personne qui vend des valeurs se chiffrant à plus de dix pour cent du montant total des valeurs ainsi acquises ou qu'on projette d'acquérir;

23° le nombre et le montant des valeurs qui, dans les deux années précédentes, ont été émises

c) any commission payable by the company to any person in consideration of his agreeing to subscribe for or procuring or agreeing to procure subscriptions for any shares in the company;

d) the repayment of any moneys borrowed by the company in respect of the foregoing matters, and

e) the repayment of bank loans, if any;

16. the particulars showing that date of and the parties to the agreement, if any, with an underwriter in respect of the securities offered and the remuneration of or price payable by the underwriter for the securities offered;

17. any provisions of the by-laws as to the remuneration of the directors;

18. the aggregate remuneration paid by the company during its last financial year, if completed at least three months prior to the offer, and estimated to be paid or payable during the current financial year or, if such remuneration is not capable of approximate estimation then the basis of determining it, to directors of the company and, separately stated, to officers of the company who individually have received or may be entitled to receive remuneration in excess of \$10,000 per annum;

19. the amount if any, paid within the two preceding years or payable as a commission by the company for subscribing or agreeing to subscribe or procuring or agreeing to procure subscriptions for any shares in or obligations of the company, or the rate of any such commission;

20. in the case of a company which has not been carrying on business for more than one year the amount or estimated amount of the preliminary expenses;

21. the particulars of any property purchased or acquired by the company, or proposed to be purchased or acquired, the purchase price of which is to be defrayed in whole or in part out of the proceeds of the issue or has been paid within the last two preceding years or is to be paid in whole or in part in securities of the company, or purchase or acquisition of which has not been completed at the date of the statement and the nature of the title or interest therein acquired or to be acquired by the company, provided that this clause shall not apply to transactions entered into in the ordinary course of operations or on the general credit of the company;

22. the names and address of the vendors of any property under clause 21 and the amount, specifying separately the amount, if any, for goodwill paid or payable in cash or securities of the company to the vendors for the property and where there is more than one separate vendor or the company is a sub-purchaser, the amount so payable to each vendor, provided that where the vendors or any of them are a firm, the members of the firm shall not be treated as separate vendors, and provided further that where the property consists of securities of any other company purchased or acquired or proposed to be purchased or acquired by the company on substantially similar terms from more than 25 separate vendors it shall be sufficient to state the nature and terms of the transaction with particulars of the name and address of each person who is the vendor of securities aggregating more than 10 per cent of the total amount of the securities so purchased or acquired or proposed to be purchased or acquired;

23. the number and amount of securities which, within the two preceding years, have been issued,

ou qu'il a été convenu d'émettre, comme entièrement ou partiellement acquittée autrement qu'en espèces, et, dans ce dernier cas, la proportion dans laquelle elles sont ainsi payées, et, dans l'un ou l'autre cas, la considération pour laquelle ces valeurs ont été émises ou pour laquelle on projette de les émettre;

24° lorsque des obligations sont offertes, les détails de la garantie qui a été ou sera constituée pour ces obligations, avec mention des biens, s'il en est, compris dans la garantie et la nature du titre que la corporation possède dans ces biens; si plus de vingt-cinq pour cent de la valeur de ces biens consistent ou doivent consister en actions ou obligations, le détail des droits que possède la corporation, si elle en a, de substituer, auxdites valeurs, d'autres actions ou obligations;

25° le détail des services rendus ou à rendre à la corporation et que cette dernière doit acquitter entièrement ou partiellement à même le produit de l'émission, ou qui ont été acquittés dans les deux années précédentes, ou qui devront l'être au moyen de valeurs de la corporation; à l'exclusion des commissions visées par le sous-paragraphe 3° du paragraphe 15 et des montants mentionnées aux paragraphes 19 et 23;

26° le montant payé pendant les deux années précédentes ou qu'on projette de payer à tout promoteur, ainsi que les nom et adresse de ce dernier et la considération du paiement;

27° les dates et la nature de tout contrat essentiel passé pendant les deux années précédentes et les parties à ce contrat, ainsi que le temps et l'endroit où un exemplaire de ce contrat peut être examiné; mais cette prescription ne s'applique pas à un contrat passé dans le cours ordinaire des opérations que la corporation exerce ou a l'intention d'exercer;

28° des détails complets sur la nature et l'étendue des intérêts, s'il en est, de tout directeur dans l'établissement de la corporation ou dans les biens acquis par elle au cours des deux années précédentes ou qu'elle se propose d'acquérir, ou, si un directeur a de tels intérêts du fait qu'il est membre d'une société, la nature et l'étendue des intérêts de cette dernière, avec mention de toutes sommes qui ont été payées ou qu'on a convenu de payer au directeur ou à la société, en espèces, en valeurs ou autrement, par une personne quelconque, soit pour la décider à devenir directeur, soit pour la qualifier comme tel, soit à tout autre titre, en raison des services rendus par elle ou par la société à l'occasion de l'établissement de la corporation; mais la présente disposition ne s'applique pas à un prospectus émis plus d'une année après la date où la corporation a commencé ses opérations, sauf quant aux détails relatifs aux biens qu'elle se propose d'acquérir;

29° s'il s'agit d'une corporation qui a fait des opérations pendant moins de trois ans, la durée de ses opérations et, si elle a acquis ou se propose d'acquérir, soit directement, soit indirectement au moyen d'actions ou autrement, un commerce ou une industrie qui a été en opération pendant moins de trois ans, la durée de ce commerce ou de cette industrie;

30° lorsque des actions sont offertes, les noms et adresses des personnes connus, qui, par suite de droits dans des valeurs de la corporation ou d'un contrat par écrit, sont en mesure ou ont le droit d'élire et de faire élire la majorité des directeurs de la corporation;

31° lorsque des valeurs de la corporation de même catégorie que ces valeurs offertes sont dé-

or agreed to be issued, as fully or partly paid up otherwise than in cash and in the latter case the extent to which they are so paid up, and in either case the consideration for which those securities have been issued or are proposed or intended to be issued;

24. where obligations are offered, particulars of the security, if any, which has been or will be created for such obligations, specifying the property, if any, comprised or to be comprised in the security and the nature of the title to the property and, if more than 25 per cent in value of the property consists or is to consist of shares or obligations, particulars of the rights, if any, of the company to substitute other shares or obligations;

25. the particulars of any services rendered or to be rendered to the company which are to be paid for by the company wholly or partly out of the proceeds of the securities offered or have been within the last two preceding years or are to be paid for by securities of the company exclusive of commissions to be disclosed under clause 3. and amount included under clause 15 and amount included under clause 19 and 23;

26. the amount paid within the two preceding years or intended to be paid to any promoter with his name and address and the consideration for such payment;

27. the dates of and the parties to and the general nature of every material contract entered into within the two preceding years, and a reasonable time and place at which any such material contract or a copy thereof may be inspected, but this requirement shall not apply to a contract entered into in the ordinary course of business carried on or intended to be carried on by the company;

28. full particulars of the nature and extent of the interest, if any, of every director in the promotion, of, or in any property acquired by the company within the preceding two years or proposed to be acquired by the company, or, where the interest of such director consists in being a partner in a firm, the nature and extent of the interest of the firm, with a statement of all sums paid or agreed to be paid to him or to the firm in cash or securities or otherwise by any person either to induce him to become, or to qualify him as a director, or otherwise for services rendered by him or by the firm in connection with the promotion or formation of the company but, this clause shall not apply in the case of a statement issued more than one year after the date at which the company commenced business, except as to the particulars relating to property proposed to be acquired by the company;

29. in the case of a company which has been carrying on business for less than three years, the length of time during which the business of the company has been carried on, and, if the company has acquired or proposes to acquire, either by direct acquisition or indirectly by ownership of shares or otherwise, a business which has been carried on for less than three years, also the length of time during which such business has been carried on;

30. where shares are offered, the names and addresses of the persons, if known, who, by reason of beneficial ownership of securities of the company or any agreement in writing, are in a position to, or are entitled to, elect or cause to be elected a majority of the directors of the company;

31. where any securities of the company of the same class as those offered are held in escrow,

tenues sous écrou, des précisions quant à leur nombre et à leur description, le nom du fiduciaire, la date et les conditions, auxquelles est soumise la libération de ces actions;

32° lorsque des actions sont offertes, le détail des dividendes que la corporation a payée durant les cinq années précédant la date du prospectus;

33° tous autres faits pertinents non spécifiés ci-dessus.

ANNEXE "B"

PROSPECTUS D'UNE COMPAGNIE
DE PLACEMENTS

Un tel prospectus doit contenir un exposé complet, véridique et clair relativement à la valeur mobilière émise et indiquer:

1° le nom de la compagnie et l'adresse de son bureau principal;

2° les lois en vertu desquelles la compagnie a été constituée; et si elle l'a été en vertu de lettres patentes ou de quelque autre manière, la date des lettres patentes ou de tout autre acte qui l'a constituée, et la date des lettres patentes supplémentaires ou amendements; s'il y en a;

3° généralement la nature des affaires que la compagnie fait ou se propose de faire;

4° les nom et prénoms, occupation principale et adresse de la résidence de chacun des officiers et directeurs de la compagnie;

5° les nom, prénoms et adresse de la résidence de chacune des personnes constituant un comité consultatif en matière de placement ou autre groupe similaire, avec un bref exposé de ses pouvoirs et devoirs — mentionnant l'expérience en affaires desdites personnes durant les cinq années précédentes — et si ces personnes sont officiers ou directeurs d'autres compagnies, le déclarer et donner le nom de telles compagnies;

6° le nom et l'adresse des vérificateurs;

7° le nom et l'adresse de tout registraire ou agent de transfert;

8° le montant du capital-actions autorisé, émis et payé, le nombre, les catégories et la valeur au pair des actions, ainsi que les privilèges ou restrictions se rattachant auxdites actions, s'il en est;

9° lorsqu'il s'agit d'actions, une description des droits de vote s'y rapportant, des préférences, des droits de conversion ou d'échange, des droits à des dividendes, à des profits ou ayant trait au capital, de chacune des catégories d'actions, incluant des droits de rachat, et des droits relatifs à la liquidation ou à la distribution de l'actif; telle description n'est cependant pas nécessaire quant aux catégories d'actions entièrement rachetées ou annulées avant ou au moment de l'émission des actions offertes, ou à même le produit de cette émission; il n'est pas non plus nécessaire d'indiquer les modalités d'actions devenues sans effet avant ou au moment de l'émission des actions offertes;

10° les détails relatifs à tous les bons ou obligations et autres valeurs mobilières émises ou que l'on se propose d'émettre, qui prendraient rang avant les valeurs offertes par le prospectus ou *pari passu* avec elles;

11° les noms et prénoms ainsi que les adresses au complet de tous fiduciaires et le détail de conventions fiduciaires en vertu desquelles des biens sont détenus pour couvrir la responsabilité envers le public à raison de valeurs qui lui sont vendues — et si tel n'est pas le cas, le déclarer;

particulars of the number and description thereof, the name of the depository, the date on which and the conditions, if any, governing the release of such securities from escrow;

32. where shares are offered, particulars of dividends, if any, paid during the five years preceding the date of the statement;

33. any other material facts not disclosed in the foregoing;

ANNEX "B"

PROSPECTUS OF AN INVESTMENT COMPANY

Such prospectus shall contain a full, true and plain disclosure relating to the security issued and shall set forth:

1. the full name of the company and the address of the head office;

2. the laws under which the company was incorporated and stating whether incorporated by letters patent or otherwise and the date thereof, and is supplementary letters patent or a similar authority for variation of the letters patent or otherwise has been issued so stating with the date thereof;

3. the general nature of the business actually transacted or to be transacted giving full particulars of investment powers and duties;

4. the officers and directors giving in each case the name in full, present occupation and home address in full;

5. the names and home addresses in full of the persons constituting any investment advisory committee or similar body together with a concise statement of powers and duties, and giving the business experience of such persons for the preceding five years, and where such persons are officers or directors of other companies, so stating, giving the names of such companies;

6. the names and address of the auditors;

7. the name and address of every registry and transfer agency;

8. the particulars of the share capital authorized, issued and paid up, the number and classes of shares and the par value thereof, or if without par value so stating, and if any, the privileges and restrictions relating to the shares;

9. where shares are offered, a description of respective voting rights, preferences, conversion and exchange rights, rights to dividends, profits or capital of each class of shares, including redemption rights, and rights on liquidation or distribution of capital assets, provided that it shall not be necessary to set out such description in respect of any class of shares which will be wholly redeemed or cancelled prior to, contemporaneously with or out of the proceeds of the issue of the shares offered nor any provisions relating to any shares which will have ceased to be effective prior to or contemporaneously with the issue of the shares offered;

10. the particulars in respect of any bonds, or debentures outstanding or proposed to be issued, and of any other securities issued or proposed to be issued, which if issued will rank ahead of or *pari passu* with the securities offered;

11. the names and addresses in full of any trustees and the particulars of any trustee agreements where assets are held to protect the liability to the public in respect of securities sold to the public and if not applicable so stating;

12° le montant et la nature de toute dette importante qui doit être constituée ou assumée et qui n'est pas mentionnée dans le bilan remis à la Commission, ainsi que les détails de toute garantie déjà donnée ou qui pourrait être donnée en considération de ladite dette;

13° le détail des valeurs mobilières, s'il en est, qui font l'objet d'options déjà consenties ou devant être consenties par la compagnie; les prix et les dates auxquels ces options doivent être exercées; le nom du bénéficiaire originaire de chaque option et, si ce bénéficiaire est une compagnie, un syndicat ou une société, le nom de toute personne détenant un intérêt représentant plus de 5% de ladite option. Toutefois, si ces options sont consignées dans des certificats au porteur ou transférables et peuvent être facilement achetés et vendues et si elles ont été ou doivent être offertes à une catégorie de détenteurs de valeurs mobilières de la compagnie ou dans le cours d'une première distribution dans le public, il n'est pas nécessaire de révéler les noms de ceux à qui des options ont été accordées, sauf s'il s'agit d'acheteurs à forfait ou de distributeurs desdites options;

14° une brève description de la méthode selon laquelle les valeurs offertes seront vendues au public;

15° le nombre des valeurs mobilières de chaque catégorie offertes par le prospectus (lesquelles, dans le cas d'obligations, doivent porter un titre descriptif approprié et exact), le prix et les conditions de l'émission et, s'il s'agit d'une seconde offre ou d'une offre subséquente de valeurs, le montant offert en souscription pour chaque offre antérieure, dans les deux années précédentes, ainsi que le montant réellement attribué, le montant payé pour ces valeurs en monnaie ou autrement, et, s'il en est, la commission payée ou payable;

16° le produit net que la compagnie prévoit retirer des valeurs offertes si elles sont entièrement achetées et acquittées;

17° les fins spécifiques de l'émission, en détail et dans la mesure où elles peuvent être déterminées, ainsi que les montants approximatifs que l'on se propose d'y affecter; si les fonds doivent être prélevés en partie autrement que par la vente des valeurs, le montant et le mode de prélèvement de ces fonds doivent être indiqués, de même que les détails de tout arrangement pour le dépôt en fiducie des fonds de l'émission en attendant l'accomplissement de certaines conditions;

18° lorsque des actions sont offertes par la compagnie ou par un acheteur à forfait ou un distributeur, le montant minimum, le cas échéant que les directeurs estiment nécessaire de retirer de l'émission pour obtenir les sommes requises, ou, si une partie doit en être obtenue par un autre moyen, le solde de la somme nécessaire pour chacune des fins suivantes:

a) le prix d'acquisition de tous biens achetés ou qui doivent être achetés et payés en totalité ou en partie à même le produit de l'émission;

b) toutes dépenses préliminaires payables par la compagnie;

c) les commissions payables par la compagnie à toute personne qui a convenu de souscrire des actions de la compagnie, ou qui a obtenu ou s'est engagée à obtenir de telles souscriptions;

d) le remboursement de tous fonds empruntés par la compagnie pour l'une des fins ci-dessus indiquées;

e) le remboursement d'emprunts bancaires, s'il en est;

12. the amount and general description of any substantial indebtedness to be created or assumed, which is not shown in the balance sheet filed with the Commission and also particulars of the security, if any, given or to be given for such indebtedness;

13. the particulars of the securities, if any, covered by options outstanding or proposed to be given by the company and the price or prices at which and the date or dates by which the options must be exercised, showing the name of the original grantee of the option and where the original grantee is a company, syndicate or partnership, the names of all persons having more than five per cent interest therein, provided that where options are evidenced by instruments in bearer or transferable form capable of being freely bought and sold, then to the extent that the options have been or are to be made available to a class of holders of securities of the company, or have been or are to be offered in the course of a primary distribution to the public it shall not be necessary to disclose the names of the grantees except where the grantee is an underwriter;

14. a brief description of the method by which the securities offered will be sold to the public;

15. the number of securities of each class, which in the case of obligations shall bear an appropriate and correct descriptive title, offered and the issue price and the terms thereof and in the case of a second or subsequent offer of securities the amount offered for subscription on each previous offer within the two preceding years and the amount actually issued and the amount paid up thereon, specifying the amounts received in cash or other consideration respectively and the commission, if any, paid or payable;

16. the estimated net proceeds to be derived from the securities offered on the basis of such securities being fully taken up and paid for;

17. the specific purposes in detail and the approximate amounts to be devoted to such purposes, so far as determinable, for which the securities offered are to supply funds and if the funds are to be raised in part from other sources the amount thereof and the sources thereof shall be stated, and particulars of any provision made for the holding in trust of the proceeds of the issue of the securities offered pending or subject to the fulfilment of any conditions;

18. where shares are offered by the company or an underwriter, the minimum amount, if any, which in the opinion of the directors must be raised by the issue of those shares in order to provide the sums, or, if any part thereof is to be defrayed in any other manner, the balance of the sum required to be provided for the following matters;

a) the purchase price of any property purchased or to be purchased which is to be defrayed in whole or in part out of the proceeds of the issue;

b) any preliminary expenses payable by the company;

c) any commission payable by the company to any person in consideration of his agreeing to subscribe for or procuring or agreeing to procure subscriptions for any shares in the company.

d) the repayment of any moneys borrowed by the company in respect of the foregoing matters, and

e) the repayment of bank loans, if any;

19° s'il y a un contrat avec un acheteur à forfait ou un distributeur des valeurs offertes, la date et les noms des personnes qui y sont parties, ainsi que la rémunération de cet acheteur ou distributeur ou le prix payable par celui-ci sur les valeurs qu'il doit offrir en vente;

20° les dispositions des règlements se rapportant à la rémunération des directeurs et des personnes faisant partie du comité consultatif en matière de placement ou autre groupe similaire, s'il en est;

21° la rémunération globale versée par la compagnie pendant sa dernière année financière, si elle s'est terminée au moins trois mois avant l'offre, et celle qui sera payée ou payable pendant l'année financière en cours ou la base sur laquelle elle sera établie, s'il est impossible de l'estimer approximativement, aux directeurs et à chacun des officiers qui ont reçu ou qui peuvent être autorisés à recevoir une rémunération excédant dix mille dollars par année;

22° les montants ou le taux des commissions payés ou payables par la compagnie, pendant les deux années précédentes, à des personnes qui ont souscrit ou qui se sont engagées à souscrire des actions ou des obligations de la compagnie ou qui ont obtenu des souscriptions ou qui se sont engagées à en obtenir;

23° dans le cas d'une compagnie qui n'a pas été en opération pendant plus d'une année, le montant des dépenses préliminaires ou celui qu'on prévoit dépenser;

24° les détails se rapportant à tous biens acquis par la compagnie ou qu'elle se propose d'acquérir et dont le prix doit être acquitté, en tout ou en partie, à même le produit de l'émission, ou doit être acquitté par des valeurs de la compagnie, ou dont l'acquisition n'a pas été complétée à la date de l'émission du prospectus, ainsi que la nature du titre ou de l'intérêt que la compagnie a acquis ou doit acquérir dans ce titre — la présente disposition ne devant toutefois pas s'appliquer à des transactions consenties dans le cours ordinaire des affaires ou à même le crédit général de la compagnie;

25° les noms et adresses des vendeurs de biens visés au paragraphe 24 et le montant payé ou payable aux vendeurs, en espèces ou en valeurs de la compagnie, en indiquant séparément celui de l'achalandage, s'il en est, et, lorsqu'il y a plus d'un vendeur ou que la compagnie est un sous-acheteur, le montant payé ou payable à chaque vendeur; toutefois, lorsque les vendeurs ou l'un d'eux constituent une société, les membres de la société ne doivent pas être traités comme des vendeurs distincts; en outre, lorsque les biens consistent en des valeurs d'une autre compagnie, que la compagnie a acquises ou qu'elle se propose d'acquérir de plus de vingt-cinq vendeurs distincts, à des conditions substantiellement semblables, il suffit de mentionner la nature et les conditions de la transaction, et le nom et l'adresse de chaque personne qui vend des valeurs se chiffrant à plus de dix pour cent du montant total des valeurs ainsi acquises qu'on projette d'acquérir;

26° le nombre et le montant des valeurs qui, dans les deux années précédentes, ont été émises ou qu'ils a été convenu d'émettre, comme entièrement ou partiellement acquittées autrement qu'en espèces, et, dans ce dernier cas, la proportion dans laquelle elles sont ainsi payées, et, dans l'un ou l'autre cas, la considération pour laquelle ces valeurs ont été émises ou pour laquelle on projette de les émettre;

19. the particulars showing the date of and the parties to the agreement, if any, with an underwriter in respect of the securities offered and the remuneration of or price payable by the underwriter for the securities offered;

20. any provisions of the by-laws as to the remuneration of the directors and of the persons constituting the investment advisory committee or similar body, if any;

21. the aggregate remuneration paid by the company during its last financial year, if completed at least three months prior to the offer, and estimated to be paid or payable during the current financial year or, if such remuneration is not capable of approximate estimation then the basis of determining, it to directors of the company and, separately stated, to officers of the company who individually have received or may be entitled to receive remuneration in excess of \$10,000 per annum;

22. the amount, if any, paid within the two preceding years or payable as a commission by the company for subscribing or agreeing to subscribe or procuring or agreeing to procure subscriptions for any securities of the company, or the rate of any such commission;

23. in the case of a company which has not been carrying on business for more than one year the amount or estimated amount of the preliminary expenses;

24. the particulars of any property purchased or acquired by the company, or proposed to be purchased or acquired, the purchase price of which is to be defrayed in whole or in part out of the proceeds of the issue or has been paid within the last two preceding years or is to be paid in whole or in part in securities of the company, or the purchase or acquisition of which has not been completed at the date of the statement and the nature of the title or interest therein acquired or to be acquired by the company, provided that this clause shall not apply to transactions entered into in the ordinary course of operations or on the general credit of the company;

25. the names and addresses of the vendors of any property under clause 24 and the amount, specifying separately the amount, if any, for goodwill, paid or payable in cash or securities of the company to the vendors for the property and where there is more than one separate vendor or the company is a sub-purchaser, the amount so payable to each vendor, provided that where the vendors or any of them are a firm, the members of the firm shall not be treated as separate vendors, and provided further that where the property consists of securities of any other company purchased or acquired or proposed to be purchased or acquired by the company on substantially similar terms from more than 25 separate vendors it shall be sufficient to state the nature and terms of the transaction with particulars of the name and address of each person who is the vendor of securities aggregating more than 10 per cent of the total amount of the securities so purchased or acquired or proposed to be purchased or acquired;

26. the number and amount of securities which, within the two preceding years, have been issued, or agreed to be issued, as fully or partly paid up otherwise than in cash and in the latter case the extent to which they are so paid up, and in either case the consideration for which those securities have been issued or are proposed or intended to be issued;

27° lorsque des obligations sont offertes, les détails de la garantie qui a été ou sera constituée pour ces obligations, avec mention des biens, s'il en est, compris dans la garantie et la nature du titre que la compagnie possède dans ces biens; si plus de vingt-cinq pour cent de la valeur de ces biens consistent ou doivent consister en actions ou obligations, le détail des droits que possède la compagnie, si elle en a, de substituer, auxdites valeurs, d'autres actions ou obligations;

28° le détail des services rendus ou à rendre à la compagnie et que cette dernière doit acquitter entièrement ou partiellement à même le produit de l'émission, ou qui ont été acquittés dans les deux années précédentes, ou qui devront l'être au moyen de valeurs de la compagnie; à l'exclusion des commissions visées par le sous-paragraphe 3° du paragraphe 18 et des montants mentionnés aux paragraphes 22 et 26;

29° le montant payé pendant les deux années précédentes ou qu'on projette de payer à tout promoteur, ainsi que les nom et adresse de ce dernier et la considération du paiement;

30° les dates et la nature de tout contrat essentiel passé pendant les deux années précédentes et les parties à ce contrat, ainsi que le temps et l'endroit où un exemplaire de ce contrat peut être examiné; mais cette prescription ne s'applique pas à un contrat passé dans le cours ordinaire des opérations que la compagnie exerce ou a l'intention d'exercer;

31° des détails complets sur la nature et l'étendue des intérêts, s'il en est, de tout directeur dans l'établissement de la compagnie ou dans les biens acquis par elle au cours des deux années précédentes ou qu'elle se propose d'acquérir, ou, si un directeur a de tels intérêts du fait qu'il est membre d'une société, la nature et l'étendue des intérêts de cette dernière, avec mention de toutes sommes qui ont été payées ou qu'on a convenu de payer au directeur ou à la société, en espèces, en valeurs ou autrement, par une personne quelconque, soit pour la décider à devenir directeur, soit pour la qualifier comme tel, soit à tout autre titre, en raison des services rendus par elle ou par la société à l'occasion de l'établissement de la compagnie; mais la présente disposition ne s'applique pas à un prospectus émis plus d'une année après la date où la compagnie a commencé ses opérations, sauf quant aux détails relatifs aux biens qu'elle se propose d'acquérir;

32° s'il s'agit d'une compagnie qui a fait des opérations pendant moins de trois ans, la durée de ses opérations et, si elle a acquis ou se propose d'acquérir, soit directement, soit indirectement au moyen d'actions ou autrement, un commerce ou une industrie qui a été en opération pendant moins de trois ans, la durée de ce commerce ou de cette industrie;

33° lorsque des actions sont offertes, les noms et adresses des personnes connus qui, par suite de droits dans des valeurs de la compagnie ou d'un contrat par écrit, sont en mesure ou ont le droit d'élire et de faire élire la majorité des directeurs de la compagnie;

34° les détails des dividendes, que la compagnie a payés durant les cinq années précédant la date du prospectus;

35° tous autres faits pertinents non spécifiés ci-dessus.

27. where obligations are offered, particulars of the security, if any, which has been or will be created for such obligations, specifying the property, if any, comprised or to be comprised in the security and the nature of the title to the property and, if more than 25 per cent in value of the property consists or is to consist of shares or obligations, particulars of the rights, if any, of the company to substitute other shares or obligations;

28. the particulars of any services rendered or to be rendered to the company which are to be paid for by the company wholly or partly out of the proceeds of the securities offered or have been within the last two preceding years or are to be paid for by securities of the company exclusive of commissions to be disclosed under clause 3 and amount included under clause 18 and amount included under clause 22 and 26;

29. the amount paid within the two preceding years or intended to be paid to any promoter with his name and address and the consideration for such payment;

30. the dates of and the parties to and the general nature of every material contract entered into within the two preceding years, and a reasonable time and place at which any such material contract or a copy thereof may be inspected, but this requirement shall not apply to a contract entered into in the ordinary course of business carried on or intended to be carried on by the company;

31. full particulars of the nature and extent of the interest, if any, of every director in the promotion of, or in any property acquired by the company within the preceding two years or proposed to be acquired by the company or, where the interest of such director consists in being a partner in a firm, the nature and extent of the interest of the firm, with a statement of all sums paid or agreed to be paid to him or to the firm in cash or securities or otherwise by any person either to induce him to become, or to qualify him as a director, or otherwise for services rendered by him or by the firm in connection with the promotion or formation of the company, but this clause shall not apply in the case of a statement issued more than one year after the date at which the company commenced business, except as to the particulars relating to property proposed to be acquired by the company;

32. in the case of a company which has been carrying on business for less than three years, the length of time during which the business of the company has been carried on, and, if the company has acquired or proposes to acquire, either by direct acquisition or indirectly by ownership of shares or otherwise, a business which has been carried on for less than three years, also the length of time during which such business has been carried on;

33. where shares are offered, the names and addresses of the persons, if known, who, by reason of beneficial ownership of securities of the company or any agreement in writing, are in a position to, or are entitled to, elect or cause to be elected a majority of the directors of the company;

34. the particulars of dividends, if any, paid during the five years preceding the date of the statement;

35. any other material facts not disclosed in the foregoing;

ANNEXE "C"

ANNEX "C"

PROSPECTUS D'UNE COMPAGNIE MINIÈRE

PROSPECTUS OF A MINING COMPANY

Un tel prospectus doit contenir un exposé complet, véridique et clair relativement à la valeur mobilière émise et indiquer:

1° le nom de la compagnie et l'adresse de son bureau principal;

2° les lois en vertu desquelles la compagnie a été constituée, et si elle l'a été en vertu de lettres patentes ou de quelque autre manière, la date des lettres patentes ou de tout autre acte qui l'a constituée, et la date des lettres patentes supplémentaires ou amendements, s'il y en a;

3° les nom et prénoms, occupation principale et adresse de la résidence de chacun des officiers, directeurs et promoteurs de la compagnie;

4° le nom et l'adresse des vérificateurs;

5° le nom et l'adresse de tout registraire ou agent de transfert;

6° le montant du capital-actions autorisé, émis et payé, le nombre, les catégories et la valeur au pair des actions, ainsi que les privilèges ou restrictions se rattachant auxdites actions, s'il en est;

7° les détails relatifs à tous les bons ou obligations déjà émis ou que l'on se propose d'émettre;

8° le nombre d'actions ou autres valeurs détenues sous écrou, le nom du fiduciaire et un sommaire des dispositions du contrat régissant la mise sous écrou et la libération desdites actions;

9° les actions vendues à date pour de l'argent et réparties sous chaque catégorie d'actions, de la façon suivante:

a) le nombre d'actions vendues, indiquées séparément quant au prix;

b) la somme reçue en argent pour les actions vendues, et

c) les commissions payées pour la vente des actions;

10° les détails des valeurs, autres que des actions, vendues à date pour de l'argent, indiqués comme suit:

a) les valeurs vendues;

b) la somme reçue en argent pour les valeurs vendues, et

c) les commissions payées pour la vente des valeurs;

11° le nombre d'actions émises ou à être émises — ou l'argent payé ou à être payé — à tout promoteur, avec mention de ses nom et adresse — et de la considération du paiement;

12° les renseignements suivants:

a) la désignation et le site officiels des propriétés, en précisant si la compagnie en est propriétaire ou si elle doit les acquérir par la suite; si elles sont sous bail ou sous option, mentionner tous faits importants relatifs aux baux ou options;

b) les noms et adresses de tous les vendeurs de propriétés que la compagnie a achetées, ou qu'elle se propose d'acheter, la considération payée ou devant être payée à chaque vendeur et la propriété acquise de chacun;

c) les nom, prénoms et adresse de toute personne ou compagnie ayant reçu ou devant recevoir d'un vendeur un intérêt de plus de cinq pour cent dans les actions, ou toute considération reçue ou qui doit être reçue par le vendeur;

13° relativement à toutes les propriétés:

Such prospectus shall contain a full, true and plain disclosure relating to the security issued and shall set forth:

1. the full name of the company and the address of the head office;

2. the laws under which the company was incorporated and stating whether incorporated by letters patent or otherwise and the date thereof, and if supplementary letters patent or a similar authority for variation of the letters patent or otherwise has been issued so stating with the date thereof;

3. the officers, directors and promoters giving in each case the name in full, present occupation and home address in full;

4. the name and address of the auditors;

5. the name and address of every registry and transfer agency;

6. the particulars of the share capital authorized, issued and paid up, the number and classes of shares and the par value thereof, or if without par value so stating and, if any, the privileges and restrictions relating to the shares;

7. the particulars in respect of any bonds, or debentures outstanding or proposed to be issued;

8. the number of shares or other securities held in escrow, the name of the trustee and a summary of the provisions of the escrow agreement including the proposed plan of release from escrow;

9. the shares sold for cash to date tabulated under each class of shares as follows:

a) the number of shares sold, separately listed as to price;

b) the total cash received for the shares sold, and

c) the commissions paid on the sale of the shares;

10. the particulars of securities, other than shares, sold for cash to date as follows:

a) the securities sold;

b) the total cash received for the securities sold, and

c) the commissions paid on the sale of the securities;

11. the number of shares issued or to be issued or cash paid or to be paid to any promoter with his name and address and the consideration for the payment;

12. particulars as follows:

a) the official designation and location of all properties, showing whether owned, leased or held under option or intended to be acquired by the company and all material facts relating to leases or options;

b) the names and addresses of all vendors of property purchased or intended to be purchased by the company, showing the consideration paid or intended to be paid to each vendor, and the property acquired from each, and

c) the names and addresses in full of every person or company who has received or is to receive from any vendor a greater than five per cent interest in the shares or other consideration received or to be received by the vendor;

13. the particulars relating to all properties as follows:

a) les moyens d'accès;
 b) le caractère, l'étendue et la condition de toute exploration, développement, établissement ou équipement souterrains; s'il n'en existe pas, le déclarer;

c) le caractère, l'étendue et la condition de toute exploration, de tout développement, établissement ou équipement de surface; s'il n'en existe pas, le déclarer;

d) l'histoire connue des propriétés;

e) une description de toutes améliorations et travaux faits par la présente administration; s'il n'en existe pas, le déclarer;

14° tous détails utiles sur les contrats ou sous-contrats présentement en cours ou qu'on se propose d'accorder relativement à une option sur des valeurs ou à un achat à forfait ou à une distribution de valeurs, ainsi que sur toute cession ou transfert de tel contrat ou sous-contrat, les prix et dates auxquels les options doivent être exercées et les contrats exécutés, avec mention du bénéficiaire de l'option, et, si le bénéficiaire est une compagnie, un syndicat ou une société, les noms de toutes personnes y possédant un intérêt de plus de cinq pour cent; le nom et l'adresse de la personne pour le compte de qui tel contrat ou sous-contrat a été consenti;

15° les détails sur les développements et sur les travaux d'exploration que les administrateurs projettent, en précisant de quelle façon l'on se propose de dépenser le produit de la vente des valeurs de la compagnie;

16° dans le cas où une compagnie a été constituée moins d'un an avant la date du prospectus, le montant des dépenses préliminaires encourues ou prévues, en mentionnant séparément les dépenses d'administration et celles de développement — en incluant dans chaque cas le montant déjà dépensé et celui qu'on estime devoir dépenser;

17° le montant et la description générale de toute dette qui doit être encourue ou assumée et qui n'est pas mentionnée dans le bilan remis à la Commission — avec mention des détails de la garantie, s'il en est, déjà donnée ou devant être donnée en considération de ladite dette;

18° les renseignements suivants:

a) la principale occupation de chaque directeur ou officier au cours des trois dernières années et s'il s'agit d'une fonction dans une compagnie ou société, le nom de cette dernière et le temps pendant lequel il a rempli cette fonction;

b) la nature et l'étendue de l'intérêt direct ou indirect, que tout directeur ou officier de la compagnie a pu avoir, à titre personnel ou comme membre d'une société, dans toute propriété acquise ou devant être acquise par la compagnie;

c) la rémunération globale payée par la compagnie durant la dernière année financière et celle qu'on prévoit payer durant l'année financière en cours aux directeurs et officiers, avec répartition de ce montant entre directeurs et officiers;

19° le détail des dividendes, s'il en est, payés durant les cinq dernières années;

20° les noms et adresses des personnes qui, par suite de droits dans des valeurs de la compagnie ou d'un contrat par écrit, sont en mesure ou ont droit, d'élire et de faire élire la majorité des directeurs de la compagnie;

21° tous autres faits pertinents non spécifiés ci-dessus.

39964-o

a) the means of access thereto.

b) the character, extent and condition of any underground exploration and development and any underground plant and equipment, and if none so state;

c) the character, extent and condition of any surface exploration and development and any surface plant and equipment, and if none so state;

d) the known history of the property, and

e) a description of any work done and improvements made by the present management, and if none so state;

14. the particulars of the securities, if any, covered by option agreements or underwriting agreements outstanding or proposed to be given and particulars of sub-option agreements or sub-underwriting agreements outstanding or proposed to be given and particulars of any assignments or proposed assignments of any such agreements and the price or prices at which and the date or dates by which the option agreements or underwriting agreements must be exercised, showing the name of the optionee and where the optionee is a company, syndicate or partnership, the names of all persons having more than five per cent interest therein, and the name and address of the person for or on whose behalf the option agreement or underwriting agreement has been entered into;

15. the details of future development and exploration plans of the management showing how it is proposed to expend the proceeds from current sales of securities;

16. where a company has not been incorporated for more than one year prior to the date of the statement, the amount or estimated amount of preliminary expenses showing administrative and development expenses separately, including the amount already expended and the estimated future expenditures in each case;

17. the amount and general description of any indebtedness to be created or assumed, which is not shown in a balance sheet filed with the Commission, and also particulars of the security, if any, given or to be given for such indebtedness;

18. particulars as follows:

a) the principal business in which each director or officer has been engaged during the past three years and giving the length of time, position held and name of company or firm;

b) the nature and extent of the interest, direct or indirect, which any director or officer of the company, whether personally or as a partner in a firm, has ever had in any property acquired or to be acquired by the company, and

c) the aggregate remuneration paid by the company during the last financial year, and estimated to be paid or payable during the current financial year to directors and, separately stated, to officers;

19. the particulars of dividends, if any, paid during the last five years;

20. the names and addresses of the persons who, by reason of beneficial ownership of securities of the company or any agreement in writing, are in a position or are entitled to elect or cause to be elected a majority of the directors of the company;

21. any other material facts not disclosed in the foregoing;

39964-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 560

Québec, le 18 mai 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

CONCERNANT le piquetage d'une partie de la seigneurie Rigaud-Vaudreuil.

ATTENDU que Standard Gold Mines Limited et Louvicourt Goldfield Corporation déclarent qu'elles sont aux droits des propriétaires des droits de mine, par voie d'option, sur 53,000 acres de terrain situés dans la seigneurie Rigaud-Vaudreuil, dans le district électoral de Beauce, et désirent entreprendre dès maintenant une campagne de recherche sur toute cette étendue;

ATTENDU qu'il convient de faciliter les recherches minières dans la province et que, dans les conditions actuelles, il est opportun de soustraire au piquetage les terrains dessous mentionnés;

VU les dispositions de la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

QUE le règlement suivant soit adopté et, après son adoption, soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*:

Les droits de mine appartenant à la Couronne dans la partie de la seigneurie Rigaud-Vaudreuil décrite ci-dessous sont réservés et soustraits au piquetage en claims miniers pour un période de deux ans à compter de la date de publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*:

a) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro quatre-vingt-quatre inclusivement à deux cent quatre-vingt-douze inclusivement du dit cadastre (84 à 292);

b) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro mille cinq cent dix-sept inclusivement et le numéro mille six cent soixante-deux inclusivement (1517 à 1662);

c) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro mille sept cent treize inclusivement et le numéro mille sept cent quatre-vingt-treize inclusivement du dit cadastre (1713 à 1793);

d) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro mille huit cent quatre-vingt-neuf inclusivement et le numéro mille neuf cent quarante-cinq inclusivement dudit cadastre, (1889 à 1945);

e) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro mille neuf cent soixante-quatorze inclusivement et le numéro deux mille trois cent douze inclusivement dudit cadastre, (1974 à 2312);

f) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro deux mille trois cent dix-neuf inclusivement et le numéro deux mille trois cent cinquante-cinq inclusivement dudit cadastre, (2319 à 2355);

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 560

Quebec, May 18th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the staking of a part of the Rigaud-Vaudreuil Seigniorry.

WHEREAS Standard Gold Mines Limited and Louvicourt Goldfield Corporation declare that their rights of ownership include mining rights, by right of preference, to 53,000 acres of land situated in the Rigaud-Vaudreuil Seigniorry, in the electoral district of Beauce, and wish to carry out, immediately, an exploration program throughout this area;

WHEREAS it is deemed advisable to facilitate mining exploration in the Province and that under present conditions it is expedient to withdraw from staking out the land mentioned hereinunder:

IN VIEW of the provisions of the law;

CONSEQUENTLY it is ordained, upon the proposition of the Honourable the Minister of Mines:

THAT the following regulation be adopted and after said adoption published, in the *Quebec Official Gazette*:

Mining rights belonging to the Crown in that part of the Rigaud-Vaudreuil Seigniorry described hereinunder are reserved and withdrawn from the staking out as mining claims for a period of two years, as from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*:

a) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which are included between number eighty-four inclusive and that of two hundred and ninety-two inclusive, of said cadastre (84 to 292);

b) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which are included between number one thousand five hundred and seventeen inclusive to that of one thousand six hundred and sixty-two inclusive (1517 to 1662);

c) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce the numbers of which are included between number one thousand seven hundred and thirteen inclusive and that of one thousand seven hundred and ninety-three inclusive, of said cadastre, (1713 to 1793);

d) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which are included between number one thousand eight hundred and eighty-nine inclusive and that of one thousand nine hundred and forty-five inclusive, of said cadastre, (1889 to 1945);

e) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which are included between number one thousand nine hundred and seventy-four inclusive and that of two thousand three hundred and twelve inclusive, of said cadastre, (1974 to 2312);

f) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which, are included between number two thousand three hundred and nineteen inclusive and that of two thousand three hundred and fifty-five inclusive of said cadastre, (2319 to 2355);

g) Les lots cent treize-A (113-A), cent vingt-deux A (122-A), cent vingt-deux B (122-B), cent vingt-deux C (122-C), cent quarante-trois A (143-A), cent cinquante-cinq A (155-A), cent cinquante-cinq B (155-B), cent cinquante-cinq-C (155-C), cent cinquante-huit-A (158-A), cent cinquante-huit-B (158-B), cent cinquante-neuf-A (159-A), cent cinquante-neuf "un" (159-1), cent soixante "un" (160-1), cent soixante "deux" (160-2), cent soixante-douze-A (172-A), cent soixante-treize-A (173-A), cent soixante-treize-B (173-B), cent soixante-treize-C (173-C), cent soixante-treize-D (173-D), cent soixante-treize-E (173-E), cent soixante-quatorze-A (174-A), cent soixante-quatorze-B (174-B), cent soixante-quatorze-C (174-C), cent soixante-quatorze-D (174-D), cent soixante-quinze-A (175-A), cent quatre-vingt-douze-A (192-A), deux cent un "A" (201-A), deux cent cinq-A (205-A), deux cent cinquante-quatre "un" (254-1), deux cent cinquante-quatre "deux" (254-2), deux cent cinquante-cinq "un" (255-1), deux cent cinquante-cinq "deux" (255-2), trois cent quatre-vingt-trois "A" (383-A), quatre cent vingt-quatre "A" (424-A), sept cent soixante-quatorze "A" (774-A), sept cent quatre-vingt-dix-neuf "A" (799-A), huit cent cinquante "A" (850-A), mille vingt-quatre-A (1024-A), mille cinq cent seize "A" (1516-A), mille sept cent treize "A" (1713-A), deux mille deux cent trente-trois-A (2233-A), deux mille deux cent quatre-vingt-deux (2282) du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce;

h) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro trois cent cinquante-cinq inclusivement et le numéro quatre cent cinquante-trois inclusivement dudit cadastre, (355 à 453);

i) Tous les lots du cadastre officiel pour la paroisse de St-François de Beauce dont le numéro est compris entre le numéro cinq cent huit inclusivement et le numéro mille cent cinquante-et-un inclusivement dudit cadastre, (508 à 1151);

j) Y compris le lit de la rivière Chaudière et des autres rivières, lacs et cours d'eau, ainsi que les chemins non compris dans les lots mentionnés ci-dessus.

L. DÉSILETS,

39978-o Greffier du Conseil Exécutif.

g) Lots one hundred and thirteen-A (113-A), one hundred and twenty-two A (122-A), one hundred and twenty-two B (122-B), one hundred and twenty-two C (122-C), one hundred and forty-three A (143-A), one hundred and fifty-five A (155-A), one hundred and fifty-five B (155-B), one hundred and fifty-five-C (155-C), one hundred and fifty-eight-A (158-A), one hundred and fifty-eight-B (158-B), one hundred and fifty-nine-A (159-A), one hundred and fifty-nine "one" (159-1), one hundred and sixty "one" (160-1), one hundred and sixty "two" (160-2), one hundred and seventy-two-A (172-A), one hundred and seventy-three-A (173-A), one hundred and seventy-three-B (173-B), one hundred and seventy-three-C (173-C), one hundred and seventy-three-D (173-D), one hundred and seventy-three-E (173-E), one hundred and seventy-four-A (174-A), one hundred and seventy-four-B (174-B), one hundred and seventy-four-C (174-C), one hundred and seventy-four-D (174-D), one hundred and seventy-five-A (175-A), one hundred and ninety-two-A (192-A), two hundred and one "A" (201-A), two hundred and fifty-four "one" (254-1), two hundred and fifty-four "two" (254-2), two hundred and fifty-five "one" (255-1), two hundred and fifty-five "two" (255-2), three hundred and eighty-three "A" (383-A), four hundred and forty-four "A" (424-A), seven hundred and seventy-four "A" (774-A), seven hundred and ninety-nine "A" (799-A), eight hundred and fifty "A" (850-A), one thousand twenty-four-A (1024-A), one thousand five hundred and sixteen "A" (1516-A), one thousand seven hundred and thirteen "A" (1713-A), two thousand two hundred and thirty-three-A (2233-A), two thousand two hundred and eighty-two (2282) of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce;

h) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which are included between number three hundred and fifty-five inclusive and that of four hundred and fifty-three inclusive of said cadastre, (355 to 453);

i) All lots of the official cadastre for the parish of St. François de Beauce, the numbers of which are included between number five hundred and eight inclusive and that of one thousand one hundred and fifty-one, inclusive of said cadastre, (508 to 1151);

j) Including the bed of the Chaudière River and other rivers, lakes and streams, as well as the roads which are not included in the lots mentioned hereinabove.

L. DÉSILETS,

39978 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 555

Québec, le 18 mai 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 555

Quebec, May 18th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments to the decree relating to the commercial establishments of the town of St. Félicien and a radius of five (5) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1297 du 26 novembre 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 avril 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1297, soit modifié comme suit:

1° Le mot "restaurant" apparaissant au paragraphe "a" de l'article I est biffé.

2° Le paragraphe "b" de l'article I est biffé.

3° Le paragraphe "f" de l'article I est biffé.

4° Les mots "ou restaurants" apparaissant au paragraphe "a" de l'article II sont biffés.

5° Le paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

"b) La semaine régulière de travail est de cinquante-trois (53) heures pour les salariés des deux sexes, réparties de la façon suivante:

1° De 8.30 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

2° De 8.30 a.m. à 9.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées ainsi que les trois (3) jours ouvrables précédant Noël.

3° Tout salarié a droit à une heure (1) pour le repas du midi et, les jours où il doit retourner au travail le soir, à une heure (1) pour le repas du soir."

6° Les mots "la fête de Dollard" sont ajoutés après le mot "L'Ascension" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV.

7° Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"b) Le salaire des salariés soumis à la semaine de cinquante-trois (53) heures, ne doit pas être diminué à cause des fêtes chômées."

8° Le paragraphe "e" de l'article VI-A est biffé.

9° Le paragraphe "b" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"b) Les salariés rémunérés sur une base de salaire et de commission ou de commission seulement ont droit à des vacances payées en prenant comme basé de rémunération le salaire gagné."

10° Le paragraphe "c" de l'article VII est biffé.

11° L'article XI est biffé.

(Document "E" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

39993-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 555

Québec, le 18 mai 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de l'Alimentation au détail dans la région de Québec.

Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of St. Félicien and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by the decree No. 1297 of November 26th, 1953, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 2nd, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1297, be amended as follows:

1. The words "groceries-restaurants" mentioned in subsection "a" of section I are deleted.

2. Subsection "b" of section I is deleted.

3. Subsection "f" of section I is deleted.

4. The words "ou restaurants" mentioned in subsection "a" (French version) of section II are deleted.

5. Subsection "b" of section III is placed by the following:

"b) The standard work week consists of fifty-three (53) hours for male and female employees. These hours of work are distributed as follows:

1. From 8.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

2. From 8.30 a.m. to 9.00 p.m. on Saturday and holiday eves and the three (3) working days preceding Christmas.

3. Every employee is entitled to one (1) hour for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when work is to be performed by the employee in the evening."

6. The words "Dollard Day" are added after the words "Ascension Day" mentioned in the second paragraph of subsection "a" of section IV.

7. Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b) The wages of employees subject to the 53-hour week shall not be affected by holidays."

8. Subsection "e" of section VI-A is deleted.

9. Subsection "b" of section VII is replaced by the following:

"b) Employees paid on a salary and commission basis, or on a commission basis alone, are entitled to a vacation with pay based on the wages earned."

10. Subsection "c" of section VII is deleted.

11. Section XI will be deleted.

(Document "E" annexed to the order).

L. DÉSILETS,

39993-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 555

Quebec, May 18, 1955.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments to the decree relating to the food products retail trade in the district of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1922 et 2200 des 24 mai et 8 juin 1945, 3578 du 6 septembre 1946, 615-G et 1907-E des 10 avril et 19 novembre 1947, 1078-B et 1720-C des 12 août et 16 décembre 1948, 787-C du 20 juillet 1949, 225-C et 737-C des 22 février et 21 juin 1950, 640-B du 20 juin 1951, 138-D, 590, 805-C, 962-C et 1226-A des 27 février, 21 mai, 30 juillet, 25 septembre et 19 novembre 1952, 173-A et 1085-C des 19 février et 24 septembre 1953 et 1065-E du 3 novembre 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette Officielle de Québec, édition du 9 avril 1955;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, ledit décret numéro 1658, soit modifié comme suit:

1° Le dernier alinéa du paragraphe "h" de l'article I est biffé.

2° Le deuxième alinéa du paragraphe "d" de l'article III est remplacé par le suivant:

"Lorsque le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération ou Fête du Canada et le lendemain du Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant immédiatement est chômé et payé; si les autres jours de fêtes chômés énumérés à l'alinéa précédent tombent un dimanche ils ne sont pas payés."

3° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "a" de l'article V sont remplacés par les suivants.

Taux hebdomadaires		
Zones		
I	II	
Homme	Femme	

"1. Salariés travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:			
Classe A	\$50.00	\$37.00	\$37.00
Classe B	43.00	34.00	31.00
Classe C	36.00	28.00	26.00
Classe D	22.00	22.00	21.00
2. Salariés travaillant à la vente des autres produits alimentaires:			
Classe A	47.00	34.00	37.00
Classe B	40.00	31.00	31.00
Classe C	32.00	25.00	26.00
Classe D	22.00	22.00	21.00"

4° Le troisième alinéa du paragraphe "b" de l'article V est biffé.

5° Le paragraphe "p" suivant est ajouté à l'article V:

"p) L'employé surnuméraire appelé au travail doit être payé pour au moins quatre (4) heures pour chaque appel, sauf s'il s'agit d'un étudiant travaillant après ses heures de classes."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

39993-o

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1658 of May 17, 1944, amended by the Orders in Council numbers 1922 and 2200 of May 24 and June 8, 1945, 3578 of September 6, 1946, 615-G and 1907-E of April 10 and November 19, 1947, 1078-B and 1720-C of August 12 and December 16, 1948, 787-C of July 20, 1949, 225-C and 737-C of February 22 and June 21, 1950, 640-B of June 20, 1951, 138-D, 590, 805-C, 962-C and 1226-A of February 27, May 21, July 30, September 25 and November 19, 1952, 173-A and 1085-C of February 19 and September 24, 1953 and 1065-E of November 3, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant Governor in Council certain amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition has been published in the Quebec Official Gazette, issue of April 9, 1955;

WHEREAS the objection set forth was duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 1658 be amended as follows:

1. The last paragraph of subsection "h" of section I is deleted.

2. The second paragraph of subsection "d" of section III is replaced by the following:

"When St. John the Baptist Day, Confederation or Canada Day and the day after New Year's Day fall on Sunday, the following Monday is observed as a holiday with pay; when the other holidays enumerated in the foregoing paragraph fall on Sunday, they are not paid."

3. Paragraphs 1 and 2 of subsection "a" of section V are replaced by the following:

Weekly rates		
Zones		
I	II	
Male	Female	

"1. Employees working at the sale of meat and meat products:			
Class A	\$50.00	\$37.00	\$37.00
Class B	43.00	34.00	31.00
Class C	36.00	28.00	26.00
Class D	22.00	22.00	21.00
2. Employees working at the sale of other food products:			
Class A	47.00	34.00	37.00
Class B	40.00	31.00	31.00
Class C	32.00	25.00	26.00
Class D	22.00	22.00	21.00"

4. The third paragraph of subsection "b" of section V is deleted.

5. The following subsection "p" is added to section B:

"p) Occasional employees called to work shall receive a minimum of four hours' pay for each call except in the case of students working after school hours."

(Document "D" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

39993-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 559

Québec, le 18 mai 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du
département des Affaires municipales.IL EST ORDONNÉ sur la proposition de l'Hono-
rable Ministre des Affaires Municipales:

ANNEXION DE TERRITOIRE

1° QUE soit approuvée la requête en date du 7 décembre 1954 du conseil municipal de la cité de Saint-Jean à l'effet de décréter l'annexion, à la dite cité, de tout le territoire compris dans les limites décrites à ladite requête et dans la description officielle du 16 décembre 1954 du département des Terres et Forêts s'y rapportant, ledit territoire étant détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean, dans le comté municipal de Saint-Jean, et que ladite annexion entre en vigueur à compter du premier janvier après la publication dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'ordonnance décrétant la dite annexion, le tout conformément aux dispositions de l'article 28 du chapitre 71 de la Loi 53 Victoria.

(Signé) L. DÉSILETS,
40001-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 559

Quebec, May 18th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative acts of the
Department of Municipal Affairs.It is ordered, upon the proposition of the
Honourable the Minister of Municipal Affairs:

ANNEXATION OF TERRITORY

1. THAT be approved, the petition dated December 7, 1954, of the Municipal Council of the city of Saint-John, to the effect of enacting the annexation to the said city, all the territory comprised within the described limits of the said petition and in the official description of December 16, 1954 of the Department of Lands and Forests referring thereto, the said territory being detached from the municipality of the parish of Saint-John, in the municipal county of Saint-John, and that the said annexation enter into force from and after the first day of January after the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the order enacting the said annexation, the whole in conformity with the provisions of section 28 of chapter 71 of the Act 53 Victoria.

(Signed) L. DÉSILETS,
40001 Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 373041. Jacqueline Surprenant, épouse commune en biens de Roland Bazinet, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Roland Bazinet, tailleur, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 mai 1955.

Le Député-Protonotaire,
J. A. VIGER.
Me Roland Langlois, 39942-o
Procureur de la demanderesse,

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 373041. Jacqueline Surprenant, wife common as to property of Roland Bazinet, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Roland Bazinet, tailor, of the same places, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 4th day of May 1955.

J. A. VIGER,
Deputy-Prothonotary.
Mre Roland Langlois, 39942-o
Attorney for the plaintiff,

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi II George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le sept avril 1955, la fin de l'existence corporative de "L'Association des Garagistes du District de Québec, Inc.", dont la constitution en syndicat professionnel a été autorisée le 30 janvier 1953, avec son siège social à Québec, dans le district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize avril 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39943-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act II George VI, chapter 52, article 5, the Honourable the Provincial Secretary has ordained on April seventh, 1955, the termination of the corporative existence of "L'Association des Garagistes du District de Québec, Inc.", whose incorporation into a professional syndicate was authorized on January 30th, 1953, with its head office at Québec, in the judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April thirteenth, 1955.

39943 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 5670-51)

LEADER PRODUCTS COMPANY LIMITED

Augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq.

"Sur proposition dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, l'article N° 7 des règlements de la compagnie a été amendé pour se lire comme suit:

7° La compagnie sera administrée par un bureau de direction composé de cinq membres choisis par les actionnaires et parmi eux à l'assemblée générale annuelle. Les directeurs sont rééligibles."

Certifié vraie copie.

39944 Le Secrétaire-trésorier,
G. GRENIER.

(A.G. 5670-51)

LEADER PRODUCTS COMPANY LIMITED

Increase in the number of directors from three to five.

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, article No. 7 of the by-laws of the company was amended to read as follows:

7. The company shall be administered by a Board of Directors composed of five members chosen by the shareholders from among their number at the general annual meeting. The directors are re-eligible."

Certified true copy.

39944-o G. GRENIER,
Secretary-Treasurer.

(P.G. 1970-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le treize mai 1955, les règlements de "Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize mai 1955.

39945-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 1970-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on May thirteenth, 1955, the by-laws of "Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on May sixteenth, 1955.

39945 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 5359-53)

LES PRODUITS MÉTALLIQUES SARO, INC.
THE SARO METAL PRODUCTS, INC.

Règlement numéro 4

"Il est décrété comme règlement de la compagnie:

1° Le nombre des directeurs est réduit de dix à sept;

2° Quatre directeurs constitueront un quorum."

Certifié vraie copie

39946-o Le Secrétaire,
JEAN-PAUL GODIN, Ing. P.

(A.G. 5359-53)

LES PRODUITS MÉTALLIQUES SARO, INC.
THE SARO METAL PRODUCTS, INC.

By-law number 4

"Be it enacted as a By-law of the company:

1. The number of directors is decreased from ten to seven;

2. Four directors shall constitute a quorum."

Certified true copy

39946 JEAN-PAUL GODIN, P. Eng.,
Secretary.

(P.G. 5779-49)

L'HÔTEL COMMERCIAL DE MONT-JOLI
LIMITÉE

Règlement N° 11

"Qu'il soit et il est par le présent règlement décrété et ordonné ce qui suit, savoir:

Le nombre des membres du conseil d'administration de la compagnie est réduit de cinq (5) à trois (3)."

Pour copie conforme

39947-o Le Secrétaire,
JEAN-PAUL GALIPEAULT.

(A.G. 5779-49)

L'HÔTEL COMMERCIAL DE MONT-JOLI
LIMITÉE

By-law No. 11

"Be it enacted and it is hereby enacted by the present By-law as follows, to wit:

The number of members of the Company's Board of Directors is decreased from five (5) to three (3)."

Certified copy

39947 JEAN-PAUL GALIPEAULT,
Secretary.

(P.G. 1888-50)

SHERATON HOTELS LIMITED

Règlement N° 11-C

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de sept à huit.

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de sept à huit, et que le règlement N° 11 des règlements généraux de la compagnie, tel qu'a-

(A.G. 1888-50)

SHERATON HOTELS LIMITED

By-law No. 11-C

A By-law to increase the number of the Company's Directors from seven to eight.

That the number of the Company's Directors be and the same is hereby increased from seven to eight, and that By-law No. 11 of the General By-laws of the company, as amended by By-

mendé par le règlement 11-B, soit amendé de nouveau en conséquence.

Nous, les soussignés, étant respectivement le Vice-président et l'Assistant-secrétaire de "Sheraton Hotels Limited," certifions, par les présentes, que le règlement susdit N° 11-C a été décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment convoquée et tenue conformément aux règlements de la compagnie le 27e jour d'avril 1955; et que ce règlement a été subséquemment ratifié, sanctionné et confirmé par les détenteurs de toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie à une assemblée générale spéciale de ces actionnaires dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue ledit 27e jour d'avril 1955.

Témoins: Nos signatures et le sceau de la compagnie en date du 3e jour de mai 1955.

Le Vice-président,
WM. F. MACKLAIER.

(Sceau)

39948

L'Assistant-secrétaire,
R. D. WELDON.

AVIS DE RACHAT

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-ANTOINE-DE-LA-BAIE-DU-FEBVRE, COMTÉ D'YAMASKA.

Émission de \$142,000 à 4-4½%, portant la date du 1er juillet 1952 et échéant en série jusqu'au 1er juillet 1967 (résolution en date du 22 mai 1952).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre rachèteront par anticipation, au pair, le 1er juillet 1955, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt, et reproduite sur les obligations, \$8,500 d'obligations de l'émission ci-dessus désignée comme suit:

2 X \$500 Nos 52 et 53 et 3 X \$1,000 Nos 109, 110 et 111 de l'année 1966;

3 X \$500 Nos 54, 55 et 56 et 3 X \$1,000 Nos 112, 113 et 114 de l'année 1967.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er juillet 1955, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er juillet 1955 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à Nicolet, au choix du porteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1955.

Donné à La Baie, ce dix-septième jour de mai, mil neuf cent cinquante-cinq.

Vraie copie certifiée.

39949-o

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) ARMAND LAHAIE.

(P.G. 5441-44)

THE REGENT KNITTING MILLS LIMITED

Règlement spécial N° 43

diminuant le nombre des directeurs de neuf à cinq:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) directeurs, dont trois (3) formeront quorum."

law 11-B, be further amended accordingly.

We, the undersigned, being respectively the Vice-President and the Assistant Secretary of "Sheraton Hotels Limited," de hereby certify that the foregoing By-law No. 11-C was enacted at a meeting of the Board of Directors of the Company duly called and held in accordance with the By-laws of the company on the 27th day of April, 1955; and that such By-laws was subsequently ratified, sanctioned and confirmed by the holders of all of the issued and outstanding shares of the company's capital stock at a Special General Meeting of such shareholders duly called to consider the said By-law and held on the said 27th day of April, 1955.

Witness our hands and the seal of the company, this 3rd day of May, 1955.

WM. F. MACKLAIER,
Vice-President.

(Seal)

39948-o

R. D. WELDON,
Assistant-secretary.

NOTICE OF REDEMPTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST. ANTOINE-DE-LA-BAIE-DE-FEBVRE, COUNTY OF YAMASKA.

An issue of \$142,000 at 4-4½%, dated July 1st, 1952 and maturing serially up to July 1st, 1967 (Resolution dated May 22nd, 1952).

Public notice is hereby given that the School commissioners for the parish municipality of St. Antoine-de-la-Baie-du-Febvre shall redeem in advance, at par, on July 1st, 1955, in accordance with a redemption clause inserted in a loan resolution, and appearing on the bonds, \$8,500 worth of bonds of the above issue, designated as follows:

2 X \$500 Nos. 52 and 53 and 3 X \$1,000 Nos. 109, 110 and 111 of the year 1966;

3 X \$500 Nos. 54, 55 and 56 and 3 X \$1,000 Nos. 112, 113 and 114 of the year 1967.

The said bonds shall become due and payable and shall be payable and redeemed, both principal and interest, on the abovementioned date, in legal Canadian currency, with accrued interest up to July 1st, 1955, on presentation and surrender thereof, with all interest coupons becoming due after July 1st, 1955, attached thereto, at the office of the Canadian National Bank, et Montreal, Quebec or Nicolet, according to the holder's choice.

The said bonds shall cease to bear interest as from July 1st, 1955.

Given at La Baie, this seventeenth day of May, one thousand nine hundred and fifty-five.

Certified True Copy.

39949

(Signed) ARMAND LAHAIE,
Secretary.

(A.G. 5441-44)

THE REGENT KNITTING MILLS LIMITED

Special By-law No. 43

decreasing the number of directors from nine to five:

"The affairs of the company shall be managed by a Board of five (5) directors, three (3) of whom shall form a quorum."

Certifié vraie copie du règlement spécial N° 43 passé à une assemblée des directeurs tenue mardi le 26 avril 1955, et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue jeudi le 28 avril 1955.

39950 Le Secrétaire,
SYDNEY LITHWICK.

(P.G. 5654-43)
YOUNGER SET SPORTSWEAR LTD.

Règlement N° 24

Un règlement qui augmente le nombre de directeurs.

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Younger Set Sportswear Ltd." (ici nommé la "compagnie") ce qui suit

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement." Décrété ce 18e jour d'avril 1955.

Certifié vraie copie.

39951 Le Secrétaire,
S. GREEN.

(P.G. 11564-54)
PRODUITS MARC-O LTÉE
MARC-O PRODUCTS LTD.

Règlement N° 4

"Attendu que le siège social de la compagnie était établi jusqu'ici au N° 1889 de la rue Royale, où M. Jean-Paul Marcoux tenait son établissement de commerce au détail, et qu'il a disposé de ce commerce récemment;

Attendu qu'il y a maintenant lieu de fixer de nouveau le siège social de la compagnie;

Sur proposition dûment secondée, il est unanimement édicté comme règlement N° 4, de Produits Marc-O Limitée, que le siège social de la compagnie établie au N° 1889 de la rue Royale à Trois-Rivières, soit et est à compter du 7 février 1955, établi au N° 695 Blvd Ste-Catherine, paroisse de Trois-Rivières, et le président est autorisé à donner et à faire enregistrer partout où le requiert la loi, les avis nécessaires en conséquence de ce changement."

Vraie copie.

39958-o Le Secrétaire,
GASTON FRANCOEUR.

Montréal, Province de Québec

Avis vous est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de l'Association des Chimistes Professionnels de Québec.

Allenby, O.C.W.	Montréal
Arnold, J. W.	Hudson
Baxter, C. F.	Montréal
Cantin, I.	Québec
Estabrook, J. P.	Drummondville
Fredette, Dr. V.	Ville St. Laurent

Certified true copy of Special By-law No. 43 passed at a meeting of the board of directors held on Tuesday, April 26th, 1955, and approved by the shareholders at a meeting held on Thursday, April 28th, 1955.

39950-o SYDNEY LITHWICK,
Secretary.

(A.G. 5654-43)
YOUNGER SET SPORTSWEAR LTD.

By-law No. 24

A By-law to increase the number of directors.

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Younger Set Sportswear Ltd." (herein called the "Company") as follows:

1. The number of the directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Enacted this 18th day of April, 1955.

Certified true copy.

39951-o S. GREEN,
Secretary.

(A.G. 11564-54)
PRODUITS MARC-O LTÉE
MARC-O PRODUCTS LTD.

By-law No. 4

"Whereas the head office of the company had been established up to now at No. 1889 Royale Street, where Mr. Jean-Paul Marcoux carried on his retail business, and that he has disposed of said business recently;

Whereas it is now expedient to fix a new location for the head office of the Company;

Upon proposition duly seconded, it is unanimously enacted as By-law No. 4, of Produits Marc-O Limitée, that the head office of the company established at No. 1889 Royale Street, at Trois-Rivières, shall be, as from February 7th, 1955, and is established at No. 695 St. Catherine Boulevard, parish of Trois-Rivières, and the President is authorized to give and cause to be registered wherever the law requires, the necessary notices resulting from this change of location."

Tru copy.

39958 GASTON FRANCOEUR,
Secretary.

Montreal — Province of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the Association of Professional Chemists of Quebec.

Allenby, O. C. W.	Montreal
Arnold, J. W.	Hudson
Baxter, C. F.	Montreal
Cantin, I.	Quebec
Estabrook, J. P.	Drummondville
Fredette, Dr. V.	Ville St. Laurent

Gagnon, Dr. P. E.	Québec	Gagnon, Dr. P. E.	Quebec
Goulet, C.	Montréal	Goulet, C.	Montreal
Grygewicz, Miss A.	McMasterville	Grygewicz, Miss Z. A.	McMasterville
Hargrave, D.	Montréal	Hargrave, D.	Montreal
Hudson, T.	Jonquière	Hudson, T.	Jonquière
Kitchen, R. M.	Shawinigan Sud	Kitchen, R. M.	Shawinigan South
McGeer, J. P.	Arvida	McGeer, J. P.	Arvida
Marchant, C.	Montréal	Marchant, C.	Montreal
Marshall, Dr. D. J.	Montréal	Marshall, Dr. D. J.	Montreal
Mercer, C. R.	St. Lambert	Mercer, C. R.	St. Lambert
Plessis-Bélaïr, R.	Montréal	Plessis-Bélaïr, R.	Montreal
Stovel, H. V.	Montréal	Stovel, H. V.	Montreal
Vining, R. H.	Montréal	Vining, R. H.	Montreal
Way, E. G. O.	Montréal	Way, E. G. O.	Montreal
Grigsby, H.	Lachine	Grigsby, H.	Lachine
Pattilloch, D. K.	New York, N.Y.	Pattilloch, D. K.	New York, N.Y.
Gantcheff, G. S.	Varennes	Gantcheff, G. S.	Varennes
Murphy, M. A.	Shawinigan Sud	Murphy, M.A.	Shawinigan South
Potts, B. R.	Lachine	Potts, B. R.	Lachine
Stuart, Dr. R. S., M.C.I.C.	Ville de Mt. Royal	Stuart, Dr. R. S., M.C.I.C.	Town of Mt. Royal
Seagers, Dr. W.J., M.C.I.C.	Valleyfield	Seagers, Dr. W.J., M.C.I.C.	Valleyfield
Ashford, W. R. Ph.D.	Montréal	Ashford, W. R. Ph.D.	Montreal
Chubb, F. L. Ph.D.	Valleyfield	Chubb, F. L. Ph.D.	Valleyfield
Rooney, C. S. Ph.D.	Valleyfield	Rooney, C. S. Ph.D.	Valleyfield
Wiens, R. C., M.C.I.C.	Montréal	Wiens, R.C., M.C.I.C.	Montreal
Trochu, H.	Boucherville	Trochu, H.	Boucherville
Horn, Dr. W. R.	Ville La Salle	Horn, Dr. W. R.	Ville La Salle
39959-o	Le Secrétaire-Régistrare, ARTHUR F. WATSON.	29959-o	ARTHUR F. WATSON, Secretary-Registrar.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Assemblée des Jeunes Ruraux (A. J. R.)", en date du 16 avril 1955, dont le siège social est situé à Warwick, dans le comté d'Arthabaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le trente avril 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

39960-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Assemblée des Jeunes Ruraux (A. J. R.)" under date of April 16, 1955, whereof the head office is at Warwick, in the county of Arthabaska and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of April, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

39960

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de B.O.P. de Granby", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre février 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, dans le comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI,

39961-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de B.O.P. de Granby" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February fourth 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Granby, in the County of Shefford.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

39961

(P.G. 5180-43)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le douze mai 1955, les amendements apportés aux règlements de l'Association des Employés de la Commission des Accidents du Travail, Inc., tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 8 juin 1954, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

39979-o

(A.G. 5180-43)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on May twelfth, 1955, the amendments made to the by-laws of the "Association des Employés de la Commission des Accidents du Travail, Inc.", as adopted at the special general meeting held on the 8th of June, 1954, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on May thirteenth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

39979

(P.G. 13532-53)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 12 mai 1955, l'amendement au règlement XIV, article 19, de "Hillsdale Golf and Country Club", tel qu'adopté à l'assemblée annuelle et spéciale tenue le 23 février 1955, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39980 JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 13532-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendment to By-Law XIV, Article 19, of "Hillsdale Golf and Country Club", as adopted at the Annual and Special General Meeting held on February 23rd, 1955, was approved on May 12th, 1955, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39980-o Under Secretary of the Province.

(P.G. 42669-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le quatorze mars 1955, les règlements de la "Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Saint-Jean", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 21 novembre 1954, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le quinze mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39981-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 42669-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Secretary of the Province has approved, on March fourteenth, 1955, the By-laws of the "Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Saint-Jean", as adopted at the general meeting held on November 21, 1954, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March fifteenth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39981 Under Secretary of the Province.

LA COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE
SAGUENAY-QUÉBEC

Sommaire des règlements spéciaux

Les règlements spéciaux passés par les administrateurs de "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec" pourvoient à la distribution des biens de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et, après telle distribution, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Vraie copie certifiée le 18e jour de mai 1955.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
39982-o A. DUPONT.

LA COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE
SAGUENAY-QUÉBEC

Summary of Special By-laws

Special by-laws enacted by the Directors of "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec" provide for the distribution of all assets of this Company pro rata amongst its shareholders and, upon such distribution being made, for the dissolution of the Company and the surrender of its charter.

A certified true summary, this 28th day of May, 1955.

(Seal) A. DUPONT,
39982-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 14431-52)

LES ÉPICERIES LA SALLE GROCETERIA LIMITÉE

Règlement augmentant le nombre des directeurs

"Que le règlement N° 23 soit et il est par les présentes modifié en remplaçant le mot "cinq" par "neuf", et le nombre des directeurs est porté à neuf."

Certifié copie véritable de l'amendement au règlement N° 23 augmentant le nombre des directeurs de la Compagnie passé à l'Assemblée des Directeurs le 31 janvier 1955 et confirmé par les actionnaires à leur Assemblée générale spéciale du 4 avril 1955.

(Sceau) Le Secrétaire,
39983-o J.-A. RATELLE.

(A.G. 14431-52)

LES ÉPICERIES LA SALLE GROCETERIA LIMITÉE

By-law increasing the number of directors

"That By-law No. 23 be and is hereby amended in replacing the word "five" by "nine", and the number of directors is increased to nine."

Certified true copy of the amendment to By-law No. 23 increasing the number of directors of the Company, adopted at a Meeting of Directors held on January 31st, 1955, and confirmed by the shareholders at their Special General Meeting held on April 4th, 1955.

(Seal) J.-A. RATELLE,
39983 Secretary.

(P.G. 10951-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le dix-huit mai 1955, les règlements de "La Corporation de l'École des Bibliothécaires de l'Université de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

(A.G. 10951-54)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on the eighteenth day of May 1955, the by-laws of "La Corporation de l'École des Bibliothécaires de l'Université de Montréal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le vingt-cinq mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40000-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 4412-43)

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 9 mai 1955, approuvé le règlement "E" de "Quebec Brewers Association—L'Association des Brasseries de la Province de Québec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
ce 25e jour de mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40002 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE RACHAT PARTIEL

Concernant l'émission de \$1,500,000 d'obligations à 4%, 4½% et 5% du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal en date du 2 janvier 1953 et échéant le 2 janvier 1954-1983.

Avis est, par les présentes, donné que la série d'obligations 5% du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal de l'émission mentionnée ci-dessus comportant le montant principal de \$734,000 en date du 2 janvier 1953 et échéant le 2 janvier 1974-1983 (numéros de série DMO735 à 1450 inclusivement et DDO65 à 100 inclusivement) émises en vertu de l'autorité de la Loi de la Législature de la province de Québec 15 George V, chapitre 45 et amendement les lois et de résolutions dudit Bureau Scolaire passées les 11 décembre 1952, 23 février 1953 et 10 mars 1953, et sujettes au rachat anticipé suivant les termes des obligations, sont, par les présentes, appelées pour rachat le 2 juillet 1955 à 100% du montant principal d'icelles ainsi que l'intérêt accru à la date fixée pour ledit rachat.

Lesdites obligations 5% ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale du Canada à toute succursale au Canada de la Banque de Montréal ou de la Banque Royale du Canada, au choix du détenteur, sur présentation et remise desdites obligations accompagnées des coupons d'intérêt y attachés échéant après le 2 juillet 1955. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les instruments requis pour le transfert.

Lesdites obligations 5% cesseront de porter intérêt le 2 juillet 1955.

Montréal, 24 mai 1955.

(Scéau)

Le Bureau Métropolitain des Écoles
Protestantes de Montréal.

Le Président,

W. E. DUNTON.

Le Secrétaire-trésorier,

J. SUMMERVILLE.

40003

(P. G. 10180-55)

TERRA NOVA EXPLORATIONS, LTD.
(No Personal Liability)

Règlement spécial "B"

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs et amender l'article 1 du règlement trois de la compagnie.

Qu'il soit décrété:

Que le nombre des directeurs de cette com-

Given at the office of the Provincial Secretary,
the twenty-fifth day of May 1955.

4,0000 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 4412-43)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law "E" of "Quebec Brewers Association—L'Association des Brasseries de la Province de Québec" has been approved on May 9th, 1955, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 25th day of May, 1955.

40002-o Under-Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

In respect to the \$1,500,000 issue of 4%, 4½% and 5% bonds of the Protestant School Board of Greater Montreal, dated January 2nd, 1953 and maturing January 2nd, 1954-1983.

Notice is hereby given that the 5% Serial Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal of the above issue aggregating in principal amount \$734,000 dated January 2nd, 1953 and maturing January 2nd, 1974-1983 (Serial numbers DMO735 to 1450 inclusive and DDO65 to 100 inclusive) issued under the authority of the Act of the Legislature of the Province of Quebec, 15 George V, chapter 45 and amending Acts and of resolutions of the said School Board passed on December 11th, 1952, February 23rd, 1953 and March 10th, 1953, and subject to prior redemption according to the terms of the Bonds, are hereby called for redemption on July 2nd, 1955 at 100% of the principal amount thereof and accrued interest to the date fixed for redemption.

The said 5% Bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of Canada at any branch in Canada of the Bank of Montreal or the Royal Bank of Canada, at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said Bonds with all interest coupons maturing after July 2nd, 1955 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

The said 5% Bonds will cease to bear interest from July 2nd, 1955.

Montreal, May 24th, 1955.

(Seal)

The Protestant School Board
of Greater Montreal.

W. E. DUNTON,

Chairman.

J. SUMMERVILLE,

Secretary-Treasurer.

40003-o

(A.G. 10180-55)

TERRA NOVA EXPLORATIONS, LTD.
(No Personal Liability)

Special By-law "B"

A by-law to increase the number of directors and to amend article 1 of by-law three of the company.

Be it enacted:

That the number of directors of this company

pagne soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4); et

Que l'article 1 du règlement trois soit et il est, par les présentes, amendé en y remplaçant l'expression "trois (3)" par l'expression "quatre (4)".

Je, le soussigné, Assistant-secrétaire de "Terra Nova Explorations, Ltd." (No Personal Liability), par les présentes, certifie que le précédent est une vraie et authentique copie du règlement spécial "B" de la compagnie, que ledit règlement a été dûment décrétée par les directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue le dix-huitième jour d'avril 1955 et subséquemment sanctionné par au moins les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour considérer le règlement et tenue le même jour.

En foi de quoi, j'ai signé et apposé le sceau de la compagnie, à Montréal, ce 25e jour d'avril 1955.

L'Assistant-secrétaire,
W. P. CREAGH.

40004

be and is hereby increased from three (3) to four (4); and

That article 1 of by-law three be and is hereby amended by replacing the expression "three (3)" therein by the expression "four (4)".

I, the undersigned, Assistant-Secretary of "Terra Nova Explorations, Ltd." (No Personal Liability), do hereby certify the foregoing to be a true and verbatim copy of special by-law "B" of the company, that said by-laws was duly enacted by the directors at a meeting duly convened and held on the eighteenth day of April, 1955, and subsequently sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders of the company duly called for considering the by-law and held on the same day.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the seal of the company, at Montreal, this 25th day of April, 1955.

W. P. CREAGH,
Assistant-Secretary.

40004-o

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS

Avis est donné que "La Société des Industriels de Québec", constituée en corporation par lettre patentes de la Province de Québec en date du 5 septembre 1944, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Québec, 20 mai 1955.

Les Procureurs de la Société des
Industriels de Québec,
BHERER, POULIOT & JUNEAU.

39952-o

Province de Québec, District de Montréal,
Canada

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de la province de Québec que la compagnie "Red Top Farm Incorporated" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 18 mai 1955.

Les Procureurs de Red Top Farm
Incorporated,
CAMIRAND, DUFORT & BERGERON.

39953-o

Avis est par les présentes donné que "Apartment Victoria Gardens Corp.", s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce pour permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 mai 1955.

Le Procureur de Apartment Victoria
Gardens Corp.,
PHILIP S. GARONCE,

39962-o 1449 St. Alexander Street, Montreal.

LA COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE
SAGUENAY-QUÉBEC

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec",

NOTICE

Notice is hereby given that "La Société des Industriels de Québec", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated September 5th, 1944, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Québec, May 20th, 1955.

BHERER, POULIOT & JUNEAU,
Attorneys for "La Société des
Industriels de Québec".

39952-o

Province of Quebec, District of Montreal,
Canada

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

Notice is given, in accordance with the Quebec Companies' Act of the Province of Quebec, that the Company "Red Top Farm Incorporated" shall apply for leave to surrender its charter.

Montreal, this May 18th, 1955.

CAMIRAND, DUFORT &
BERGERON,
Attorneys for Red Top Farm
Incorporated.

39953

Notice is hereby given that "Apartment Victoria Gardens Corp.", will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its Charter.

Montreal, May 10th, 1955.

PHILIP S. GARONCE,
Attorney for Apartment Victoria
Gardens Corp.,

39962-o 1449 St. Alexander Street, Montreal.

LA COMPAGNIE DU TÉLÉPHONE
SAGUENAY-QUÉBEC

Notice is hereby given that "La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec", with head

dont le bureau-chef est à Chicoutimi, province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 18^{ième} jour de mai 1955.

Les Procureurs de
La Compagnie du Téléphone
Saguenay-Québec,
MUNNOCH & VENNE.

39982-o

office at Chicoutimi, Province of Quebec, will apply to the Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this 18th day of May, 1955.

MUNNOCH & VENNE,
Attorneys for
La Compagnie du Téléphone
Saguenay-Québec.

39982-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 319-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Douglas Power Equipment Ltd." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est à 2485 rue St-Patrick, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toutes procédures prises contre elle, est M. H.-A. Wynn, gérant de district de Douglas Power Equipment Ltd., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 24^e jour de mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

39938

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 319-55)

Notice is hereby given that "Douglas Power Equipment Ltd", has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is at 2485 St. Patrick's Street, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. H.-A. Wynn, district manager, Douglas Power Equipment Ltd., of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Assistant Provincial Secretary.

39938-o

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution en date du 2 mai 1955 du conseil municipal du village de Saint-André-Avellin, comté de Papineau, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a décrété, en date du 25 mai 1955, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette Officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 Georges VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 25 mai 1955.

Le Ministre des Affaires Municipales,
YVES PRÉVOST, C.R.

40001-o

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution dated May 2, 1955 of the Municipal Council of the Village of Saint-André-Avellin, county of Papineau, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has enacted, under date of May 25, 1955, that the publication of all the public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, except those that are required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made thereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with section 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, May 25, 1955.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

40001

Departement de l'Agriculture

AVIS

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse Village", le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse", conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Québec, ce douzième jour de mai 1955.

Le Ministre de l'Agriculture,
LAURENT BARRÉ.

39939-o

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is hereby given that with the consent of the Board of Directors of the "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse Village", the name of said Cooperative Agricultural Association is changed to that of "Société Coopérative Agricole de St-Narcisse", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chap. 120).

Québec, this twelfth day of May 1955.

LAURENT BARRÉ,
Minister of Agriculture.

39939

Avis est donné que le cercle agricole de la municipalité du canton de Chénier, comté d'Arthabaska, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, le 17 mai 1955.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
39939-o RENE TRÉPANIÉ.

Notice is given that the Farmers' Club of the Municipality of the township of Chénier, county of Arthabaska, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Club Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture has declared it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, the seventeenth day of May, 1955.

RENE TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Avis est donné que le cercle agricole de la paroisse St-Rémi de La Sales, comté de Napierville, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture le 17 mai 1955.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
39939-o RENE TRÉPANIÉ.

Notice is given that the Farmers' Club of the parish of St. Rémi de La Sales, county of Napierville, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture has declared it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, the seventeenth day of May, 1955.

RENE TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

Department of Agriculture Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° L-42C

Order No. L-42C

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du jeudi, 26 mai 1955, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Thursday, May 26th, 1955, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, Walter D. Lowe, commissaires et Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, Walter D. Lowe, Commissioners and Alphonse Savoie, Secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'article 4 de l'ordonnance N° L-42 du 18 février 1942 tel que modifié par l'ordonnance N° L-42A du 21 septembre 1954 et par l'ordonnance N° L-42B du 30 mars 1955 est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

1° Article 4 of Order No. L-42 of February 18th, 1942 as modified by Order No. L-42A of September 21st, 1954 and by Order No. L-42B of March 30th, 1955 is again modified by replacing the second paragraph by the following:

"Toutefois les dispositions de l'article 2 ne s'appliquent pas à la ville d'Arvida ni aux régions de Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Asbestos, Granby, Drummondville et Thetford, telles que délimitées par la Commission dans ses ordonnances."

"Nevertheless, provisions of Article 2 do not apply to the city of Arvida nor to the regions of Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Asbestos, Granby, Drummondville and Thetford, as described by the Commission in each of said Orders."

2° Les ordonnances N° L-42A et L-42B sont abrogées à compter de la date de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

2° Orders N° L-42A and L-42B are cancelled to take effect on the date of the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

3° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

3° The present Order shall come into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
39939-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
39939-o

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 1422-51.

Québec, le 11 mai 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de Rouge River, dans le comté d'Argenteuil, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Grenville, dans le même comté.

a) Lots 1 à 11 inclusivement des rangs I à XI inclusivement de l'Augmentation de Grenville, dans le comté d'Argenteuil.

b) Lots 22-A à 27-C inclusivement du rang II; 22 à 27-B, inclusivement du rang III; 20 à 27-B inclusivement du rang IV; 19 à 27 inclusivement du rang V; 20-A à 27-C inclusivement du rang VI; 21-A à 27-E inclusivement du rang VII; 24-A à 27-D inclusivement du rang VIII sud; 26-A à 27-B inclusivement du rang VIII nord; 26-C à 27-C inclusivement du rang IX. Tous ces lots sont situés dans le canton de Grenville.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39922-20-2 O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1342-54.

Québec, le 16 mai 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Newport, dans le comté de Compton, les lots 27 et 28 du rang V du cadastre officiel du canton de Newport, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ditton, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39930-20-2 O. J. DÉSAULNIERS.

N° 183-55.

Québec, le 16 mai 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Lucie-d'Albanel, dans le comté de Roberval, les lots 1 à 17 inclusivement du cadastre officiel d'Albanel et de les annexer à la municipalité scolaire de ville de Dolbeau, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39931-20-2 O. J. DÉSAULNIERS.

N° 384-55.

Québec, le 16 mai 1955.

Demande est faite de former une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Routhierville, dans le comté de Matapédia".

Cette municipalité scolaire comprendra le territoire ci-dessous décrit, savoir:

1° Dans le canton Assemetquagan, les lots 1 à 36 inclusivement des rangs III et IV, 15 à 73 inclusivement du rang II, 15 à 69 inclusivement du rang I.

Dans le canton Milnikek, les lots 15 à 45 inclusivement du rang A; 15 à 75 inclusivement des rangs I, II, III, IV et V y compris tous les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, emprises de chemins de fer et parties d'iceux renfermées dans les limites ci-dessus décrites, territoire qui ne fait partie d'aucune municipalité scolaire.

2° Dans le canton Milnikek, les lots 1 à 14 inclusivement des rangs I à V inclusivement et 13 et 14 du rang A; dans le canton Assemetquagan, les lots 1 à 14 inclusivement des rangs I et II. Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de Ste-Florence-de-Beaurivage.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39932-20-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1422-51.

Quebec, May 11th, 1955.

Application is made to detach from the Protestant School Municipality of Rouge River, in the county of Argenteuil, the territory hereinunder described in order that it be annexed, for Protestant ratepayers only, to the Protestant School Municipality of Grenville, in the same county.

a) Lots 1 to 11 inclusive of ranges I to XI inclusive of the Augmentation of Grenville, in the county of Argenteuil.

b) Lots 22-A to 27-C inclusive, range II; 22 to 27-B inclusive, range III; 20 to 27-B inclusive, range IV; 19 to 27 inclusive, range V; 20-A to 27-C inclusive, range VI; 21-A to 27-E inclusive, range VII; 24-A to 27-D inclusive, range VIII south; 26-A to 27-B inclusive, range VIII north; 26-C to 27-C inclusive, range IX. All said lots are situated in the township of Grenville.

39922-20-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1342-54.

Quebec, May 16th, 1955.

Application is made to detach from the School Municipality of Newport, in the county of Compton, lots 27 and 28, range V of the official cadastre of the township of Newport, in order that they be annexed to the School Municipality of Ditton, same county.

39930-20-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 183-55.

Quebec, May 16th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Lucie-d'Albanel, in the county of Roberval, lots 1 to 17 inclusively from the official cadastre of Albanel and to annex them to the school municipality of the town of Dolbeau, in the same county.

39931-20-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 384-55.

Quebec, May 16th, 1955.

Application is made to form a new separate school municipality under the name of "The School Municipality of Routhierville, in the county of Matapédia".

This school municipality shall include the territory hereinunder described, to wit:

1. In the township of Assemetquagan, lots 1 to 36 inclusive, ranges III and IV, 15 to 73 inclusive, range II, 15 to 69 inclusive, range I.

In the township of Milnikek, lots 15 to 45 inclusive, range A; 15 to 75 inclusive, ranges I, II, III, IV and V including all roads, streets, lanes, streams, railroad rights-of-way and parts thereof included within the limits hereinabove described, a territory which does not form part of any school municipality.

2. In the township of Milnikek, lots 1 to 14 inclusive, ranges I to V inclusive, and 13 and 14, range A; in the township of Assemetquagan, lots 1 to 14 inclusive, ranges I and II. The said lots shall be detached from the School Municipality of St. Florence-de-Beaurivage.

39932-20-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 316-55.

Québec, le 17 mai 1955.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-d'Arc paroisse, dans le comté d'Abitibi-Ouest, en celui de "Ste-Jeanne d'Arc", dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39965-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 316-55.

Quebec, May 17th, 1955.

Application is made to change the name of the school municipality of St. Jeanne-d'Arc Parish, in the county of Abitibi-West, to that of "St. Jeanne d'Arc", in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 488-55.

Québec, le 20 mai 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans le comté de Stanstead, les lots 7-A et 7-B du rang VII du canton Barnston, pour les annexer à la municipalité scolaire de Barnston, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39973-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 488-55.

Quebec, May 20th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of the Sacré-Cœur-de-Jésus, in the county of Stanstead, lots 7-A and 7-B of range VII of the township of Barnston, to annex them to the school municipality of Barnston, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 506-55.

Québec, le 20 mai 1955.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, le territoire des municipalités scolaires d'Egan et d'Egan-Ouest, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39974-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 506-55.

Quebec, May 20th, 1955.

Application is made to annex to the school municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau, the territory of the school municipalities of Egan and Egan-West, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 435-55.

Québec, le 20 mai 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Sorel, dans le comté de Richelieu, les lots 103, 104, 105 du cadastre officiel de St-Pierre-de-Sorel, pour les annexer à la municipalité scolaire de la cité de Sorel, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39975-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 435-55.

Quebec, May 20th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of St-Pierre-de-Sorel, in the county of Richelieu, lots 103, 104, 105 of the official cadastre of St-Pierre-de-Sorel, to annex them to the school municipality of the city of Sorel, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 487-55.

Québec, le 20 mai 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Nord, dans le comté de Papineau, les lots 18 à 28 inclusivement des rangs XII et XIII et 35 à 46 aussi inclusivement du Gore, tous du cadastre du canton de Templeton, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Wakefield, dans le comté de Gatineau.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39976-21-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 487-55.

Quebec, May 20th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Templeton-North, in the county of Papineau, lots 18 to 28 exclusive, ranges XII and XIII, and 35 to 46 also inclusive of Gore, all of the cadastre of the township of Templeton, in order to annex them to the school municipality of St. Pierre-de-Wakefield, in the county of Gatineau.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 136-54.

Québec, le 18 mai 1955.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 mai 1955 de modifier l'item 11 de l'arrêté ministériel N° 656, en date du 23 juin 1954, concernant l'érection de la municipalité scolaire de St-Thomas-Apôtre, dans le comté de Brôme, en substituant au dernier paragraphe dudit arrêté ministériel, le suivant:

"Partant d'un point d'intersection de la rive est de la rivière Missisquoi, dans le canton de Bolton, avec la ligne de division des rangs VII et VIII dudit canton; de là en suivant cette dernière ligne dans une direction sud jusqu'à la ligne entre les lots primitifs 24 et 25; de ce point en direction est jusqu'à la rive ouest du Lac Memphremagog, c'est-à-dire le coin nord-est du lot 25; de là en suivant ladite rive dans une direction générale sud, traversant la ligne des cantons de Bolton et de Potton jusqu'à la

No. 136-54.

Quebec, May 18th, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council dated May 11th, 1955, to modify item 11 of the Order in Council No. 656, dated June 23rd, 1954, concerning the erection of the school municipality of St-Thomas-Apôtre, in the county of Brôme, by substituting to the last paragraph of the said Order in Council, the following:

"Commencing at a point of intersection of the east bank of the Missisquoi River, in the township of Bolton, with the dividing line of ranges VII and VIII of the said township; thence along the latter line in a southerly direction as far as the line between original lots 24 and 25; from this point in an easterly direction to the west bank of Lake Memphremagog, that is to say the northeastern corner of lot 25; thence, by following the said bank in a general southerly direction, crossing the line of the township

ligne des lots 21 et 22 du rang X de ce dernier canton; de là dans les directions ouest-sud-ouest, nord-ouest et générale ouest en suivant cette ligne entre les lots 21 et 22 dans les rangs X, IX, VIII, VII, VI et V jusqu'à la ligne entre les rangs IV et V; de là dans une direction nord, cette dernière ligne jusqu'à la ligne entre les lots 24 et 25; de là vers l'ouest, cette même ligne jusqu'à la limite entre les cantons de Potton et de Sutton; puis en suivant cette ligne dans une direction nord jusqu'à la ligne entre les cantons de Bolton et de Potton; de là vers l'est en suivant cette ligne jusqu'à la ligne entre les rangs IV et V; puis dans une direction nord dans le canton de Bolton, en suivant la ligne entre les rangs IV et V jusqu'à la ligne entre les lots 17 et 18; de là dans une direction générale est en suivant cette ligne entre les lots 17 et 18 et traversant la rivière Missisquoi jusqu'à sa rive est; de là dans une direction générale nord-nord-est en suivant ladite rive est de cette rivière jusqu'au point de départ, sois sa rencontre avec la ligne entre les rangs VII et VIII du canton de Bolton".

Cette rectification prend effet immédiatement.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
39977-o O. J. DÉSAULNIERS.

of Bolton and of Potton to the line of lots 21 and 22 of range X of this last township; thence in a west-southwestwards and north-westwards, and generally westwards along said line between lots 21 and 22, in Ranges X, IX, VIII, VII, VI and V as far as the line between Ranges IV and V; thence in a northerly direction, the latter line as far as the line between lots 24 and 25; thence westwards, the said line as far as the boundary line between the townships of Potton and Sutton; thence following said line a northerly direction as far as the line between the townships of Bolton and Potton; thence eastwards, following said line as far as the line between Ranges IV and V; thence in a northerly direction, in the township of Bolton, following the line between Ranges IV and V as far as the line between lots 17 and 18; thence in a general easterly direction, along said line between lots 17 and 18; and crossing the Missisquoi River as far as its east bank; thence in a general north-northeasterly direction along the said east bank of said River, as far as the point of commencement, that is, its meeting point with the line between Ranges VII and VIII of the township of Bolton."

This rectification will take place immediately.
O. J. DÉSAULNIERS,
39977 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du canton de Farnham, partie est division d'enregistrement de Brome.

Avis est par la présente donné que les lots 691, 692 et 693 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 mai 1955.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
39940-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the township of Farnham, East Part Registration Division of Brome.

Notice is hereby given that lots 691, 692 and 693 are added in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 20th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
39940-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Eustache division d'enregistrement des Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que le lot 285-40 est annulé en vertu de l'article 2174-A du Code civil.

Québec, le 3 mai 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
39940-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Eustache registration division of Two-Mountains.

Notice is hereby given that lot 285-40 is cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Québec, May the 3rd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
39940-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Augustin division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 526, 526A, 527 et 537; le lot 526-A-1; les lots 537-1, 537-2; le lot 527-6 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 mai 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
39940-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Saint-Augustin registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that part of lots 526, 526A, 527, 537; lot 526-A-1; lots 537-1, 537-2; lot 527-6 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May the 16th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
39940-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 524 du 11 mai 1955 et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 555 du 18 mai 1955 (section "A").

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree number 524 of May 11th, 1955, with head office in the city of Montreal, have been approved by Order in Council number 555 of May 18th, 1955, (part "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 mai 1955. 39993-o

Department of Labour,
Quebec, May 28th, 1955. 39993-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Berrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 524 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 555 du 18 mai 1955, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, formed under decree No. 524 of May 11th, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 555 of May 18th, 1955, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 avril 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to April 30th, 1956; such levy shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 524, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree No. 524, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the commissions, bonuses and allowances paid to their employees.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 524 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) The employees governed by the decree No. 524, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed in the decree for journeymen.

c) Les salariés régis par le décret numéro 524 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

c) The employees governed by the decree No. 524, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the commissions, bonuses and allowances received.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of the levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which the following shall be mentioned, the hours of work, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

The professional employer shall have the reports made and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a la pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations payables par chèque, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la période pour laquelle il est exigible.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the levies which are payable by cheque, shall be addressed to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, section du gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 15 mai 1955 et le 30 avril 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE, SECTION DU GROS DE MONTRÉAL
1010 est, rue Ste Catherine, Montréal, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 mai 1955 et le 30 avril 1956.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$20,000.00
Salariés.....	20,000.00
Artisans.....	5,000.00
	\$45,000.00

Deboursés:

Administration et bureau, salaire ainsi que frais de déplacement des inspecteurs.....	\$9,882.00
Loyer de bureau.....	1,860.00
Jetons de présence.....	3,120.00
Vérification.....	800.00
Frais de déplacement des délégués.....	8,880.00
Dépenses générales.....	600.00
Assurance, feu, vol, etc.....	100.00
Salaires des inspecteurs(3).....	12,168.00
Éclairage.....	80.00
Frais légaux.....	3,480.00
Poste.....	400.00
Papeterie.....	1,300.00
Dépenses de voyage (administration).....	1,200.00
Téléphones et télégrammes.....	350.00
Taxes (cité de Montréal).....	150.00
Assurance-chomage.....	130.00
Depenses imprévues.....	500.00
	\$45,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 28 mai 1955. 39993-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay-

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates, March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal for the period between May 15th, 1955 and April 30th, 1956.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE, WHOLESALE SECTION, OF MONTREAL
1010 East, St. Catherine street, suite 401-402

Estimate of receipts and expenses for the period between May 15th, 1955 and April 30th, 1956.

Receipts:
Levies (½ of 1%):

Professional employers.....	\$20,000.00
Employees.....	20,000.00
Artisans.....	5,000.00
	\$45,000.00

Disbursements:

Administration and office expenses, salaries, including inspectors' transportation expenses.....	\$9,882.00
Office rent.....	1,860.00
Meeting expenses.....	3,120.00
Auditing.....	800.00
Representatives' transportation expenses.....	8,880.00
General expenses.....	600.00
Insurance: fire, theft, etc.....	100.00
Inspectors' salaries (3).....	12,168.00
Lighting.....	80.00
Legal fees.....	3,480.00
Postage.....	400.00
Stationery.....	1,300.00
Travelling expenses (administration).....	1,200.00
Telephone and telegrams.....	350.00
Taxes (City of Montreal).....	150.00
Unemployment insurance.....	130.00
Unforeseen expenses.....	500.00
	\$45,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, May 28th, 1955. 39993-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay",

nay, établi en exécution du décret numéro 1414 du 14 décembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 555 du 18 mai 1955, (section "C"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1955 au 1er juin 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1414 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1414 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.25 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1414 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes, suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Arts Graphiques du Saguenay, pour la période comprise entre le 1er juin 1955 et le 1er juin 1956.

established under decree No. 1414 of December 14th, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 555 of May 18th, 1955, (part "C"), in conformity with the provisions of the Quebec Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by said decree, according to the method and rate hereafter described:

1. Assessment

The period of levy extends from June 1st, 1955 to June 1st, 1956, such levy shall apply as follows:

a) Every professional employer governed by the decree number 1414, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 1414, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established in the decree for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. \$0.25 per week.

c) Every employee governed by the said decree, number 1414, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of his remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to fulfil obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire des Arts Graphiques du Saguenay" for the period between June 1st, 1955 to June 1st, 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DES ARTS GRAPHIQUES DU SAGUENAY
Siège social: Chicoutimi

LE COMITÉ PARITAIRE DES ARTS GRAPHIQUES DU SAGUENAY
Corporate seat: Chicoutimi

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1955 et le 1er juin 1956.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 875.00
Artisans.....	50.00
Salariés.....	875.00
Honoraires d'examens.....	20.00
	\$1,820.00

Déboursés:

Salaire et dépenses du secrétaire-gérant.....	\$1,300.00
Inspection.....	145.00
Papeterie, timbres, téléphones, etc....	175.00
Frais de représentation et jetons de présence des membres du Comité..	200.00
	\$1,820.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 28 mai 1955. 39993-o

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 1st, 1955, and June 1st, 1956.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$ 875.00
Artisans.....	50.00
Employees.....	875.00
Examination fees.....	20.00
	\$1,820.00

Disbursements:

Salary and expenses of the secretary-manager.....	\$1,300.00
Inspection.....	145.00
Stationery, postage, telephone, etc....	175.00
Official entertainment and meeting expenses of Committee members..	200.00
	\$1,820.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, May 28th, 1955. 39993-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat patronal catholique et national de la construction de Joliette,

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique et national des ouvriers du bâtiment de Joliette,
La Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, local 752,
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

CHAPITRE I

Définitions et juridiction

I. *Définitions:* Aux fins d'application, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "apprenti" désigne le salarié qui apprend l'un et l'autre des métiers visés par le décret.

Le terme "apprenti plombier" a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie et amendements (S.R.Q., 1941, chapitre 173).

Le terme "apprenti électricien" a le même sens qui lui est donné dans la Loi des électriciens et des installations électriques et amendements (S.R.Q., 1941, chapitre 172).

b) Le terme "briqueteur-maçon" désigne tout salarié qui pose la brique, les blocs de verre, de

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Le Syndicat patronal catholique et national de la construction de Joliette, and,

ON THE OTHER PART:

Le Syndicat catholique et national des ouvriers du bâtiment de Joliette,
The United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Local No. 752,
for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

CHAPTER I

Definitions and Jurisdiction

I. *Definitions:* For the purposes of enforcement, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The word "apprentice" means an employee who learns any one of the trades governed by the decree.

The words "plumber apprentice" has the same meaning as that given to it in the Pipe Mechanics Act, as amended (R.S.Q. 1941, chapter 173).

The words "electrician apprentice" has the same meaning as that given to it in the Electricians and Electrical Installations Act, as amended (R.S.Q. 1941, chapter 172).

b) The words "bricklayer-mason" means any employee who lays brick, glass, terra-cotta, gyp-

terra-cotta, de gypse et de ciment, la pierre artificielle et naturelle, le granit.

c) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout artisan qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets de bois, fait des planchers, ainsi que la pose de chassis de fenêtres, de paravents (screens) en bois ou en métal, de divisions, de portes et de chassis d'acier, de formes à béton ou à tout autre usage (boutique ou chantier) qui pose le papier bardeau, le bardeau en amiante, le papier goudronné, qui voit à l'exécution de tout travaux en bois sur un chantier de construction, au grattage des planchers à la main ou à la machine et qui opère des machines à bois sur les chantiers et qui fait tout autre travail connexe.

d) 1. Le terme "chauffeur de bouilloire" désigne tout ouvrier qui, sous direction, voit au feu des bouilloires d'une machine fixe ou portative, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible et à maintenir la vapeur à pression désirée, fait fonctionner et entretient les injecteurs, les jauges à eau et à vapeur, les bouilloires d'eau et d'alimentation, les pompes et les autres appareils, nettoie les chauffières au moyen d'air ou de papier et exécute au besoin tout autre travail connexe, pourvu qu'il ait sa licence, tel que requis par la loi.

2. Le terme "chaudronnier en construction" désigne le salarié qui installe des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant, pose les accessoires sur des barres ou supports, pose et roule des conduits, et assemble toutes pièces sous pression ou non; qui monte les cheminées ou conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé; qui met en place et installe des chaudières portatives ou des réservoirs.

e) Le mot "compagnon" désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

f) Le terme "compagnon électricien" désigne tout salarié qui détient une licence "C" en exécution de la Loi des électriciens et des installations électriques.

g) Le terme "compagnon junior" désigne le compagnon qui est dans sa première année de pratique dans le métier de mécanicien en tuyauterie tel que défini par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q., 1941, chapitre 173) et par les règlements en exécutions de cette loi.

h) Le mot "couvreur" désigne tout salarié qui exécute des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en gravier, en asphalte et en papier goudronné.

i) Le mot "employeur" désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation qui emploie pour son compte un ou plusieurs salariés visés par le décret.

j) Le mot "entrepreneur" désigne toute personne physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou emploie des ouvriers, qui entreprend pour le compte de tiers à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, quelques-uns des travaux mentionnés au décret, et qui a obtenu son certificat de compétence tel que prescrit par la loi.

k) Le terme "ferblantier" désigne toute personne qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en aluminium, en acier inoxydable ou monel, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, fabrique

sum and cement blocks, artificial and natural stone, and granite.

c) The words "carpenter-joiner" means any artisan who assembles pieces of wood, composition wall boards, does structural woodwork, repairs wooden objects, makes floors and installs window frames, wooden or metal screens, steel partitions, doors and frames, makes concrete, or other forms (in the shop or on the job), lays roofing paper, asbestos shingle or tarred paper, executes any woodwork on a construction job, scrapes floors by hand or machine and operates woodworking machines on the jobs and does any other work connected therewith.

d) 1. The words "boiler fireman" mean any worker who, under direction, fires stationary or portable engine boilers, maintains a regular heat in order to save fuel and to keep the desired pressure, sets in motion or watches injectors, water and steam gauges, water and feeding boilers, pumps and other apparatus, cleans boilers with compressed air or steam and performs, when required, any other related work provided he holds the license required by the Act.

2. The term "construction boilermaker" means the employee who does the installation of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts, including the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work, the placing and installation of portable boilers or tanks.

e) The work "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and has obtained his license or certificate of competency.

f) The term "electrician journeyman" means any employee holding license "C" under the Electricians' and Electrical Installations' Act.

g) The words "junior journeyman" mean a journeyman in his first year of practice in the pipe mechanic's trade, as defined in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, Ch. 173) and in the regulations passed under the said Act.

h) The word "roofer" means any employee doing roofing work with tile, slate, gravel, asphalt or tarred paper.

i) The word "employer" means any person, company or corporation who employs one or more employees governed by the decree.

j) The word "contractor" means any person, company, association or corporation working alone or employing workers and contracting on an hourly, daily or lump sum basis, by verbal or written agreement, or otherwise, for work subject to the decree, and holding a certificate competency as required by the Act.

k) The word "tinsmith" means any person doing roofing work with tile, slate, sheet metal, copper, aluminum, stainless steel, gravel, asphalt or tarred paper, makes all kinds of tin, sheet metal or copper objects, such as cornices, orna-

toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc. et travaille sur l'installation des fournaies à air chaud.

l) Le terme "finisseur de ciment" désigne tout ouvrier qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, prépare les fondations et fait tout autre travail connexe.

m) Le terme "installations électriques" désigne toutes les installations pour fins d'éclairage et de chauffage électrique, installation de force motrice, réfection du réseau électrique, les installations de paratonnerre, y compris dans tous les cas, les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs, et appareils électriques faisant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne du service public.

n) Le mot "journalier" désigne tout ouvrier qui exécute un travail non qualifié.

o) Le terme "lettreur" pour fins commerciales désigne toute personne faisant du lettrage avec de la peinture à l'eau, à l'huile, en poudre et autres ou avec des feuilles d'or et tout ouvrage connexe.

p) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié porteur de briques, de blocs, de mortiers, de terracotta, que ce soit à l'oiseau, à la brouette ou à la chaudière, et désigne aussi tout aide-chaudronnier en construction, aide-monteur de fer structural, aide-mécanicien de machine à vapeur, aide-soudeur et autres aides.

q) Le terme "mécanicien de machine fixe ou portative" désigne toute personne préposée à la surveillance de l'érection d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci.

r) Le terme "mécanicien en tuyauterie" a le sens que lui donne la Loi concernant les Mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941, chap. 173).

s) Le terme "mécanicien de machine à vapeur" désigne tout salarié qui fait l'installation et l'alignement d'appareils à mouvement alternatif ou rotatif, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyer mécaniques et toutes machines à combustion ou autres utilisées pour la production de la vapeur.

t) Le terme "mécanicien d'installation à vapeur ou à l'eau chaude" désigne les salariés préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds et moins.

u) Le mot "plâtrier" désigne tout travailleur qui exécute les travaux d'enduits de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment de stuc et prépare les moules pour le coulage d'ornements.

v) Le mot "peintre" ou tapissier" (à la main ou à la machine) désigne tout travailleur qui pose la peinture et le vernis sur les surfaces intérieures et extérieures, sable ces surfaces, pose les vitres, applique le mastic, enlève la peinture au brûloir, pose la papier tenture, enlève les vieux papiers tenture et exécute tout autre travail connexe requis et sable les joints de Gyproc.

w) Le terme "Poseur prelat" désigne tout ouvrier qui pose, cire, polis des tuiles et des feuilles de linoléum, de murelolum et de caoutchouc de même que des tuiles d'alphate et de plastic.

x) Le terme "travailleur en fer ornemental" désigne tout ouvrier qui exécute sur l'emplacement de toute construction existante ou future, le montage, la démolition, et le démontage de fer

ments, centilators, gutters, etc., and works at the installation of hot air furnaces.

l) The word "cement finisher" means any worker who lays and finishes cement for plain or ornamental floors or coatings, does siding work, lays foundations and does any other work connected therewith.

m) The words "electrical installations" mean all installations for purposes of electrical lighting and heating power installations, rewiring, lightning-rod erections, including in all cases, wires, cables, conduits, accessories, devices and electrical apparatus included in the installation itself, connected to it or serving to the connection of the installation to the public or municipal service feeding wire; the said connection shall be fixed to the wall of the building or construction nearest to the service wire.

n) The word "common worker" means any worker who does common work.

o) The words "commercial letterer" include any person doing lettering work with all kinds of paint (water, oil, powder, etc.), or with gold sheets and any similar work.

p) The words "labourer" means any one who carries bricks, blocks, mortar, terra-cotta, with a hod, wheelbarrow or pail, and include also construction boilermakers' helpers, structural steel erectors' helpers, steam generation mechanics' helpers, welders' helpers and other helpers.

q) The word "engineman" (stationary or portable engines) means a person who supervises the erection of a power plant or who operates such a plant.

r) The words "pipe mechanic" has the meaning that is given to it in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chap. 173).

s) The words "steam generation mechanic" mean any employee doing the installation and lining up of reciprocating or rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and any fuel burning or other equipment used in the generation of steam.

t) The words "steam and hot water generation mechanics" mean employees installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less.

u) The word "plasterer" means any worker whose work is concerned with the laying of plaster, celanite, mortar, cement, stucco and with the preparation of moulds for the casting of ornaments.

v) The words "painter" or "paper hanger" (by hand or machine) mean any worker who applies paint and varnish on inside or outside surfaces, sands such surfaces, glazes, lays putty, removes paint with blow-torch, removes or hangs wall-paper, and does any other work connected therewith and sand Gyproc joints.

w) The words "oilcloth layer" mean any worker who lays, waxes, polishes tiles or sheets of linoleum, murelolum or rubber and asphalt or plastic tiles.

x) The words "ornamental iron worker" mean any worker who does, on the site of any existing or future construction, the erection, demolition, dismantling of ornamental iron for buildings,

ornemental pour bâtiments, portes, viaducs, tunnels, etc. et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

y) Le terme "travailleur en fer structural" désigne tout ouvrier qui exécute sur l'emplacement de toutes constructions existantes ou futures le montage, la fabrication, la démolition et le démontage de fer structural aux bâtiments, ponts, viaducs, tunnels, etc. et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

z) Le mot "salarié" désigne toute personne qui exécute individuellement, en équipe ou en société, des travaux visés par le décret et qui en reçoit un salaire.

II. *Particularités dans l'exercice de certains métiers.* a) Les couvertures en papier bardeau ou en bardeau d'amiante, et la tôle non soudée ou non agreffée et tout autre matériel qui s'y rapporte seront posés par les charpentiers menuisiers ou les ferblantiers.

b) Seul le briqueteur-maçon peut exécuter des travaux de tirage de joints.

c) Le travail sur les murs qui fait suite au travail de parquet se limite pour le finisseur de ciment à la hauteur de la plinthe sauf pour les étages plus bas que le rez-de-chaussée.

d) Le limage de scie peut être fait sur le chantier et pendant les heures de travail, avec permission du contremaître.

III. *Juridiction industrielle.* a) Le présent s'appliquera à tous les travaux de construction de bâtiment (existants ou nouveaux) et de génie civil, exécutés par les salariés qu'il régit y compris les travaux d'installation, de refecton, de réparation, d'entretien, de démolition, de déplacement d'immeubles, d'aéroports, d'aqueducs, d'asphalte, de barrages, de battages de pieux (bois ou ciment), d'échafaudages, d'égouts, d'installations électriques, de fer ornemental (installation sur les chantiers), de fer structural (montage ou fabrication), de nivellement, de plomberie et chauffage, de ponceaux, de ponts, de quais, de réfrigération (système), de réseau électrique (refecton), de rues, de terrassements, de terrains d'atterrissage, de trottoirs (bois ou ciment), de tunnels, de voirie, et à tout autre travail de semblable nature.

b) Les compagnies de chemins de fer M. G. ne sont pas assujettis au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemins de fer.

c) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du décret.

IV. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

CHAPITRE II

Salaires — Durée travail — Temps supplémentaire
Jours chômés — Vacances

V. *Taux de salaires minima:* a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés:

Métiers:	Taux horaire
Brasseur de mortier.....	\$1.30
Brasseur de célanite.....	1.30

doors, viaducts, tunnels, etc., and who does any other work connected therewith.

y) The words "structural steel worker" means any worker who does, on the site of any existing or future construction, the erection, fabrication, demolition and dismantling of structural iron on or in buildings, bridges, viaducts, tunnels, etc., and who does any other work connected therewith.

z) The word "employee" means any person who does work governed by the decree in partnership, alone or in a gang, and who receives wages therefor.

II. *Characteristics of some trades.* a) Paper or asbestos shingle roofing, including sheet metal that is neither soldered nor hooked, and any material pertaining thereto, shall be laid by carpenters-joiners or tinsmiths.

b) Only the bricklayer or mason may do joint pointing work.

c) Except for work in storeys under the ground floor, the cement finisher's work on walls, to be done after floor work, shall not be executed lower than the top of the plinth.

d) Saw setting may be made on the job and during working hours, with the foreman's permission.

III. *Industrial jurisdiction:* a) The decree will apply to all construction operations executed by employees governed by the said decree, and engineering construction in respect of existing or new buildings, including the installation, rebuilding, repair, moving, maintenance and demolition of buildings airports, aqueducts, asphalt, dams, pile driving (wood or cement), scaffolding, sewers, electrical installations, ornamental iron (installation on the job), structural iron (erection or fabrication), levelling, plumbing and heating, culverts, bridges, wharves, refrigeration systems, electrical systems (rewiring), streets, earthworks, landing fields, sidewalks (wood or cement), tunnels, roads, and any other operation.

b) Railroad companies are not governed by the decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

c) Road operations carried out on behalf of any Department of the Provincial Government, and already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929 and its amendments, are not governed by the provisions of the decree.

IV. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree includes the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

CHAPTER II

Wages — Duration of work — Overtime —
Holidays — Vacation

V. *Minimum wage rates:* a) The minimum wage rates shall be as follows:

Trades	Hourly rates
Mortar mixer.....	\$1.30
Celanite mixer.....	1.30

Briqueur (compagnon).....	1.60	Bricklayer (journeyman).....	1.60
Calfat.....	1.30	Caulker.....	1.30
Charpentier et menuisier (compagnon)...	1.60	Carpenter, joiner (journeyman).....	1.60
Chauffeur (construction).....	1.40	Fireman (construction).....	1.40
Chaudronnier.....	1.60	Boilermaker.....	1.60
Charretier.....	1.25	Carter.....	1.25
Conducteur de monte-charge.....	1.25	Freight elevator operator.....	1.25
Conducteur de tracteur.....	1.45	Tractor operator.....	1.45
Conducteur de rouleau compresseur (va- peur ou essence).....	1.40	Roller operator (steam or gasoline).....	1.40
Conducteur de "Bulldozer".....	1.40	Bulldozer operator.....	1.40
Conducteur de niveleuse.....	1.40	Grader operator.....	1.40
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4e classe.....	1.28	Boiler firemen required to hold 4th class certificate.....	1.28
Électricien (compagnon).....	1.65	Electrician (journeyman).....	1.65
Fer ornemental.....	1.60	Ornamental iron worker.....	1.60
Fer structural.....	1.60	Structural iron worker.....	1.60
Ferblantier (compagnon) ouvrier tôlier boutique ou chantier.....	1.60	Tinsmith, sheet metal worker (journey- man), shop or field.....	1.60
Finisseur de ciment.....	1.55	Cement finisher.....	1.55
Finisseur de plancher en mastic.....	1.55	Mastic floor finisher.....	1.55
Foreur et poudrier.....	1.55	Drill operator and blaster.....	1.55
Forgeron sur chantier.....	1.55	Blacksmith on the job.....	1.55
Gratteur, polisseur et sableur de plancher	1.60	Floor scraper, polisher and sander.....	1.60
Gréer (à la main ou machine).....	1.60	Rigger (hand or machine).....	1.60
Homme de chaudière.....	1.20	Boilerman.....	1.20
Journalier.....	1.20	Common worker.....	1.20
Lettreur pour fins commerciales.....	1.70	Commercial letterer.....	1.70
Limeur de scie.....	1.60	Saw filer.....	1.60
Manœuvre.....	1.30	Labourer.....	1.30
Machiniste.....	1.60	Millwright.....	1.60
Mécanicien en isolation de tuyauterie.....	1.60	Pipe insulation mechanic.....	1.60
Mécanicien en tuyauterie.....	1.60	Pipe mechanic.....	1.60
Mécanicien en tuyauterie (compagnon junior).....	1.35	Pipe mechanic (junior journeyman).....	1.35
Mécanicien, machine à vapeur.....	1.60	Engineman (steam).....	1.60
Mécanicien, installation à vapeur ou à l'eau chaude.....	1.30	Engineman (steam or hot water).....	1.30
Mécanicien de machine fixe ou mobile.....	1.30	Engineman (stationary or portable engine)	1.30
Peintre doreur.....	1.60	Painter, gilder.....	1.60
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte.	1.20	Asphalt ramming, smoothing and spread- ing.....	1.20
Peintre.....	1.45	Painter.....	1.45
Plâtrier (compagnon).....	1.60	Plasterer (journeyman).....	1.60
Porteur d'eau.....	1.10	Water carrier.....	1.10
Poseur de lattes en métal ou de composi- tion.....	1.45	Lather, metal or composition.....	1.45
Poseur de lattes en bois.....	1.35	Lather, wood.....	1.35
Poseur d'acier d'armature.....	1.45	Reinforcing steel erector.....	1.45
Poseur de liège (isolation).....	1.60	Insulation cork setter.....	1.60
Poseur de prélat.....	1.60	Oilcloth layer.....	1.60
Poseur de plancher en mastic.....	1.60	Mastic floor layer.....	1.60
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo.....	1.60	Tile, asphalt and terrazzo layer.....	1.60
Poseur de marbre.....	1.60	Marble layer.....	1.60
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou gazo- line.....	1.40	Steam or gasoline mixer operator.....	1.40
Préposé aux sonnettes (bois ou béton)...	1.35	Pile driver (wood or concrete).....	1.35
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur.....	1.30	Mixer operator (electrical — or small mixer).....	1.30
Préposé aux bouilloires (travail de plan- cher seulement (Blr).....	1.30	Kettleman (flooring only).....	1.30
Préposé aux machines à polir le terrazzo...	1.40	Terrazzo polishing machine operator.....	1.40
Préposé aux grues.....	1.40	Crane operator.....	1.40
Préposé aux pelles mécaniques.....	1.65	Power shovel operator.....	1.65
Préposé à la canalisation, mateur et sou- deur.....	1.20	Piping, caulking and welding.....	1.20
Préposé aux compresseurs.....	1.40	Compressor operator.....	1.40
Ratisseur d'asphalte.....	1.20	Asphalt raker.....	1.20
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou élec- tricité).....	1.60	Pipe welder (acetylene or electricity)....	1.60
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certi- ficat de la 4e classe.....	1.28	Watchman also employed as fireman and required to hold 4th class certificate....	1.28
Gardien sur chantier..... (par semaine)	45.00	Job watchman (per week).....	45.00
b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:		b) Minimum wages of apprentices: The follow- ing minimum wages shall be paid to apprentices in the following trades:	

Briqueurs:		Bricklayers:	
1ère année.....	\$1.05	1st year.....	\$1.05
2e année.....	1.15	2nd year.....	1.15
3e année.....	1.25	3rd year.....	1.25
Chaudronniers:		Boilet makers:	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.10	2nd year.....	1.10
3e année.....	1.30	3rd year.....	1.30
4e année.....	1.45	4th year.....	1.45
Charpentiers:		Carpenters:	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
4e année.....	1.20	4th year.....	1.20
Électriciens:		Electricians:	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
4e année.....	1.20	4th year.....	1.20
Ferblantiers:		Tinsmiths:	
1ère année.....	0.90	1st year.....	0.90
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
Fer ornemental:		Ornamental iron:	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
4e année.....	1.20	4th year.....	1.20
Fer structural:		Structural iron:	
1ère année.....	\$0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
4e année.....	1.20	4th year.....	1.20
Lettreurs pour fin commerciales:		Commercial letterer:	
1ère année.....	1.00	1st year.....	1.00
2ème année.....	1.05	2nd year.....	1.05
3e année.....	1.20	3rd year.....	1.20
4e année.....	1.30	4th year.....	1.30
Mécaniciens machines à vapeur:		Engineman (Steam):	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.10	2nd year.....	1.10
3e année.....	1.30	3rd year.....	1.30
4e année.....	1.45	4th year.....	1.45
Mécaniciens en tuyauterie		Pipe mechanic:	
1ère année.....	0.90	1st year.....	0.90
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
4e année.....	1.20	4th year.....	1.20
Poseurs brûleur à l'huile:		Oil Burner Mechanic:	
1ère année.....	1.10	1st year.....	1.10
Poseurs de prelat:		Oilcloth layer:	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.10	3rd year.....	1.10
4e année.....	1.20	4th year.....	1.20
Mécaniciens installation vapeur ou à l'eau:		Steam or water installation mechanic:	
1ère année.....	1.05	1st year.....	1.05
2e année.....	1.15	2nd year.....	1.15
Peintres:		Painter:	
1ère année.....	0.95	1st year.....	0.95
2e année.....	1.00	2nd year.....	1.00
3e année.....	1.05	3rd year.....	1.05
4e année.....	1.15	4th year.....	1.15
Plâtriers:		Plasterer:	
1ère année.....	1.00	1st year.....	1.00
2e année.....	1.10	2nd year.....	1.10
3e année.....	1.20	3rd year.....	1.20

c) *Salaires des contremaîtres:* Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de \$0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour le métier quand il y a trois hommes ou plus.

d) *Salaires des entrepreneurs:* Les constructeurs n'employant pas d'ouvriers qualifiés, mais exécutant de leurs mains des travaux des métiers de la construction sont, pour les fins d'application du décret, considérés comme ouvriers quali-

c) *Foremen's salaries:* Foremen in charge of a gang shall be paid \$0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned when the gang consists of three men or more.

d) *Contractor's salaries:* Contractors who do not employ skilled workers but who do trade work with their own hands are considered, for the purposes of the decree, as skilled workers and shall receive an hourly rate exceeding by at least 25%

fiés et recevront un taux horaire de salaire excédant d'au moins 25% le taux régulier du ou des métiers concernés. Les conditions du présent article régiront et lieront également et de la même manière toute entreprise de famille et toute personne, association ou corporation, en proportion du nombre de membres qui y sont engagés.

e) *Salaires réduits*: Les compagnons qui, en raison de leur âge ou pour cause d'infirmité, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au Bureau des examinateurs du Comité conjoint lequel pourra s'il y a lieu, réviser l'échelle des salaires pour chacun des cas soumis à son attention; toutefois, un rabais de pas plus de dix (\$0.10) sous l'heure ne devra être autorisé. Sur un chantier ou boutique déterminé, la proportion des ouvriers de cette catégorie ne dépassera pas un (1) par dix (10) compagnons qualifiés ou fraction de ce nombre.

f) *Taux horaire minimum garanti*: Quelle que soit la nature du contrat individuel de travail intervenu, c'est-à-dire qu'il s'agisse de travaux exécutés à forfait (Job) ou autrement et que ce contrat soit intervenu entre un particulier ou un employeur et un salarié, ce dernier a droit à une rémunération non inférieure aux taux du décret.

g) Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. L'employeur peut exiger que cet employé demeure à sa disposition pendant ces heures d'attente.

h) *Période et détails de la paye*: Le salaire sera payé en entier tous les vendredis pendant les heures de travail. Si le vendredi est un jour chômé, la paye aura lieu le jour précédent. Si le paiement est effectué en chèque l'échange doit être compris.

Les détails suivants devront apparaître sur ou dans l'enveloppe de payé:

- Le nom de l'employeur.
- Le nom et prénom du salarié.
- Le nom de sa tâche.
- La date et la période de paye.
- Le nombre d'heures de travail.
- Le taux à l'heure.
- Le total du salaire.
- Les déductions faites en détail.
- Le montant net de la paye.

i) *Frais de déplacement et repas*: Les frais de déplacement des salariés envoyés en dehors de la municipalité où l'employeur a sa place d'affaires sont à la charge de l'employeur et le salaire de l'employé ne sera pas réduit. De plus le repas du midi est à la charge de l'employeur si le salarié n'a pas été averti la veille.

Si le déplacement de voyage de l'employé pour se rendre à un lieu de travail dure plus de 30 minutes, le temps de ce déplacement est payé par l'employeur sur la base du salaire effectivement payé. Le transport d'un employé par l'employeur se fera avant vingt (20) minutes après la journée de travail sans quoi l'employeur sera tenu de payer pour tout temps d'attente.

j) *Pension et logement*: Les frais de pension et de logement doivent être payés par l'employeur si les salariés ne sont pas ramenés chaque soir dans la municipalité de la place d'affaires de l'employeur.

k) Tout salarié employé temporairement à un travail autre que celui de son propre métier doit continuer à recevoir le taux de salaire qui lui est effectivement payé.

l) Dans tous les métiers ou un matériau autre que le produit régulier et reconnu est utilisé,

the regular rate of the trade or trades concerned. The conditions of the present section shall apply and extend, equally and in the same manner, to any family concern and to any person, association or corporation, in proportion of the number of members thereof doing such work.

e) *Reduced wages*: The case of journeymen who cannot, because of old age or of some infirmity, render the services of a competent worker may be referred to the Board of Examiners of the Parity Committee which is empowered, if need be, to revise the wage scale for each case submitted to it. However, the wage reduction shall not exceed \$0.10 per hour. On any job or in any shop, the proportion of handicapped workers shall not exceed one (1) to each ten (10) skilled journeymen or fraction thereof.

f) *Minimum hourly rate guaranteed*: Whatever may be the form of individual labour contract, (on a job or other basis) and whether such contract be entered into between an individual or an employer and an employee, the employee is entitled to a minimum remuneration equal to the rates of the decree.

g) Employees who report to work at the usual time and who have not been notified in advance that their services would not be required are entitled to a remuneration equivalent to three (3) hours of work. Employees may keep such employees at their disposal during that period.

h) *Pay period and details*. Wages shall be paid in whole every Friday, during the hours of work. When Friday is a holiday, the pay shall be given on the day before. When payment is made by cheque, exchange charges shall be included.

The following details shall be mentioned on or in the pay envelope:

- Name of the employer.
- Name in full of the employee.
- Employee's occupation.
- Date and period of the pay.
- Number of hours worked.
- Hourly rate.
- Total wages.
- All deductions made.
- Net amount of the pay.

i) *Travelling expenses and meals*: Travelling expenses of employees sent outside the municipality where the employer operates shall be paid by the employer and the employee's wages shall not be reduced. The noon meal shall also be paid by the employer when the employee has not been informed the day before.

When the travelling time of the employee exceed thirty (30) minutes, such time shall be paid by the employer at the regular rate. Transportation of the employee by the employer shall be made within twenty (20) minutes after the day's work; otherwise the employer shall have to pay for the waiting time.

j) *Board and lodging*: Board and lodging expenses shall be paid by the employer when the employees are not taken back every evening in the municipality where the employer operates.

k) Every employee who temporarily does a work other than that of his own trade shall continue to receive his regular rate of pay.

l) In all trades where a material other than the regular and recognized product is used, the

le taux de salaire du métier approprié continue de s'appliquer.

VI. *Durée du travail:* a) Les heures de travail des salariés assujettis au décret sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. le tout constituant une durée maximum du quarante-huit heures (48) de travail par semaine de 6 jours.

b) Les heures de travail des journaliers seront réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. le tout constituant une durée maximum de cinquante-quatre (54) heures de travail par semaine de 6 jours.

c) Les surveillants et les gardiens sur le chantier (jour et nuit) sont employés sur une base maximum hebdomadaire de soixante-douze (72) heures avec limitation de la durée quotidienne de travail à 14 heures.

d) Les horaires suivent l'heure (heure normale ou heure avancée) en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

e) Dans le cas où un employeur emploie deux (2) équipes ou plus dans la même journée, les stipulations relatives à l'aménagement des heures de travail ne s'appliquent pas, mais la limite quotidienne de huit (8) heures s'applique.

Le comité doit cependant en être avisé.

VII. *Rémunération du travail supplémentaire:* Le travail exécuté en dehors des limites horaires quotidiennes ou hebdomadaires spécifiées à l'article précédent sera rémunéré aux taux de salaire et demi avant minuit, et aux taux de salaire double après minuit, par rapport au taux de salaire effectivement payé.

a) Le travail exécuté en cas de nécessité les dimanches, le 1er de l'an, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le Jour de Noël sera rémunéré du taux de salaire double, par rapport au taux de salaire effectivement payé.

Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir tel que par congédiement ou suspension directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête d'obligation catholique.

VIII. *Congés payés:* a) *Définitions:* Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le décret.

Commission: La Commission du Salaire minimum.

Livret de congés: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés.

Période de prestation: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante.

Timbres: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) *Droits du salarié:*

1° *aux congés payés:* Tout salarié régi par le décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestation, a droit, à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée;

2° *à rémunération pour congés:* Tout salarié régi par le décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

wage rate of the trade concerned shall continue to apply.

VI. *Duration of work:* a) The hours of work of employees governed by the decree are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., making a maximum of forty-eight (48) hours per week of six days.

b) The hours of work of common workers shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. making a maximum of fifty-four (54) hours per week of six days.

c) Watchmen on the job (day and night) may work a maximum of seventy-two (72) hours per week and of fourteen (14) hours per day.

d) The hours herein mentioned shall be based on the time (Standard Time or on the Eastern Daylight Saving Time) in force in the locality where the operations are carried out.

e) When an employer employs two (2) or more shifts in the same day, the provisions respecting the hours of work shall not apply but the daily 8-hour limit must be observed.

The Committee must however be notified.

VII. *Overtime remuneration:* All time worked beyond the daily or weekly hours established in the foregoing section shall be remunerated at the rate of time and one half for time worked before midnight, and at the rate of double time after midnight. Overtime rates shall be based on the regular rates of pay.

a) Urgent work executed on Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be remunerated at the rate of double time based on the regular rates.

No employer has the right to punish or threaten to punish, by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker who absent himself on a Catholic Feast of Obligation.

VIII. *Vacation with pay:* a) *Definitions:* Barring incompatibility, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the decree:

Commission: The Minimum Wage Commission;

Vacation-with-pay stamp book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period, vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with-pay credit period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation-with-pay credit stamps: The printed mark or stamp issued by the Commission, representing the vacation-with-pay credit payable by an employer.

b) *Rights of the employee:*

1. *to a vacation-with-pay:* Every employee governed by the decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. *to a vacation credit:* Every employee governed by the decree, whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) *Prise de congé*: L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par le présent article, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) *Rémunération pour congés*: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le décret représente, pour une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) *Apposition de timbres*: Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) *Obligations de l'employeur*: Tout employeur doit:

1) se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés.

2) exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un.

3) conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés.

4) remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) *Obligations du salarié*: Tout salarié doit:

1) remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations.

2) réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret, de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) *Remboursement de la rémunération*: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) *Propriété du livret de congés payés*: Le livret de congés bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

CHAPITRE III

Disposition particulière à certains métiers ou à certaines catégories

IX. *Dispositions particulières relatives au travail d'entretien*: a) Le terme "salarié permanent" ou "préposé à l'entretien" désigne tout salarié qualifié ou non qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période d'au moins six (6) mois pour l'entretien d'édifices publics ou d'immeubles, d'églises, de chapelles, de séminaires, d'universités, de collèges, de couvents, de monastères, d'hôpitaux publics ou privés, d'orphelinats, d'asiles, de refuges, de crèches,

c) *Period during which vacation is to be given*: The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) *Vacation credit*: The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for said credit period.

e) *Affixing of stamps*: Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book, vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) *Employer's obligations*: Every employer must:

1) obtain from the Commission of vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2) require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3) keep each employee's vacation-with-pay stamp book until the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4) give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees, at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) *Employee's obligations*: Every employee must:

1) without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation-with-pay period;

2) at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) *Redemption of stamps*: Every employee at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission, the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) *Ownership of the vacation-with-pay stamp book*: Though in the employers' hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

CHAPTER III

Special provisions applying to various trades or categories

IX. *Special provisions concerning maintenance work*: a) The words "permanent employee" or "maintenance man" mean any skilled or common worker of the construction industry who is employed for a minimum period of six (6) months for the maintenance of public buildings, churches, chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphanages, homes, infants nurseries, ouvriers, public, office or apartment buildings of

d'ouvrirs, d'édifices publics, de bureaux, de conciergeries ou de résidences de toute sorte, d'hôtels, d'établissements manufacturiers, de magasins etc.

Le terme "entretien" désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel, pour maintenir l'édifice ou l'immeuble en bon état de conservation, réparations dont le coût, salaires et matériaux compris, n'exécède pas \$500.00.

Ne sont pas considérées comme travail d'entretien :

i. La nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel.

ii. Les grosses réparations sont celles des gros murs, les poutres, les fondations, murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble dus à la vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures, telles que ci-haut décrites.

b) *Taux de salaire minima.*

Les taux de salaires suivants doivent être payés :

	<i>Salaires hebdomadaires</i>
Ouvriers qualifié ou homme de métier	\$50.00
Ouvrier non qualifié ou journalier	40.00

c) La durée maximum hebdomadaire de travail est de quarante-huit (48) heures sans limitation journalière de la durée du travail.

d) Tout travail supplémentaire exécuté par des salariés permanents préposés à l'entretien est rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun de métiers dans la première liste des métiers ci-dessus mentionnés.

e) Les salariés permanents préposés à l'entretien recevant un salaire annuel d'au moins \$2,000.00 et qui, à cause de la nature de leur emploi, sont requis de répondre à des appels, urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles, sont par la présente exemptés des taux de salaires pour travail supplémentaire.

f) Les employeurs peuvent déduire du salaire de l'ouvrier préposé à l'entretien \$10.00 par mois et par chambre, si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction maximum de quarante (\$0.40) cents par repas est autorisée si l'ouvrier est pensionné dans l'établissement.

g) Pour pouvoir se prévaloir des présentes dispositions, tout employeur et tout salarié doit être lié par une convention particulière de travail écrite dont copie doit être transmise au Comité conjoint.

h) L'électricien et le mécanicien en tuyauterie préposé à l'entretien doit être détenteur de la licence rendue obligatoire par les lois qui régissent ces métiers.

CHAPITRE IV

Apprentissage

X. *Dispositions relatives à l'apprentissage:* a) Aucun apprenti, dans l'un ou l'autre des métiers de la construction mentionnés à l'article III ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus ni ne devra être âgé de plus de 25 ans. Toutefois, le Comité conjoint, sur requête de l'apprenti intéressé et avec la recommandation de l'organisation professionnelle à laquelle celui-ci appartient, pourra admettre à l'apprentissage un candidat âgé de plus de 25 ans qui,

all kinds, hotels, manufacturing establishments, stores, etc.

The word "maintenance" means minor repairs such as tenants repairs mentioned in the Civil Code of the Province of Quebec, made to any building or part thereof, or group of buildings used as manufacturing or industrial establishments for the upkeep or maintenance of such buildings. The cost of such repairs shall not exceed \$500.00, including wages and material.

However, the following shall not be considered as maintenance work :

i. New construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or group of buildings used as manufacturing or industrial establishments.

ii. Important repairs as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all operations performed on a building because of decay and which are not minor repairs, as above described.

b) *Minimum wage rate:* The following shall be the minimum wage rates:

	<i>Weekly wages</i>
Skilled worker	\$50.00
Common worker	40.00

c) The maximum duration of labour shall consist forty-eight (48) hours per week without any daily limitation of the duration of labour.

d) Overtime work performed by maintenance men shall be paid in accordance with the hourly rate specified in the particular trade classification concerned, as set forth in the first list of trades hereinabove described.

e) Maintenance men who are required by the nature of their employment to answer emergency calls at any time of day or night for the protection of building property are hereby excluded from overtime rates of wages.

f) Employees may charge a maximum rate of \$10.00 per month per room when the maintenance employees live in the establishment and a maximum of (\$0.40) cents for each meal if the employee is boarded therein.

g) To avail himself of the present provisions, every employer and employee shall be bound by a private labour agreement, in writing, copy of which to be filed with the Parity Committee.

h) Electricians and pipe mechanics employed as maintenance men shall hold the license required under the Acts governing such trades.

CHAPTER IV

Apprenticeship

X. *Provisions respecting apprenticeship:* a) No apprentice in any one of the building trades herein mentioned in section III, shall begin his apprenticeship before 16 nor after 25 years of age; however, the Joint Committee upon request of an apprentice supplemented by the recommendation of the professional union of which he is a member, may authorize a candidate of more than 25 years of age to begin his apprenticeship when he could not do so before that age

pour des raisons graves, n'a pu commencer son apprentissage avant cet âge.

b) Le comité conjoint tiendra un registre qui devra mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti, il devra contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs subséquents jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

c) Les organisations professionnelles parties à la présente convention, par l'intermédiaire de leur conseil, auront le droit de faire l'enregistrement des apprentis qui sont devenus ses membres.

Lesdites organisations professionnelles devront cependant à chaque trimestre précisé par le Comité conjoint, faire rapport sur les dossiers des apprentis par elles enregistrés. Ces rapports seront compilés et centralisés par le Comité conjoint.

d) Le Comité conjoint des métiers de la construction et l'organisation professionnelle habilitée qui désire contrôler l'apprentissage de ses membres devront fournir à chaque apprenti un livret dit "livret d'apprentissage" qui devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs ou les employés devront indiquer sous leur signature, les dates du commencement ou de la cessation du service de l'apprenti.

Les livrets d'apprentissage devront être uniformes, qu'ils soient émis directement par le Comité conjoint ou par l'organisation professionnelle habilitée; ces livrets, toutefois, devront porter le sceau de l'association ou de la corporation qui les émet.

e) 1. Pour les métiers suivants, il n'y aura qu'un (1) apprenti par quatre (4) compagnons: briqueteurs, maçons, charpentiers menuisiers, chaudronniers, travailleur en fer structural, travailleur en fer ornemental, plâtriers, peintres.

2. Pour les métiers suivants, il n'y aura qu'un (1) apprenti pour un (1) compagnon: mécaniciens en tuyauterie, ferblantier, mécanicien de machine à vapeur, mécanicien en installation à vapeur ou à l'eau.

3. Le nombre d'apprentis par rapport aux compagnons doit être calculé sur chaque chantier individuellement.

f) Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul, et un apprenti ne peut travailler seul à l'exécution de travaux de métier. L'apprenti doit toujours être accompagné d'un compagnon de son métier.

g) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés n'est valide à moins qu'il ne soit conforme à toutes les dispositions du décret.

h) Aucun employeur n'est obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté ne serait pas satisfaisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux usages du métier.

i) Si un apprenti a été employé dans un des métiers plus haut désignés avant la mise en vigueur du présent décret, il fournira au Comité conjoint ou à l'organisation professionnelle autorisée, un état des périodes de temps qu'il a servi chez un employeur; il devra fournir un affidavit de ses déclarations. Celles-ci seront consignées dans le registre d'apprentissage de l'association ou du Comité conjoint.

j) Au terme de son apprentissage, l'apprenti devra subir un examen quant à sa compétence

on account of serious reasons.

b) The Joint Committee shall keep a register in which the following shall be mentioned; the name, age and address of the apprentice; the date on which the apprentice began his apprenticeship together with the proof of the continuity of training of the apprentice; the name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period of apprenticeship hereinafter determined for his trade.

c) The contracting professional organizations, through the medium of their trade council, shall have the right to register the apprentices becoming members of their association.

The said professional organizations shall, however, at the end of every 3 month period to be determined by the Joint Committee, present a complete report on the apprentices they have registered; such reports shall be compiled and centralized by the Joint Committee.

d) The Joint Committee of the building trades or professional organizations authorized to control the apprenticeship of their members shall give to each apprentice a booklet called "apprenticeship book" in which shall be mentioned the periods worked with each employer. The employers or the employees shall make a signed statement of the dates on which the service of the apprentice has begun and ended.

Apprenticeship books shall be standard, whether they be issued directly by the Joint Committee or by the authorized professional organization; however, such booklet shall bear the seal of the association or organization by which they are issued.

e) 1. In the following trades, there shall be but one (1) apprentice to each four (4) journeymen: bricklayers, masons, carpenters, joiners, boilermakers, structural iron workers, ornamental iron workers, plasterers, painters.

2. In the following trades, there shall be but one (1) apprentice to each journeyman: pipe mechanics, sheet metal workers, steam generating mechanics, steam or hot water generation mechanics.

3. The number of apprentices in respect of that of journeymen shall be computed on each individual job.

f) No employer may put an apprentice to work alone and an apprentice shall not work alone at the execution of trade work. The apprentice shall always be accompanied by a journeyman of his trade.

g) No individual apprenticeship contract for the trades herein mentioned is valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

h) No employer is compelled to keep an apprentice whose work should not prove satisfactory. The employer also has the right to discharge an apprentice if the latter should give evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs of the trade.

i) If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the present decree, he shall give the Joint Committee or the authorized organization, a statement of the period of time he has worked for an employer; he shall give an affidavit of his statement. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the association or of the Joint Committee.

j) After his period of apprenticeship, the apprentice shall undergo an examination respecting

devant un Bureau d'examineurs, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives de travail et des arrêtés ministériels adoptés en exécution d'icelle.

k) L'apprenti devra rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il devra prendre soin des outils et matériaux que l'employeur mettra à sa disposition. Il devra motiver ses absences à son travail et s'il néglige de ce faire, le Comité aura l'autorisation de rayer son nom du livre des registres.

l) L'employeur devra notifier immédiatement le Comité conjoint de l'entrée en apprentissage d'un employé.

m) Le Comité conjoint aura la juridiction sur les apprentis ci-haut mentionnés employés dans les limites de la juridiction territoriale du décret.

n) Le Comité conjoint et l'organisation professionnelle autorisée auront le pouvoir de demander la preuve de l'âge de l'apprenti ainsi qu'un certificat montrant qu'il peut s'engager à l'apprentissage d'un métier quelconque.

o) L'employeur s'efforcera d'instruire ses apprentis dans les métiers où ces derniers se spécialisent.

p) Dans les cas où les termes de cette entente entraîneraient en conflit de quelque manière ce soit avec aucun des statuts de la province de Québec régissant certains métiers, tels que les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, ces statuts auront force légale.

q) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

r) L'employeur doit aviser immédiatement le Comité conjoint de l'embauchage d'un apprenti qui commence son apprentissage,

his competency before a Board of Examiners, in conformity with the provisions of the Collective Labour Agreements' Act and of the Orders in Council under its authority.

k) The apprentice shall render good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take good care of the tools and the material supplied by his employer. He shall give reasons for absences; should he fail to do so, the Joint Committee shall be authorized to strike his name out of the register book.

l) The employer shall immediately notify the Joint Committee of the beginning of apprenticeship of an employee.

m) The Joint Committee shall have jurisdiction over the hereinabove apprentices employed within the territorial jurisdiction of the decree.

n) The Joint Committee and the authorized professional organization may request the proof of the age of the apprentice together with a health certificate proving that he may take up apprenticeship in a given trade.

o) The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

p) Should the provisions of the present decree be contradictory, in any way, with any of the statutes of the Province of Quebec governing various trades, such as the trades of electrician and pipe mechanic, such statutes shall have a legal authority.

q) Apprentices who attended a school governed by the Specialized School Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations.

r) The employer shall notify the Parity Committee as soon as he employs an apprentice who is beginning his apprenticeship.

CHAPITRE V

Dispositions générales

XI. Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le décret des conditions moins avantageuses que celles fixées par ce décret.

Tout contrat conclu entre employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à forfait est de nul effet à moins qu'il ne soit possible de démontrer que le montant dudit contrat, déduction faite des matériaux de construction, est équivalent au taux de salaire légal horaire des salariés employés.

Tout contrat entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet.

XII. Le décret n'affecte aucunement les droits acquis par les salariés et les réclamations intentées par le Comité conjoint en vertu des décrets antérieurs.

XIII. Le présent décret abroge le décret numéro 1407 du 1er avril 1940 et tous ses amendements.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité conjoint existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XV. *Durée du décret.* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1957.

CHAPTER V

General provisions

XI. Any provision of an agreement under which the working conditions of an employee governed by the decree are less advantageous than those hereby determined is forbidden.

Any contract entered into between an employer and one or more employees on lump sum basis shall be null unless it be possible to prove that the amount of the said contract, after deduction of the cost of materials, is at least equal to the legal hourly wage rates of the employees concerned.

All contract with one or more employers for a work with individual piece considered null.

XII. The present decree does not affect in any way the rights acquired by the employees and the claims of the Parity Committee under the said previous decrees.

XIII. The present decree repeals the decree number 1407 of April 1st, 1940, as amended.

XIV. At the time of the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. This new committee succeeds to the former one and is vested with all the assets and rights of the said committee it also assumes all the liabilities of the former committee, under the said former decree.

XV. *Duration of the decree.*— The present decree remains effective until February 28th, 1957.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février 1957 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 mai 1955.

39993-0

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before February 28th, of the year 1957 or of any subsequent year.

Such a notice shall also be given to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 28th, 1955.

39993-0

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Agathe, comté de Terrebonne:

Route N° 30, Lachute, Ste-Agathe-des-Monts, St-Donat.

Une section de 420 pieds au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 15; une section de 758 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 16, 16-19, 16-18 et 16-17; une section de 348 pieds au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1B1, P. 1B2, et 17A2.

Dans la municipalité du canton de Launay, comté d'Abitibi-ouest:

Route N° 45, Senneterre, La Reine.

Une section de 2980 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 32A, 33A et 34A; une section de 2490 pieds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 34A, 35A et 36A; une section de 985 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 36A; une section de 1465 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 37 et 38.

Dans la municipalité du village de Lac-à-la-Croix, comté de Lac St-Jean:

Route des rangs I et sud.

Une section de 1330 pieds à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 20, 21, 51 et 52.

Dans la municipalité du canton de Sutton, comté de Brôme:

Chemin Valley.

Une section de 3753 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1202 et 1197 à 1204 inclusivement.

Québec, le 10 mai 1955.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

39941-0

Department of Roads

NOTICE

The Minister of Roads shall cease hereafter to maintain sections of roads hereinafter designated, as they have become useless for traffic purposes:

In the parish municipality of St. Agathe, county of Terrebonne:

Route No. 30, Lachute, St. Agathe-des-Monts, St. Donat.

A section of 420 feet to the southeast of the new road, on or facing lot No. P. 15; a section of 758 feet, east of the new road, on or facing lots Nos. P. 16, 16-19, 16-18 and 16-17; a section of 348 feet, southeast of the new road, on or facing lots Nos. 1B1, P. 1B2 and 17A2.

In the municipality of the township of Launay, county of Abitibi-west:

Route No. 45, Senneterre, La Reine.

A section of 2980 feet to the southwest of the new road, on or facing lots Nos. 32A, 33A and 34A; a section of 2490 feet, northeast of the new road, on or facing lots Nos. 34A, 35A and 36A; a section of 985 feet, southwest of the new road, on or facing lot No. 36A; a section of 1465 feet, north of the new road, on or facing lots Nos. 37 and 38.

In the village municipality of Lac-à-la-Croix, county of Lake St. John.

Route of range I and range south.

A section of 1330 feet, east of the new road, on or facing lots Nos. 20, 21, 51 and 52.

In the municipality of the township of Sutton, county of Brôme:

Valley road.

A section of 3753 feet, east of the new road, on or facing lots Nos. 1202 and 1197 to 1204, inclusive.

Quebec, May 10th, 1955.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

39941

Lettre patente

Monastère des Pauvres Clarisses de Lennoxville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques

Letter Patent

Monastère des Pauvres Clarisses de Lennoxville

Notice is hereby given that under the provisions of section 20, of the Roman Catholic

romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1955, constituant en corporation le "Monastère des Pauvres Clarisses de Lennoxville".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Lennoxville.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le vingt-quatre mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39984-o JEAN BRUCHÉSI.

Bishops' Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated May twelfth, 1955, constituting into corporation the "Monastère des Pauvres Clarisses de Lennoxville".

The head office of the above mentioned corporation is situate in the town of Lennoxville.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May twenty-fourth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39984 Under Secretary of the Province.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Flynn.....	Bernard.....	24	Percé.....	Séminaire de Gaspé.

Rimouski, ce 25 mai 1955 — Rimouski, May 25th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

39964-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Residence Residence	Collèges Colleges
Dubé.....	Antonio.....	27	Cabano.....	Université Laval.
Langlois.....	Maxime.....	25	Carleton sur Mer.	Université de Montréal.

Rimouski, ce 25 mai 1955 — Rimouski, May 25th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

39964-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1955 — Examinations of June, 1955

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Clément.....	Charles.....	25	Joliette.

Joliette, 16 mai 1955 — Joliette, May 16th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

39964-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT POUR L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gervais.....	André.....	22	Pointe-au-Pic.

Chicoutimi, le 18 mai 1955 — Chicoutimi, May 18th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
RICHARD DUFOUR,
Secretary of Saguenay Bar.

39964-o

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'EXAMEN D'ORDRE PRATIQUE — (4e année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF PRACTICAL ORDER — (4th year)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Asselin.....	Roger.....	28	Alma.
Desbiens.....	Louis.....	25	Notre-Dame d'Hébertville.
Dufour.....	Jacques.....	25	La Malbaie.
Tremblay.....	Jean-Hugues.....	25	Chicoutimi.

Chicoutimi, le 18 mai 1955 — Chicoutimi, May 18th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
RICHARD DUFOUR,
Secretary of Saguenay Bar.

39964-o

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors de la dernière assemblée générale du syndicat coopératif "Bonaventure Housing Co-operative Syndicate", tenue à Montréal, le 30 novembre 1954, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le trente et un mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39954-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notices:

Notice is hereby given that, at the last general meeting of the cooperative syndicate "Bonaventure Housing Co-operative Syndicate", held at Montreal, on November 30th, 1954, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up, and that the latter be dissolved, the whole pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act and the Winding-Up Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on the thirty-first day of March, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39954 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Birch Transfer & Storage Inc.", constituée au moyen de lettres patentes données en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 24ième jour de mars 1955, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 1377 boulevard Crémazie ouest, Montréal.

Daté à Montréal, le 20 mai 1955.

Le Président,
39955-o CLIFFORD RICHMOND DAVIES.

Head Offices

NOTICE

Notice is hereby given that "Birch Transfer & Storage Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the 24th day of March 1955, and having its head office in the city of Montreal has established its offices at 1377 Crémazie Boulevard west in the city of Montreal.

Dated at Montreal, P.Q., this 20th day of May 1955.

CLIFFORD RICHMOND DAVIES,
39955-o President.

AVIS

Avis est donné que "Fernand Gaudreau Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mars 1955, et ayant son siège social à Rouyn, a établi son bureau au numéro 207 de la rue Rhéaume est, dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Rouyn, ce 26 avril 1955.

39956-o Le Président,
FERNAND GAUDREAU.

NOTICE

Notice is hereby given that "Fernand Gaudreau Inc.", incorporated by letters patent on the 25th day of March 1955, and having its head office in Rouyn, has established its office at 207 Rhéaume Street east, therein.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Rouyn, this 26th day of April, 1955.

39956-o FERNAND GAUDREAU,
President.

Avis est donné que la compagnie "Le Prêt Hypothécaire" constituée en corporation par la loi 4 Geo. V, Chap. 117, et ayant son bureau-chef dans la cité de Québec, a établi son bureau au N° 376 est rue du Roi, Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Donné à Québec, ce 9 mai 1955.

39957-o Le Secrétaire,
J.-Ad. GINGRAS.

Notice is hereby given that the company "Le Prêt Hypothécaire" constituted in corporation by Act 4, Geo. V, chapter 117, and having its head office in the city of Québec, has established its office at No. 376 est, rue du Roi, Québec city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this 9th day of May, 1955.

39957-o J.-Ad. GINGRAS,
Secretary.

MARC-O PRODUCTS LTD

Avis de changement du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Marc-O Products Ltd", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juillet 1950 et ayant son siège social en la cité des Trois-Rivières, où, jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 1889 rue Royal, l'a transporté à 695 boulevard Ste-Catherine, paroisse de Trois-Rivières.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Trois-Rivières, 14 mars 1955.

39958 Le Président,
JEAN-PAUL MARCOUX.

MARC-O PRODUCTS LTD

Notice of change of the Head Office

Notice is hereby given that "Marc-O Products Ltd", a company incorporated by letters patent dated July 5th, 1950 and having its head office in the city of Trois-Rivières, where its office was situated up to to-day at 1889, Royal Street, has moved it to 695 St-Catherine Blvd, parish of Trois-Rivières.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Trois-Rivières, March 14th, 1955.

39958-o JEAN-PAUL MARCOUX,
President.

AVIS

Avis est donné que la compagnie Granby Builders' Supplies Ltd., constituée en corporation par lettres patentes, en date du 23 octobre 1954, ayant son principal bureau sur la route rurale N° 4, chemin St-Paul d'Abbotsford, dans le canton de Granby, à un endroit où il n'y a point de numéro civique.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 17 mai 1955.

39963-o Le Président,
GEORGES BELAND.

NOTICE

Notice is hereby given that the company Granby Builders' Supplies Ltd., incorporated by letters patent dated October 23rd, 1954, having its head office on rural route No. 4, St-Paul d'Abbotsford Road, in the township of Granby, at a place where there is no civic number.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Granby, this 17th day of May, 1955.

39963 GEORGES BELAND,
President.

Canada — Province de Québec
District de St-François

OUTILLAGE & MACHINERIE MÉGANTIC INC.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Outillage & Machinerie Mégantic Inc.", constituée en corporation par lettres patentes accordées le vingt-huitième jour de décembre 1954 et enregistrées le 25 janvier 1955, a établi

Canada — Province of Quebec,
District of St. Francis

OUTILLAGE & MACHINERIE MÉGANTIC INC.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Outillage & Machinerie Mégantic Inc.", constituted as a corporation by letters patent issued the twenty-eighth day of December 1954 and registered on January 25th, 1955, has established

son bureau principal à Lac-Mégantic, comté de Frontenac.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec, ce vingt-neuvième jour de décembre 1954.

39985-o Le Secrétaire,
GEORGES BRASSARD.

its office at Lake Mégantic, county of Frontenac.

As from the date of this notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Quebec, this twenty-ninth day of December, 1954.

39985 GEORGES BRASSARD,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec
—
IVRY-SUR-LE-LAC
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Pellerin, secrétaire-trésorier, C.P. 300, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 7.30 heures p.m., jeudi, le 16 juin 1955, pour l'achat de \$22,000.00 d'obligations de Ivry-sur-la-Lac, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 52 — Travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$22,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1956.....	x\$7,500.00
1er juin 1957.....	x 2,000.00
1er juin 1958.....	x 2,000.00
1er juin 1959.....	500.00
1er juin 1960.....	500.00
1er juin 1961.....	500.00
1er juin 1962.....	1,000.00
1er juin 1963.....	1,000.00
1er juin 1964.....	1,000.00
1er juin 1965.....	1,000.00
1er juin 1966.....	1,000.00
1er juin 1967.....	1,000.00
1er juin 1968.....	1,000.00
1er juin 1969.....	1,000.00
1er juin 1970.....	1,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$10,200, accordé par le Département de la Voirie et payable en trois versements dont le premier de \$7,200 et les deux autres de \$1,500 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec,

Tenders

Province of Quebec
—
IVRY-SUR-LE-LAC
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Pellerin, Secretary-Treasurer, P.B. 300, St. Agathe des Monts, County of Terrebonne, until 7.30 o'clock p.m., Thursday, June 16th, 1955 for the purchase of an issue of \$22,000.00 of bonds of Ivry-sur-la-Lac, county of Terrebonne, dated June 1st, 1955 and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 52 — Road labour.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$22,000.00 — 15 years

Year	Capital
June 1st, 1956.....	x\$7,500.00
June 1st, 1957.....	x 2,000.00
June 1st, 1958.....	x 2,000.00
June 1st, 1959.....	500.00
June 1st, 1960.....	500.00
June 1st, 1961.....	500.00
June 1st, 1962.....	1,000.00
June 1st, 1963.....	1,000.00
June 1st, 1964.....	1,000.00
June 1st, 1965.....	1,000.00
June 1st, 1966.....	1,000.00
June 1st, 1967.....	1,000.00
June 1st, 1968.....	1,000.00
June 1st, 1969.....	1,000.00
June 1st, 1970.....	1,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$10,200 granted by the Department of Roads and payable in three instalments of which the first is of \$7,200 and the two others of \$1,500 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941.

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 16 juin 1955, à 7.30 p.m., en la salle municipale d'Ivry-Nord, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ivry-sur-le-Lac, (Comté de Terrebonne), ce 24 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS PELLERIN.

C.P. 300,
Ste-Agathe-des-Monts,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 39997-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES
POUR LA CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Lindor Tétreault, N.P., secrétaire-trésorier, B.P. 487, 12 St-Antoine Sud, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 13 juin 1955, pour l'achat de \$130,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 15 mars 1955 — Agrandissement de l'école St-Benoît.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$130,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1956.....	x \$15,500.00
1er mai 1957.....	x 16,000.00
1er mai 1958.....	x 17,000.00
1er mai 1959.....	x 17,500.00
1er mai 1960.....	3,000.00
1er mai 1961.....	3,000.00
1er mai 1962.....	3,000.00
1er mai 1963.....	3,000.00
1er mai 1964.....	3,500.00
1er mai 1965.....	3,500.00
1er mai 1966.....	3,500.00
1er mai 1967.....	4,000.00
1er mai 1968.....	4,000.00
1er mai 1969.....	4,000.00
1er mai 1970.....	4,500.00
1er mai 1971.....	4,500.00
1er mai 1972.....	5,000.00
1er mai 1973.....	5,000.00
1er mai 1974.....	5,000.00
1er mai 1975.....	5,500.00

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, June 16th, 1955, at 7.30 o'clock p.m., in the Municipal Hall of Ivry-North, county of Terrebonne.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ivry-sur-le-Lac (County of Terrebonne), this May 24th, 1955:

LOUIS PELLERIN,
Secretary-Treasurer.

P.B. 300,
Ste-Agathe-des-Monts,
(County of Terrebonne), P.Q. 39997

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR
THE CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétreault, N.P., Secretary-Treasurer, P.B. 487, 12 St. St. Antoine South, Granby, county of Shefford, until 8 o'clock p.m., Monday, June 13rd, 1955 for the purchase of an issue of \$130,000.00 of bonds of the catholic school commissioners for the city of Granby, county of Shefford, dated May 1st, 1955 and redeemable serially from May 1st, 1956 to May 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated March 15th, 1955 — Extension to St. Benoit School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$130,000.00 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1956.....	x \$15,500.00
May 1st, 1957.....	x 16,000.00
May 1st, 1958.....	x 17,000.00
May 1st, 1959.....	x 17,500.00
May 1st, 1960.....	3,000.00
May 1st, 1961.....	3,000.00
May 1st, 1962.....	3,000.00
May 1st, 1963.....	3,000.00
May 1st, 1964.....	3,500.00
May 1st, 1965.....	3,500.00
May 1st, 1966.....	3,500.00
May 1st, 1967.....	4,000.00
May 1st, 1968.....	4,000.00
May 1st, 1969.....	4,000.00
May 1st, 1970.....	4,500.00
May 1st, 1971.....	4,500.00
May 1st, 1972.....	5,000.00
May 1st, 1973.....	5,000.00
May 1st, 1974.....	5,000.00
May 1st, 1975.....	5,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$61,800, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$15,450 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 13 juin 1955, à 8 heures p.m., en l'école du Christ-Roi, rue Court, Granby, comté de Shefford.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 24 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,

LINDOR TÉTREAULT, N.P.,

B.P. 487, 12 St-Antoine Sud, Granby, (Comté de Shefford), P. Q. 39995-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$61,800 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$15,450 each, from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Granby, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 13rd, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Christ Roi School, Court Street, Granby, county of Shefford.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), this May 24th, 1955.

LINDOR TÉTREAULT, N.P.,

Secretary-Treasurer.

P.B. 487, 12 St. Antoine South, Granby, (County of Shefford), P. Q. 39995

Province de Québec

CITÉ DE ST-LAURENT

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, A. Limoges, greffier, Hôtel de Ville, 1390 rue de l'Église, Cité de St-Laurent, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 13 juin 1955, pour l'achat de \$2,400,000.00 d'obligations de la cité de St-Laurent, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 255 — \$330,000.00 — Construction d'ateliers et garages municipaux; et règlement d'emprunt N° 259 — \$2,070,000.00 — Travaux d'aqueduc, d'égouts, pavages, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$2,400,000.00—20 ans

Année	Capital
1er juin 1956	\$ 77,000.00
1er juin 1957	80,000.00
1er juin 1958	83,000.00
1er juin 1959	87,000.00
1er juin 1960	92,000.00
1er juin 1961	95,000.00
1er juin 1962	100,000.00

Province of Quebec

CITY OF ST-LAURENT

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A. Limoges, clerk, City Hall, 1390 Church Street, City of St-Laurent, until 8 o'clock p.m., Monday, June 13, 1955, for the purchase of an issue of \$2,400,000 of bonds of the city of St-Laurent, dated June 1st, 1955, and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, No. 255—\$330,000.00—Erection of workshops and municipal garages; and loan by-law No. 259 — \$2,070,000.00 — Waterworks, sewers, paving, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from July 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$2,400,000.00—20 years

Year	Capital
June 1st, 1956	\$ 77,000.00
June 1st, 1957	80,000.00
June 1st, 1958	83,000.00
June 1st, 1959	87,000.00
June 1st, 1960	92,000.00
June 1st, 1961	95,000.00
June 1st, 1962	100,000.00

1er juin 1963	104,000.00	June 1st, 1963	104,000.00
1er juin 1964	109,000.00	June 1st, 1964	109,000.00
1er juin 1965	114,000.00	June 1st, 1965	114,000.00
1er juin 1966	118,000.00	June 1st, 1966	118,000.00
1er juin 1967	124,000.00	June 1st, 1967	124,000.00
1er juin 1968	130,000.00	June 1st, 1968	130,000.00
1er juin 1969	136,000.00	June 1st, 1969	136,000.00
1er juin 1970	142,000.00	June 1st, 1970	142,000.00
1er juin 1971	148,000.00	June 1st, 1971	148,000.00
1er juin 1972	155,000.00	June 1st, 1972	155,000.00
1er juin 1973	161,000.00	June 1st, 1973	161,000.00
1er juin 1974	169,000.00	June 1st, 1974	169,000.00
1er juin 1975	176,000.00	June 1st, 1975	176,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Laurent.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'à la succursale de la même banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 juin 1955, à 8 heures p.m., en l'école Beaudet, St-Laurent.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de St-Laurent, ce 25 mai 1955.

Le Greffier,
A. LIMOGES.

Hôtel de Ville, 1390 rue de l'Église,
Cité de St-Laurent, P.Q. 39996-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Laurent.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the branch of the same bank at Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, June 13, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Beaudet School, St-Laurent.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

City of St-Laurent, May 25th, 1955.

A. LIMOGES,
Clerk.

City Hall, 1390, Church Street,
City of St-Laurent, P.Q. 39996

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-HILAIRE
(Comté de Rouville)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-E.-M. Desrochers, secrétaire-trésorier, village de St-Hilaire, comté de Rouville, jusqu'à 8 heures p.m., samedi, le 18 juin 1955, pour l'achat de \$104,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 30 avril 1955 — Construction d'une école élémentaire complémentaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
VILLAGE MUNICIPALITY OF ST. HILAIRE
(County of Rouville)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-E.-M. Desrochers, secretary-Treasurer, village of St. Hilaire, county of Rouville, until 8 o'clock p.m., Saturday, June 18, 1955, for the purchase of an issue of \$104,000.00 of bonds of the School Commissioners for the village municipality of St. Hilaire, County of Rouville, dated June 1st., 1955, and redeemable serially from June 1st., 1956 to June 1st., 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st. and December 1st. of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated April 30, 1955 — Erection of an elementary-secondary school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from July 1st. 1955.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$104,000.00—20 ans Table of redemption — \$104,000.00 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er juin 1956	x\$23,500.00	June 1st, 1956	x\$23,500.00
1er juin 1957	x 24,500.00	June 1st, 1957	x 24,500.00
1er juin 1958	2,000.00	June 1st, 1958	2,000.00
1er juin 1959	2,000.00	June 1st, 1959	2,000.00
1er juin 1960	2,500.00	June 1st, 1960	2,500.00
1er juin 1961	2,500.00	June 1st, 1961	2,500.00
1er juin 1962	2,500.00	June 1st, 1962	2,500.00
1er juin 1963	2,500.00	June 1st, 1963	2,500.00
1er juin 1964	2,500.00	June 1st, 1964	2,500.00
1er juin 1965	3,000.00	June 1st, 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00	June 1st, 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,000.00	June 1st, 1967	3,000.00
1er juin 1968	3,500.00	June 1st, 1968	3,500.00
1er juin 1969	3,500.00	June 1st, 1969	3,500.00
1er juin 1970	3,500.00	June 1st, 1970	3,500.00
1er juin 1971	3,500.00	June 1st, 1971	3,500.00
1er juin 1972	4,000.00	June 1st, 1972	4,000.00
1er juin 1973	4,000.00	June 1st, 1973	4,000.00
1er juin 1974	4,000.00	June 1st, 1974	4,000.00
1er juin 1975	4,500.00	June 1st, 1975	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$46,750.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$23,375.00 chacun, en 1956 et 1957, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Belœil, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Belœil, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue samedi, le 18 juin 1955, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, St-Hilaire, comté de Rouville.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 25 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E.-M. DESROCHERS,

Village de St-Hilaire,
(Comté de Rouville), P.Q. 39998-0

Province de Québec

VILLE DE DONNACONA
(Comté de Portneuf)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, O. Pépin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 285 rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, jusqu'à 7 heures p.m., mardi, le 14

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$46,750.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$23,375.00 each, 1956 and 1957, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Belœil, County of Verchères.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Belœil, County of Verchères.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Saturday, June 18, 1955, at 8 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, St. Hilaire, County of Rouville.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Hilaire (County of Rouville), this May 25, 1955.

J.-E.-M. DESROCHERS,
Secretary-Treasurer.

Village of St. Hilaire,
(County of Rouville), P.Q. 39998

Province of Quebec

TOWN OF DONNACONA
(County of Portneuf)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned O. Pépin, Secretary-Treasurer, town Hall, 285 Notre-Dame Street, Donnacona, county of Portneuf, until 7 o'clock p.m., Tuesday, June 14th, 1955, for the purchase of

juin 1955, pour l'achat de \$25,000.00 d'obligations de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, datées du 1er juillet 1955 et remboursables par séries du 1er juillet 1956 au 1er juillet 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 182 — Travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$25,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1956.....	\$1,000.00
1er juillet 1957.....	1,000.00
1er juillet 1958.....	1,000.00
1er juillet 1959.....	1,000.00
1er juillet 1960.....	1,000.00
1er juillet 1961.....	1,000.00
1er juillet 1962.....	1,000.00
1er juillet 1963.....	1,000.00
1er juillet 1964.....	1,000.00
1er juillet 1965.....	1,000.00
1er juillet 1966.....	1,500.00
1er juillet 1967.....	1,500.00
1er juillet 1968.....	1,500.00
1er juillet 1969.....	1,500.00
1er juillet 1970.....	1,500.00
1er juillet 1971.....	1,500.00
1er juillet 1972.....	1,500.00
1er juillet 1973.....	1,500.00
1er juillet 1974.....	1,500.00
1er juillet 1975.....	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Donnacona, comté de Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Donnacona, comté de Portneuf.

Lesdits obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 juin 1955, à 7 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 285 rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donnacona, (Comté de Portneuf), ce 24 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
O. PÉPIN.

Hôtel de Ville, 285 rue Notre-Dame,
Donnacona, (Comté de Portneuf), P.Q.

an issue of \$25,000.00 of bonds of the town of Donnacona, county of Portneuf, dated July 1st, 1955, and redeemable serially from July 1st, 1956 to July 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 182 — Work on roads.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from July 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$25,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1956.....	\$1,000.00
July 1st, 1957.....	1,000.00
July 1st, 1958.....	1,000.00
July 1st, 1959.....	1,000.00
July 1st, 1960.....	1,000.00
July 1st, 1961.....	1,000.00
July 1st, 1962.....	1,000.00
July 1st, 1963.....	1,000.00
July 1st, 1964.....	1,000.00
July 1st, 1965.....	1,000.00
July 1st, 1966.....	1,500.00
July 1st, 1967.....	1,500.00
July 1st, 1968.....	1,500.00
July 1st, 1969.....	1,500.00
July 1st, 1970.....	1,500.00
July 1st, 1971.....	1,500.00
July 1st, 1972.....	1,500.00
July 1st, 1973.....	1,500.00
July 1st, 1974.....	1,500.00
July 1st, 1975.....	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Donnacona, county of Portneuf.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Donnacona, county of Portneuf.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, June 14th, 1955, at 7 o'clock p.m., at the Town Hall, 285 Notre-Dame Street, Donnacona, county of Portneuf.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Donnacona, (County of Portneuf), May 24th, 1955.

O. PÉPIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 285 Notre-Dame Street,
Donnacona, (County of Portneuf), P. Q.

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Montréal, N° 273 (1954), Cour Supérieure, en faillite. In re: Louis Rosito, failli; et Yvan Masse et Maurice R. Ouellette, syndics.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Registraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 29 mars 1955, sera vendu par encan public, avec l'effet du décret, à la Chambre 219, au Nouveau Palais de Justice, à Montréal, le MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1955, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

"Un emplacement ayant front sur l'avenue Stuart, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant ledit numéro quarante-et-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent trente-quatre (634-41) au cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, mesurant une largeur de vingt-cinq pieds sur une profondeur de soixante-dix pieds (25' x 70'), mesure anglaise plus ou moins; tel que le tout se trouve actuellement avec la bâtisse y dessus érigée portant le numéro civique 6949 avenue Stuart, circonstances et dépendances."

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser aux soussignés.

Les Syndics-conjoints,

YVAN MASSE &
MAURICE R. OUELLETTE.

57 ouest, rue St-Jacques, 39870-19-2-0
Montréal, P.Q.

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, N° 194 (1955), "En matière de faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Rosaire Desnoyers, St-Hyacinthe, P. Q. débiteur, & Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation:

Un immeuble situé en la cité de St-Hyacinthe, ayant front sur la rue Notre-Dame, côté sud-ouest de la contenance de quarante et un pieds et demi (41½) de largeur, par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hyacinthe, comme étant partie du lot quatre cent vingt et un et partie du terrain non cadastré réservé pour l'ancienne rue Hoffman, située entre les lots 421 et 423 dudit cadastre (Ptie N° 421 & rue Hoffman); limité au front par la rue Notre-Dame, en profondeur à partie du lot 420 et de la rue Hoffman, d'un côté au sud-ouest à partie du lot N° 421 appartenant à Léo Desrosiers, et de l'autre côté à partie de la rue Hoffman restant au vendeur;

Avec bâtisses servant d'épicerie, circonstances et dépendances.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal (En faillite) rendu le 4 mai 1955, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret à la porte de l'église Notre-Dame-du-Rosaire, à St-Hyacinthe, MARDI le VINGT-HUIT JUIN 1955, à ONZE heures de l'avant-

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 273 (1954), Superior Court in Bankruptcy, In re: Louis Rosito, bankrupt; and Yvan Masse and Maurice R. Ouellette, trustees.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Court, district of Montreal rendered under date of March the 29th 1955, will be sold by public auction, with the effect of a sheriff's sale, at the New Court House, Room 219, at Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-NINTH day of JUNE 1955, at TEN o'clock in the forenoon, the immovables herein-after designated:

"An emplacement fronting on Stuart Avenue in the city of Montreal, known and designated as being subdivision lot number forty-one of original lot number six hundred and thirty-four (634-41) of the Official Plan and Book of Reference of the parish of St. Laurent, measuring 25 feet in width by 70 feet in depth (25' x 70'), English Measure, more or less, together with the house thereon erected bearing civic number 6949 Stuart Avenue, Montreal and Appurtenances."

For conditions of sale and other information apply to the undersigned.

YVAN MASSE &
MAURICE R. OUELLETTE,
Joint-Trustees.

57 St. James Street West, 39870-19-2-0
Montreal, P.Q.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 194 (1955) "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Rosaire Desnoyers, St. Hyacinthe, P. Q. debtor, & Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description:

An immovable situated in the city of St. Hyacinthe, fronting Notre Dame Street, south-westerly side containing forty-one feet and a half (41½) in width by eighty-five feet in depth, all in English measure, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Hyacinthe, as being part of lot four hundred and twenty-one and part of the unregistered and reserved land for the former Hoffman Street, situated between lots 421 and 423 of said cadastre (P. No. 421 & Hoffman Street) bounded to the front by Notre Dame Street, in depth by a part of lot 420 and Hoffman Street, on one side, southwesterly, by a part of lot No. 421 belonging to Léo Desrosiers, and on the other side by that part of Hoffman Street remaining to the vendor;

With a building used as a grocer's shop, circumstances and dependencies.

Shall be sold in accordance with a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy) rendered May 4th, 1955, by public auction according to law, and the said sale shall be equivalent to a sale by Sheriff, at the door of the church of Notre Dame du Rosaire, at St. Hyacinthe, TUESDAY the

midi, heure avancée de l'est.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté; à Montréal, le 12 mai 1955.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics
4 Notre-Dame, est, Montréal.
39923-20-2-o

TWENTY-EIGHTH day of JUNE 1955, at ELEVEN o'clock in the afternoon, Eastern Daylight Saving Time.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% according to law.

For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, May 12th, 1955.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office:

Perras & Perras, Trustees,
4 Notre Dame Street, East, Montreal.
39923-20-2

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure (en matière de faillite) Dans l'affaire de la faillite de: Léon Maurice Gagnon et Gérard Gagnon, tant personnellement que membres de la société "Gagnon Industriel Eng" manufacturiers de portes et châssis. 5 rue Sirois, Bagotville, P.Q. débiteur.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) In the matter of the Bankruptcy of: Léon Maurice Gagnon and Gérard Gagnon, as such personally as members of the association "Gagnon Industriel Eng" manufacturers of doors and windows, 5 Sirois Street, Bagotville, P.Q. Debtors.

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le 30 JUNE 1955 à 2½ hres de l'après-midi sera vendu par encan public, à la porte de l'Église de la paroisse de St-Marc de Bagotville, Cté Chicoutimi, l'immeuble, ci-après décrit savoir:

Notice is hereby given that: on THURSDAY, JUNE 30, 1955 at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction at the church door of the parish of St-Marc of Bagotville, Co. Chicoutimi, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item "A": 1° Un terrain ou emplacement mesurant environ soixante et six pieds de largeur sur une profondeur de cent quatre-vingt-dix-huit pieds environ, formé du lot numéro deux cent quarante-quatre (244), au cadastre officiel du village de Bagotville, borné et compris dans les limites suivantes: en front, vers le sud de la rue Bagot, en arrière; vers le nord, au terrain en deuxième lieu et ci-après décrit; d'un côté, vers l'ouest, au lot cadastral numéro deux cent quarante-cinq appartenant aux représentants d'Émile Bouchard et de l'autre côté, vers l'est, au lot cadastral numéro deux cent quarante-trois possédé par M. Edmond Gagnon, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances:

Item "A" 1. A lot of land or emplacement measuring about sixty-six feet in width by a depth of about one hundred and ninety-eight feet, formed by lot number two hundred and forty-four (244), on the official cadastre of the village of Bagotville, bounded and comprised within the following limits: in front, on the south, by Bagot Street, in rear; on the north, by the land hereinafter described in the second paragraph; on one side, on the west, by the cadastral lot number two hundred and forty-five belonging to representatives of Émile Bouchard and on the other side, on the east, by cadastral lot number two hundred and forty-three, owned by Mr. Edmond Gagnon, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies:

2° Un terrain ou emplacement mesurant cent seize pieds de front ou de largeur sur la rue Durham, du sud au nord sur une profondeur d'environ deux cents pieds, de l'ouest à l'est, formant partie du lot numéro deux cent cinquante-quatre (254), au cadastre officiel du village de Bagotville, borné et compris dans les limites suivantes: en front, vers l'ouest, ou il mesure cent seize pieds, au prolongement vers le nord de la rue St-Jean; en arrière: vers l'est, au terrain ou emplacement appartenant respectivement à l'abbé Raoul Tremblay, aux droits de Johnny Gagné, et à celui des représentants ou ayants droit d'Edmond Simard, d'un côté, vers le nord, au terrain appartenant à M. Joseph Perron, et de l'autre côté, vers le sud, aux lots cadastraux deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq et deux cent quarante-six, (244, 245 et 246), appartenant respectivement à M. Ludger Girard, à Madame Patrick Fortin, à M. Edmond Bouchard, et aux acquéreurs, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. A plot of land or emplacement measuring one hundred and sixteen feet in front or in width on Durham Street, from south to north upon a depth of about two hundred feet, from west to east, forming part of lot number two hundred and fifty-four (254), of the official cadastre of the village of Bagotville, bounded and comprised within the following limits: in front, on the west, where it measures one hundred and sixteen feet, by the prolongation on the north of St-John Street; in rear, on the east, by the plot of land or emplacement belonging respectively to Father Raoul Tremblay, by the rights of Johnny Gagné, and to that of the representatives or those having right thereto of Edmond Simard, on one side on the north, by the land belonging to Mr. Joseph Perron, and on the other side, on the south, by the cadastral lots two hundred and forty-four, two hundred and forty-five and two hundred and forty-six (244, 245 and 246), belonging respectively to Mr. Ludger Girard, to Mrs. Patrick Fortin, to Mr. Edmond Bouchard, and to the purchasers, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives.

As the whole now stands, with active and passive servitudes.

L'Item "A" sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister.

Item "A" shall be offered for sale and adjudged to the highest and last bidder, with ground rents which may exist.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette Vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A, du code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite, 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif et faite conformément à un jugement rendu par Me. Léonidas Gagné, C.R. Régistrare des Faillites.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 25 mai 1955.

Les Syndics,
JOSEPH MARMETTE &
PIERRE E. LABERGE.

111 Côte de la Montagne, Québec et 369
39992-21-2-o Est-Racine, Chicoutimi.

Titles and certificate may be examined at all times at the offices of the undersigned.

This sale is carried out in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also with section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by Sheriff, and in conformity with judgment rendered by Mr Léonidas Gagné, Q.C., Registrar for Bankruptcy.

Conditions of payment: cash.
Quebec, May 25, 1955.

JOSEPH MARMETTE &
PIERRE E. LABERGE,
Trustees.

111 Mountain Hill, Quebec and 369
39992-21-2 Racine Street-East-Chicoutimi.

Vente par licitation

Avis est donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 12^e jour de mai, 1955, dans une cause dans laquelle Dame Rose Godin, épouse contractuellement séparée de biens d'Armand Gervais, dentiste, tous deux d'Outremont, dans le district de Montréal, et ce dernier, partie aux présentes pour y autoriser à ester en justice aux fins des présentes et l'y autorisant de fait, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: (a) la moitié sud du lot numéro cent soixante-sept (N° 167) du cadastre officiel de la ville de St-Jean, contenant trente-six pieds de largeur sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, avec maison dessus construites, bornée, à l'est, par la rue Champlain, au nord, par la partie nord dudit lot, appartenant à J. E. Gagnon, à l'ouest, par le lot numéro cent soixante-cinq dudit cadastre et, au sud, par la partie sous-décrite du lot numéro cent soixante-deux du même cadastre, et (b) la moitié nord du lot numéro cent soixante-deux (N° 162) du cadastre officiel de la ville de St-Jean, contenant trente-six pieds de largeur sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, bornée, à l'est, par la rue Champlain, au nord, par la partie sus-désignée dudit lot numéro cent soixante-sept, au sud, par la partie sud dudit lot numéro cent soixante-deux, appartenant à Dame J. S. Filion, et, à l'ouest, par le lot numéro cent soixante-quatre dudit cadastre; le tout, pour être vendu en bloc; les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN, 1955, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée (11hres. a.m.), Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Saint-Jean district d'Iberville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sale by Licitation

Notice is hereby given that according to a judgment of the Superior Court sitting in Saint-Jean, in the district of Iberville, on the 12th day of May, 1955, in a case in which Dame Rose Godin, wife separated as to property by marriage contract, of Armand Gervais, dentist, both of Outremont, in the district of Montreal, and the said Armand Gervais, being party in the case to authorize his wife, the plaintiff "à ester en justice" and authorizing her in fact, the licitation of certain immoveables described as follows, has been ordered, to wit: (a) the southern half of lot number one hundred and sixty seven (No. 167) of the official cadaster of the town of Saint-Jean, measuring thirty-six feet in width by one hundred and forty-four feet in depth, with a house thereon erected, bounded to the east by Champlain street, to the north, by the northern part of the said lot, being the property of J. E. Gagnon, to the west, by lot number one hundred and sixty-five of the said cadaster and, to the south, by the part hereinafter described, of lot number one hundred and sixty-two of the same cadaster, and (b) the northern half of lot one hundred and sixty-two of the official cadaster of the town of Saint-Jean, measuring thirty-six feet in width by one hundred and forty-four feet in depth, bounded to the east by Champlain street, to the north by the part hereinabove described of the said lot number one hundred and sixty-seven, to the south, by the southern part of the said lot number one hundred sixty-two, belonging to Mrs J. S. Filion and to the west by lot number one hundred and sixty-four of the said cadaster; the whole to be sold in bloc; the immoveables hereinabove described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-NINTH day of JUNE 1955, at ELEVEN o'clock of the forenoon, advanced time, in open court, in the audience-chamber of the Court House, in Saint-Jean, district of Iberville, according to the charges, clauses and conditions specified in the list of charges filed at the prothonatary's office of the said Court and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw made to the said licitation, shall be filed at the prothonatary's office of the said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication and that any opposition for payment shall be filed within six days after the sale; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays prescribed by the present

Saint-Jean, le 24 mai 1955.
Les avocats de la demanderesse,
39966-21-2-o CARTIER & CARTIER.

notice, the said parties shall be foreclosed, as of
right, so to do.
Saint-Jean, May 24th, 1955.
CARTIER & CARTIER,
39966-21-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LÉVIS

CITY OF LEVIS

Avis public est par le présent donné que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le VINGT JUIN, mil neuf cent cinquante-cinq (20 juin 1955) en la Salle du Conseil de l'Hôtel de Ville de Lévis, P.Q., pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, générales et spéciales, des intérêts et des frais encourus, savoir:

Public notice is hereby given that the immoveables hereinunder described shall be sold by public auction at TEN o'clock in the forenoon, MONDAY, the TWENTIETH day of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-five (June 20th, 1955) in the Council-room of the City Hall of Levis, P.Q., in payment of municipal, school, general and special taxes, plus interest and costs incurred, to wit:

1. Succession David Rouleau: Un lot vacant connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-et-onze (371) du Cadastre officiel pour le quartier St-Laurent de la Cité de Lévis.

1. Estate David Rouleau: A vacant lot known and designated under number three hundred and seventy-one (371) of the official cadastre for St-Lawrence Ward of the City of Levis.

2. Monsieur Émile Chamberland: a) La moitié sud-ouest d'un emplacement situé en la Cité de Lévis, quartier St-Laurent, au sud de la rue St-Laurent, contenant vingt-sept (27) pieds de terre de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis ladite rue à aller à la cime du cap, joignant d'un côté à l'est à Achille Lacroix, du côté ouest au lot 78-1 connu comme étant le lot numéro Un, subdivision du lot numéro soixante-et-dix-sept (77-1) au livre de renvoi de revision, en date du 29 juillet 1950, du cadastre officiel du quartier St-Laurent de la Cité de Lévis.

2. Mr. Émile Chamberland: a) The southwest half of an emplacement situate in the City of Levis, St-Lawrence Ward, south of St-Lawrence Street, containing twenty-seven (27) feet of land in front upon the depth which may be found from the said street to the summit of the cape, joining on one side on the east by Achille Lacroix, on the west side by lot 78-1 known as being lot number one, subdivision of lot number seventy-seven (77-1) in the revision book of reference, dated July 29th, 1950, of the official cadastre of St-Lawrence Ward of the City of Levis.

b) Un lot de terre ou emplacement connu comme étant le lot numéro Un subdivision du lot originaire numéro soixante-et-dix-huit (78-1) au livre de renvoi de revision, en date du 29 juillet 1950, au cadastre officiel du quartier St-Laurent, Cité de Lévis, avec le droit de passage en commun avec les représentants David O'Brien, possédant le lot numéro soixante-dix-neuf dudit cadastre, lequel passage se trouve entre les lots soixante-dix-huit et soixante-dix-neuf dudit cadastre, acquis de Édouard Roberge devant Léon Roy, notaire le 14 août 1884, enregistré à Lévis sous le numéro 26.785.

b) A lot of land or emplacement known as being lot number one subdivision of the original lot number seventy-eight (78-1) in the revision book of reference dated July 29th, 1950, of the official cadastre of St-Lawrence Ward, City of Levis, with right-of-way in common with the representatives of David O'Brien, possessing lot number seventy-nine of the said cadastre, which passage is to be found between lots seventy-eight and seventy-nine of the said cadastre, purchased from Édouard Roberge before Léon Roy Notary, on August 14th, 1884, registered at Levis under number 26.785.

c) Un certain morceau de terre étant situé en la ville de Lévis, comté de Lévis, et étant connu et désigné comme étant le lot numéro deux, subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt (80-2) au livre de renvoi de revision en date du 29 juillet 1950, au cadastre officiel du quartier St-Laurent en la Cité de Lévis.

c) A certain piece of land situate in the town of Levis, county of Levis, and being known and designated as being the lot number two, subdivision of the original lot number eighty (80-2) in the revision book, dated July 29, 1950, of the official cadastre of St-Lawrence Ward in the City of Levis.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Donné à Lévis, ce vingt-cinquième jour de mai mil neuf cent cinquante-cinq.

Given at Levis, this twenty-fifth day of May, one thousand nine hundred and fifty-five.

Le Greffier,
39986-21-2-o PIERRE LEMIEUX, Notaire.

PIERRE LEMIEUX, Notary,
39986-21-2 Clerk.

Province de Québec — District de Saguenay

Province of Quebec — District of Saguenay

MUNICIPALITÉ DES ESCOUMAINS

MUNICIPALITY OF ESCOUMAINS

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du dix-huit mai 1955, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the eighteenth day of May 1955, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act

de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité des Escoumains et aux commissaires d'écoles pour la municipalité des Escoumains, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, aux Escoumains, dans la salle du Conseil, le VINGT-ET-UN JUIN 1955, à MIDI.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales échues avant le 31 décembre 1953 et les taxes scolaires échues avant le 30 juin 1954, auront été payées, avec intérêts et frais, avant le moment de la vente.

1. Omer Brisson — Le lot 31-A, rang 1, sous billet de location.

2. Mme Vve Édouard Boucher, Paul, Gaston, Gilbert & Raymond Boucher — a) Le lot 15-A-13, rang 1, sauf à distraire les terrains vendus à Gérard Martel, Herménégilde Bouchard et Robert Harvey, suivant actes dûment enregistrés.

b) Le lot 14-J-23, rang 1.

c) Le lot 14-J-16, sauf à distraire le terrain vendu à Gilbert Mansour, suivant acte enregistré par dépôt le 14 août 1952.

3. Arthur Dubé — Le lot 11-A-11, rang 1.

4. Georges Dufour — Le lot 10-A-1, rang 1.

5. Succession Alfred Boulianne — a) Le lot A-2-20, rang A. b) Le lot 9, rang A.

6. Émilien Beaulieu — Le lot 16-B-3, rang 1.

Les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus sont du cadastre officiel du Canton Escoumains.

Lesdits immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné aux Escoumains, ce 24^{ième} jour de mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉON TREMBLAY.

39987-21-2-0

Province de Québec

ILES-DE-LA-MADELEINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné, F. A. Painchaud, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté des Îles-de-la-Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice à Havre-Aubert, MERCREDI, le SIXIÈME jour de JUILLET 1955, à DIX heures a.m. pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUBERT EST

Comme appartenant à William A. Chiasson & al. ou semblant leur appartenir, trois lots de terre connus au cadastre de l'Île Amherst, comme suit: Partie du lot N° 141 contenant 2-1-12, le lot 143-H contenant 0-2-16 et le lot N° 140 contenant 4-0-0, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$6.64; taxes scolaires \$12.90.

(R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder described, in payment of tax arrears owing to the municipality of Escoumains and School Commissioners for the municipality of Escoumains, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction, at Escoumains, in the Council-room, the TWENTY-FIRST day of JUNE 1955, at NOON.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes due prior to December 31st, 1953 and the school taxes due prior to June 30th, 1954, shall have been paid, with interest and costs, before the time of sale.

1. Omer Brisson — Lot 31-A, range 1, under ticket of location.

2. Mrs Édouard Boucher, widow, Paul, Gaston, Gilbert & Raymond Boucher — a) Lot 15-A-13, range 1, save and except the pieces of land sold to Gérard Martel, Herménégilde Bouchard and Robert Harvey, according to deeds duly registered.

b) Lot 14-J-23, range 1.

c) Lot 14-J-16, save and except the piece of land sold to Gilbert Mansour, according to deed registered per deposit on August 14th, 1952.

3. Arthur Dubé — Lot 11-A-11, range 1.

4. Georges Dufour — Lot 10-A-1, range 1.

5. Alfred Boulianne Estate — a) Lot A-2-20, range A. b) Lot 9, range A.

6. Émilien Beaulieu — Lot 16-B-3, range 1.

The lots and parts thereof, mentioned hereinabove, are of the official cadastre of the township of Escoumains.

The said immovables shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if any, and with all servitudes both active and passive, apparent and unapparent attaching to said immovables.

The purchasing price of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall be moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Escoumains, this 24th day of May 1955.

LÉON TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

39987-21-2

Province of Quebec

MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned F. A. Painchaud, secretary-treasurer of the County Council of Magdalen Islands, that the immovables hereafter described will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY the SIXTH day of JULY 1955, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUBERT EAST

As belonging to William A. Chiasson & al. or supposed to belong to them, three lots of land known on the cadastre of Amherst Island, as follows: Part of lot No. 141 containing 2-1-12, Lot No. 143-H containing 0-2-16 and lot No. 140 containing 4-0-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$6.64; school taxes: \$12.90.

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUBERT

IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUBERT

Comme appartenant à Aurèle O. Renaud & al. ou semblant leur appartenir, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie de la subdivision 279 du lot N° 317 contenant 8-1-0, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: 0.00; taxes scolaires: 37.05.

As belonging to Aurèle O. Renaud & al. or supposed to belong to them, one lot of land known on the same cadastre as being part of subdivision 279 of the lot 317 containing 8-1-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$0.00; school taxes: \$37.05.

Comme appartenant à Edmond & Jos. A. C. Vigneau, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot N° 142 contenant 1-3-0 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$6.48; taxes scolaires: \$5.88.

As belonging to Edmond & Jos A. C. Vigneau, one lot of land known on the same cadastre as being part of lot No. 142 containing 1-3-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$6.48; school taxes: \$5.88.

DANS LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE ISLE

IN THE MUNICIPALITY OF GROSSE ISLE

Comme appartenant à Arthemus Aitkens, un lot de terre connu au cadastre de l'Île Coffin sous la subdivision 265 du lot N° 43 contenant 10-3-13. Taxes municipales: \$1.11; taxes scolaires: \$4.13.

As belonging to Arthemus Aitkens, one lot of land known on the cadastre of Coffin Island as subdivision 265 of the lot No. 43 containing 10-3-13. Municipal taxes: \$1.11; school taxes: \$4.13.

Comme appartenant à John Chanell, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 266 du lot 43 contenant 10-3-13. Taxes municipales: \$0.37; taxes scolaires: \$4.13.

As belonging to John Chanell, one lot of land known on the same cadastre as subdivision 266 of the lot 43 containing 10-3-13. Municipal taxes \$0.37; school taxes: \$4.13.

DANS LA MUNICIPALITÉ DE L'ÉTANG-DU-NORD

IN THE MUNICIPALITY OF ÉTANG-DU-NORD

Comme appartenant à Succ. Nelson Arseneau un lot de terre connu au cadastre de l'Île Grindstone, sous le No. 276 contenant 1-0-0. Taxes municipales: \$0.69; taxes scolaires: \$3.90.

As belonging to Estate Nelson Arseneau, one lot of land known on the cadastre of Grindstone Island, under the number 276 containing 1-0-0. Municipal taxes: \$0.69; school taxes: \$3.90.

Comme appartenant à Ludger L. Arseneau, un lot de terre connu au même cadastre comme partie du lot N° 317A contenant 2-2-30. Taxes municipales: \$1.20; taxes scolaires: \$7.99.

As belonging to Ludger L. Arseneau one lot of land known on the same cadastre as part of lot No. 317A containing 2-2-30. Municipal taxes: \$1.20; school taxes: \$7.99.

Comme appartenant à Alcide & Procul Cyr un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie de la subdivision 185 du lot N° 40 contenant 25-0-0. Taxes municipales: \$13.86; taxes scolaires: \$16.06.

As belonging to Alcide & Procul Cyr one lot of land known on the same cadastre as part of subdivision 185 of the lot No. 40 containing 25-0-0. Municipal taxes: \$13.86; school taxes: \$16.06.

Comme appartenant à Thomas Boudreau un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie de la subdivision 13 du lot N° 75 contenant 1-0-0. Taxes municipales: \$7.93; taxes scolaires: \$47.07.

As belonging to Thomas Boudreau, one lot of land known on the same cadastre as part of subdivision 13 of the lot No. 75 containing 1-0-0. Municipal taxes: \$7.93; school taxes: \$47.07.

Comme appartenant à Vve Philippe Landry ou semblant lui appartenir, trois lots de terre connus au même cadastre sous la subdivision 439 du lot N° 60 contenant 16-0-0, subdivision 509 du lot N° 43 contenant 1-2-0 et subdivision 177 du lot N° 8 contenant 2-0-0, avec bâtisses. Taxes municipales: \$1.44; taxes scolaires: \$79.99.

As belonging to Widow Philippe Landry, or supposed to belong to her, three lots of land known on the same cadastre as subdivision 439 of lot 60 containing 16-0-0, subdivision 509 of lot No. 43 containing 1-2-0 and subdivision 177 of lot No. 8 containing 2-0-0 with buildings. Municipal taxes: \$1.44; school taxes: \$79.99.

Comme appartenant à Vve Isidore R. LeBlanc un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 757 du lot N° 214 contenant 12-1-12 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$3.19; taxes scolaires: \$106.21.

As belonging to widow Isidore LeBlanc one lot of land known on the same cadastre as being subdivision 757 of lot No. 214 containing 12-1-12 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$3.19; school taxes: \$106.21.

Comme appartenant à Fred J. Gaudet, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 30 du lot N° 75 contenant 14-6-10, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$9.20; taxes scolaires: \$160.99.

As belonging to Fred J. Gaudet, one lot of land known on the same cadastre as subdivision 30 of lot No. 75 containing 14-6-10, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$9.20; school taxes: \$160.99.

Comme appartenant à Daniel P. LeBlanc ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 404 du lot N° 40 contenant 4-0-0, avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$23.63; taxes scolaires: \$96.49.

As belonging to Daniel P. LeBlanc, one lot of land known on the same cadastre as subdivision 404 of lot No. 40 containing 4-0-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$23.63; school taxes: \$96.49.

Comme appartenant à Charles S. Chevarie, trois lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 516 du lot N° 50 contenant 4-0-16, Subd. 517 du lot N° 49 contenant 5-0-0 et Subd. 518 du lot N° 56 contenant 1-0-0 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$15.48; taxes scolaires: \$59.30.

As belonging to Charles S. Chevarie, three lots of land known on the same cadastre as subdivision 516 of lot No. 50 containing 4-0-16, Subd. 517 of lot No. 49 containing 5-0-0 and Subd. 518 of lot No. 56 containing 1-0-0 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$15.48; school taxes: \$59.30.

Comme appartenant à Nectaire W. Bourgeois deux lots de terre connus au même cadastre comme subd. 641 du lot N° 70 contenant 4-0-0 et Subd. 220 du lot N° 70 contenant 2-2-8 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales \$16.58; taxes scolaires: \$103.99.

As belonging to Nectaire W. Bourgeois two lots of land known on the same cadastre as subd. 641 of the lot No. 70 containing 4-0-0 and subd. 220 of the lot No. 70 containing 2-2-8 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$16.58; school taxes: \$103.99.

Comme appartenant à Succ. Ephrem Cummings un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 347 du lot N° 256 contenant 7-1-20 avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$3.05; taxes scolaires: \$60.89.

As belonging to Ephrem Cummings, one lot of land known on the same cadastre as subdivision 347 of the lot No. 256 containing 7-1-20 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$3.05; school taxes: \$60.89.

Comme appartenant à Succ. Geo. J. Binet, trois lots de terre connus au même cadastre comme subdivision 413 du lot N° 31 contenant 0-3-0, Lot N° 149 contenant 2-0-0 et partie du lot N° 5 contenant 0-1-24. Taxes municipales: \$0.85; taxes scolaires: \$31.27.

As belonging to Estate Geo. J. Binet, three lots of land known on the same cadastre as subdivision 413 of the lot No. 31 containing 0-3-0, Lot No. 149 containing 2-0-0, and part of lot No. 5 containing 0-1-24. Municipal taxes: \$0.85; school taxes: \$31.27.

Donné à Havre-Aubert, I.M. ce 16ème jour de mai 1955.

Given at Havre-Aubert, M. I. this 15th May 1955.

Le Secrétaire-Trésorier du Conseil de Comté des Iles-de-la-Madeleine,
F. A. PAINCHAUD.

Secretary-Treasurer of the County Council of Magdalen Islands.
F. A. PAINCHAUD.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Cour Supérieure, N° V-2888 { A DRIEN LUSSIER, marchand de St-Edmond district d'Abitibi, demandeur vs CHARLES FORTIN, journalier de Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

Superior Court, No. V-2888 { A DRIEN LUSSIER, merchant of St. Edmond, district of Abitibi, plaintiff vs CHARLES FORTIN, laborer of Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Les droits acquis sur le lot numéro cinquante-sept (57) du rang cinq (5) canton Vassan, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

The rights acquired on lot number fifty-seven (57) of range five (5), township Vassan, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Edmond de Vassan le JEUDI TRENTE JUIN 1955 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

To be sold at church door of St. Edmond of Vassan, THURSDAY, JUNE THIRTIETH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Bureau du Shérif, Amos, 24 mai 1955. Le Shérif, FERDINAND GERVAIS. 39994-21-2-0

Sheriff's Office, Amos, May 24th, 1955. FERRDINAND GERVAIS, Sheriff. 39994-21-2

BEAUCE

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Fieri Facias de Terris

Cour du Magistrat — District de Beauce
St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 21,839 { L ÉO BÉDARD, marchand et commerçant de bois, domicilié à St-Louis Ravignan, comté de Dorchester, contre MARCEL POI-

Magistrate's Court — District of Beauce
St. Joseph de Beauce, to wit: No. 21,839 { L ÉO BÉDARD, merchant and dealer, domiciled at St. Louis Ravignan, county of Dorchester, vs MARCEL POIRIER, residing at

RIER, résidant à St-Louis Ravignan, comté de Dorchester, à savoir:

Le lot numéro soixante du cadastre officiel fait pour le rang B du canton Langevin, en la paroisse de St-Louis de Ravignan, comté de Dorchester, avec les bâtisses qui s'y trouvent circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Ravignan, le DIX-SEPTIÈME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Joseph de Beauce, 11 mai 1955. J. S. POULIOT.
39890-19-2

[Première insertion: 14 mai 1955]
[Seconde insertion: 28 mai 1955]

LABELLE

Fieri Facias

Canada, province de Québec, district de Labelle, Cour Supérieure, L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs LUCIEN MILLER, Lac St-Paul, Co. Labelle, défendeur.

A savoir:

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-cinq (A) 35A et trente-cinq (B) 35B) du rang trois (3) aux plan et livre de renvoi officiels du Canton Moreau, dans le district de Labelle, ainsi que le lot non encore patenté numéro seize (16) du rang cinq (5) du dit Canton Moreau, dans le district de Labelle, avec les maisons et dépendances.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale du Lac St-Paul dans le district de Labelle, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Mont-Laurier, le 16 mai 1955. ADRIEN LAROSE.
39969-21-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: JOHN ROY MELITZER demandeur, vs ROBERT PATRICK BIRSE défendeur.

"Le lot portant le numéro cent dix de la subdivision originaire du lot numéro cinquante-huit (58-110) aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de Pointe Claire, avec les bâtisses dessus construites, tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives pouvant grever ce lot".

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le 7 JUILLET 1955, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 21 mai 1955. CAISSE & HURTEAU.
39972-21-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: ROBERT, LAURENT & NOËL BERTRAND, faisant affaire en société

St. Louis Ravignan, county of Dorchester, to wit:

Lot number sixty of the official cadastre for range B, of the township of Langevin, in the parish of St. Louis de Ravignan, county of Dorchester, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, all of which as it actually stands with servitudes both active and passive, without exception or reserve.

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Louis de Ravignan, the SEVENTEENTH day of JUNE next at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St. Joseph de Beauce, May 11th, 1955. Sheriff.
39890-19-2

[First insertion: May 14th, 1955]
[Second insertion: May 28th, 1955]

LABELLE

Fieri Facias

Canada, Province of Quebec, district of Labelle Superior Court, THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate having its head office at Quebec, Plaintiff vs LUCIEN MILLER, Lake St. Paul, Co. Labelle, defendant.

To wit:

Lots of land known and designated under number thirty-five (A) 35A and thirty-five (B) 35B), range three (3) on the official plan and book of reference for the township of Moreau, in the district of Labelle, as well as lot number sixteen (16), range five (5) of said township of Moreau, in the district of Labelle, not as yet registered, with houses and dependencies.

To be sold en bloc at the door of the Parochial Church of Lake St. Paul, in the district of Labelle, the TWENTY-NINTH day of JUNE 1955, at TEN o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ADRIEN LAROSE,
Mont-Laurier, May 16th, 1955. Sheriff.
39969-21-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montréal

Montréal, to wit: JOHN ROY MELITZER, plaintiff vs ROBERT PATRICK BIRSE, defendant.

"Lot bearing number one hundred and ten of the original subdivision of lot number fifty-eight (58-110) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Pointe Claire, with buildings erected thereon, all of which as it actually stands with all servitudes both active and passive which may be attaching to said lot".

To be sold, at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of JULY 1955, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, May 21, 1955. Sheriff.
39972-21-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montréal

Montréal, to wit: ROBERT, LAURENT & NOËL BERTRAND, carrying on business in as-

sous les noms et raisons sociales de "BER-TRAND & FRÈRES" comme briqueteurs tous trois domiciliés et résidents dans les cité et district de Montréal, demandeurs vs GILLES TAILLEFER, défendeur.

"Un emplacement situé dans le village de St-Martin, connu et désigné comme étant une partie du lot 478 de St-Martin, mesurant 57 pieds de largeur par 256 pieds de profondeur de sa ligne sud-ouest mesure anglaise. Ledit emplacement borné en front vers le nord par le chemin public, vers le sud-ouest par Wilfrid Lavoie, en arrière vers le sud par une partie du même lot appartenant à Moïse Trépanier fils, vers le nord-est, par la propriété de Dame R. Saintonge: le tout avec bâtisses dessus érigées. A distraire toutefois un emplacement appartenant à Dame Pamela Taillefer qui l'a acquis de Diana Gauthier, ledit emplacement tel que décrit dans une vente, consentie par Wilfrid Laurin à la dite Dame Gauthier enregistré sous N° 31554, mesurant 14 pieds de largeur en front 28 pieds en arrière par 65 pieds de profondeur.

"Un emplacement sur la rue Principale a St-Martin connu et désigné comme étant une partie des lots nos: 477 et 478 (P. 477-478) du cadastre de St-Martin, mesurant 45 pieds de largeur par toute la profondeur du chemin public au terrain de Moïse Trépanier qui le borne au sud. Borné en front vers le nord par le chemin public, vers le sud par la propriété de Moïse Trépanier, vers l'est par une partie appartenant à Dame Marie Clermont, et à la Fabrique de St-Martin, vers l'ouest par d'autres parties du même lot, le tout avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Ste-Rose, le SEPT JUILLET 1955, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 21 mai 1955. 39971-21-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { L'EBOEUF & GRENIER
N° 185,472 { LIMITÉE, corporation
légalement constituée, ayant
son siège social à 226 rue de la Couronne, cité et district de Québec, contre J. A. SAVARD, 22 rue des Deux Rivières, Orsainville, district de Québec.

Lot N° 416-26 (quatre cent seize-vingt-six) de Charlesbourg, en possession de J. A. Savard. De forme irrégulière, borné vers le nord-ouest par une rivière; vers le nord-est, par le lot 416-25 (quatre cent seize-vingt-cinq) vers le sud-est, par le lot 416-15 (quatre cent seize-quinze) (rue) et vers le sud-ouest par un lac, mesurant 85 pieds de largeur par 77 pieds et 5 pouces de profondeur moyenne, contenant en superficie 6,587 pieds et 5 pouces carrés, mesures anglaises avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Orsainville, comté de Québec, le DIX-SEPT JUIN prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.
Québec, 10 mai 1955. 39882-19-2-0
[Première insertion 14 mai 1955]
[Deuxième insertion 28 mai 1955]

association under the name and style of "BER-TRAND & FRÈRES" as bricklayers, all three domiciled and residents in the city and district of Montreal, plaintiffs, vs GILLES TAILLEFER, défendant.

"An emplacement situate in the village of St-Martin, known and designated as being a part of lot 478 of St-Martin, measuring 57 feet in width by 256 feet in depth on its southwest line, English measure. The said emplacement bounded in front on the north, by the public highway, on the southwest by Wilfrid Lavoie, in rear, on the south, by a part of the same lot belonging to Moïse Trépanier, son, on the north-east, by the property of Dame R. Saintonge: the whole with buildings thereon erected, to withdraw however, a emplacement belonging to Dame Pamela Taillefer who purchased it from Diana Gauthier, the said emplacement as described in a sale, consented to by Wilfrid Laurin to the same Dame Gauthier registered under No. 31554, measuring 14 feet in width in front 28 feet in rear by 65 feet in depth.

"An emplacement on Principal Street at St-Martin, known and designated as being a part of lots Nos: 477 and 478 (P. 477-478) of the cadastre of St-Martin, measuring 45 feet in width by the whole depth from the public highway, bounded on the south, to the land of Moïse Trépanier. Bounded in front on the north by the public highway, on the south, by the property of Moïse Trépanier, on the east, by a part belonging to Dame Marie Clermont and to the church property of St-Martin, on the west by other parts of the same lot, the whole with the buildings erected thereon."

To be sold at the Registration Office of the county of Laval, at Ste-Rose, on JULY SEVENTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, May 21st, 1955. Sheriff.
39971-21-2

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { L'EBOEUF & GRENIER
No. 185,472 { LIMITÉE, legally in-
corporated corporation,
having its head office at 226 Crown Street, city and district of Québec, against J. A. SAVARD, 22 des Deux Rivières Street, Orsainville, district of Québec.

Lot No. 416-26 (four hundred and sixteen-twenty-six) of Charlesbourg, in possession of J. A. Savard. Of irregular form, bounded on the northwest by a river; on the northeast, by lot 416-25 (four hundred and sixteen-twenty-five) on the southeast, by lot 416-15 (four hundred and sixteen-fifteen) (street) and on the southwest by a lake, measuring 85 feet in width by 77 feet and 5 inches in average depth, containing in superficial area 6,587 feet and five square inches, English measure with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Orsainville, county of Québec, on JUNE SEVENTEENTH next at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, ALBERT F. RACETTE,
Québec, May 10th, 1955. Deputy-Sheriff.
39882-19-2
[First insertion: May 14th, 1955]
[Second insertion: May 28th, 1955]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, N° 77-187, corps politique et incorporé, légalement constitué ayant le siège principal de ses affaires à Montréal et un bureau d'affaires en la cité de Québec, district de Québec, contre **ALPHONSE & RONALD BÉDARD**, de Charlesbourg, Québec, à savoir:

"La redivision un de la subdivision six du lot originaire trois cent vingt-quatre (324-6-1) au cadastre officiel de Charlesbourg, avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le **DIX-SEPT JUIN** prochain à **DIX** heures du matin (heure avancée).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE**.
Québec, 10 mai 1955. 39881-19-2-0
[Première insertion 14 mai 1955]
[Deuxième insertion 28 mai 1955]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPORATION**, N° 74,908, corps politique et incorporé légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires au N° 213 Blvd. Charest, en les cité et district de Québec, contre **GÉRARD SIMARD**, domicilié à La Tuque, district de Québec, à savoir:

"Un emplacement situé en la ville de La Tuque, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur en front sur la rue St-François, par vingt-cinq pieds de profondeur, étant la partie ouest de la juste moitié est des lots numéros quatre cent quatre-vingt-neuf et quatre cent quatre vingt-dix de la subdivision du lot officiel numéro vingt-six (Ptie O. de la Ptie E des lots 26-489 et 490) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Mailhot, avec la moitié indivisé du magasin dessus construit. Ledit emplacement est borné en front par la rue St-François, à l'est par la maison de Mme Émile Simard, au sud à vingt-cinq pieds de la rue St-François et à l'ouest à vingt-cinq pieds de la maison de Mme Émile Simard; tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes attachées audit immeuble."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Zyphirin de La Tuque, le **DIX SEPT JUIN** prochain à **DIX** heures du matin, (heure avancée).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE**.
Québec, le 10 mai 1955. 39883-19-2-0
[Première insertion le 14 mai 1955]
[Deuxième insertion le 28 mai 1955]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, **RIMOUSKI READY MIX INC.** N° 17,347, corporation légalement constituée ayant son siège social dans la ville de Rimouski, district de Rimouski, demanderesse vs **JACQUES LEMAIRE**, de la ville de Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Le lot N° quarante-huit de la subdivision officielle du lot N° deux cent six (206-48) au cadastre

Fieri Facias

Québec, to wit: **THE PROVINCIAL BANK OF CANADA**, N° 77-187, a body politic and corporate, legally constituted, having its head office in Montreal and a branch in the city of Quebec, district of Quebec, vs **ALPHONSE & RONALD BÉDARD**, of Charlesbourg, Quebec, to wit:

"Redivision one of subdivision six of the original lot three hundred and twenty-four (324-6-1) of the official cadastre of Charlesbourg, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, the **SEVENTEENTH** day of **JUNE** next at **TEN** o'clock in the morning (daylight saving time).

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, May 14th, 1955. 39881-19-2
[First insertion, May 10th, 1955]
[Second insertion, May 28th, 1955]

Fieri Facias

Québec, to wit: **UNIVERSAL LOAN & FINANCE CORPORATION**, No. 74,908, a body politic and legally incorporated, having its principal place of business at No. 213 Charest Blvd., in the city and district of Quebec, against **GÉRARD SIMARD**, domiciled at La Tuque, district of Quebec, to wit:

"An emplacement situate in the town of La Tuque, containing twenty-five feet in width in front on St-François Street, by twenty-five feet in depth, being the westerly part of the exact easterly half of lots four hundred and eighty-nine and four hundred and ninety of the subdivision of official lot number twenty-six (Pt. W. of the E. Pt. of lots 26-489 and 490) on the official plan and in the book of reference of the cadastre made for the first range of the township of Mailhot, with the undivided half of the store thereon erected. The said emplacement is bounded in front by St-François Street, on the East, by the house of Mrs. Émile Simard, on the South by twenty-five feet of St-François Street, and on the West, by twenty-five feet from the house of Mrs. Émile Simard; As the whole is to be found presently with the servitudes attached to the said immoveable."

To be sold at the parochial church door of St-Zyphirin de La Tuque, on **JUNE SEVENTEENTH** next at **TEN** o'clock in the forenoon, (daylight saving time).

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Québec, May 10th, 1955. 39883-19-2
[First insertion May 14th, 1955]
[Second insertion May 28th, 1955]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, **RIMOUSKI READY MIX INC.** No. 17,347, a body corporate legally incorporated having its head office in the town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff vs **JACQUES LEMAIRE**, of the town of Rimouski, district of Rimouski, defendant.

Lot No. forty-eight of the official subdivision of lot No. two hundred and six (206-48) of the

officiel révisé de la paroisse St-Germain de Rimouski, compris dans les limites de la ville de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot N° cinquante-sept de la subdivision officielle du lot N° deux cent sept (207-57) au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, compris dans les limites de la ville de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le lot N° cinquante-huit de la subdivision officielle du lot N° deux cent sept (207-58) au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski compris dans les limites de la ville de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Rimouski, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 24 mai 1955. 39991-21-2-0

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District of Rimouski

Cour Supérieure, { LES PRÉVOYANTS DU
N° 75,965 { CANADA, corporation
légalement constituée ayant
son principal siège d'affaires à 56 rue St-Pierre,
cité et district de Québec, demanderesse vs
RÉAL BLOUIN, de la ville de Matane, district
de Rimouski, défendeur et PRÉVILLE &
TREMBLAY, en leur qualité de régistres pour
la division d'enregistrement de Matane,
mis-en-cause.

Subdivision cent trente-cinq (135) du lot cent quatre-vingt-onze (191) du cadastre officiel révisé pour cette partie de la paroisse de St-Jérôme de Matane, comprise dans les limites de la ville de Matane, étant un terrain situé du côté nord de la rue St-Jérôme, dans la ville de Matane, mesurant quarante-deux point cinq (42.5) de front par soixante-dix (70) pieds de profondeur, mesure anglaise, avec maison dessus construite, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Jérôme de Matane le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 24 mai 1955. 39990-21-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District of Rimouski

Cour Supérieure, { JOSEPH CHARLES DE-
N° 15,738 { MERS, commerçant de la
Ville de Rimouski, district
de Rimouski, et y faisant affaires sous la raison
sociale de OUELLET AUTOMOBILES LTÉE,
demanderesse, vs ADÉLARD GUIMONT, do-
milié au rang 4, des Hauteurs, district de Ri-
mouski, défendeur.

Les lots N° vingt-un-A (21-A) et vingt-un-B (21-B) au rang quatre (4), canton Ouimet, les impences, améliorations et de défrichement et tous les droits de réemption que le défendeur a ou peut avoir sur lesdits lots avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Frs.-Xavier des Hauteurs, le

révisé official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski, comprised within the limits of the town of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot No. fifty-seven of the official subdivision of lot No. two hundred and seven (207-57) of the official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski, comprised within the limits of the town of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot No. fifty-eight of the official subdivision of lot No. two hundred and seven (207-58) of the official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski comprised within the limits of the town of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, at Rimouski, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, May 24th, 1955. 39991-21-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { LES PRÉVOYANTS DU
No. 75,965 { CANADA, corporation
legally constituted, having
its principal place of business at 56 St. Peter
Street, city and district of Quebec, plaintiff vs
RÉAL BLOUIN, of the town of Matane, dis-
trict of Rimouski, defendant, and PRÉVILLE
& TREMBLAY, in their capacity of registrars
for the registry division of Matane, mis-en-
cause.

Subdivision one hundred and thirty-five (135) of lot one hundred and ninety-one (191) of the official revised cadastre for that part of the parish of St. Jérôme de Matane, included in the limits of the town of Matane, being a piece of land situated on the north side of St. Jérôme Street, in the town of Matane, measuring forty-two point five (42.5) in frontage by seventy (70) feet in depth, English measure, with house erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Jérôme de Matane, the TWENTY-NINTH day of JUNE 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, May 24th, 1955. 399921-20-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { JOSEPH CHARLES DE-
No. 15,738 { MERS, merchant of the
town of Rimouski, district
of Rimouski, and carrying on business therein
under the firm name of OUELLET AUTOMO-
BILES LTÉE, plaintiff, vs ADÉLARD GUI-
MONT, domiciled in range 4, des Hauteurs,
District of Rimouski, defendant.

Lots number twenty-one-A (21-A) and twenty-one-B (21-B), range four (4), township of Ouimet, the upkeep, improvements and clearing and all the pre-emptive rights that the defendant has or may have on said lots with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St. Frs.-Xavier des Hauteurs, the TWENTY-

VINGT-HUITIÈME jour de JUIN, 1955, à TROIS heures de l'après-midi. EIGHTH day of JUNE, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

Le Député-Shérif, JACQUES MARTIN, Sheriff's Office, JACQUES MARTIN, Deputy-Shriff.
 Bureau du Shérif, Rimouski, 24 mai 1955. 39989-21-2-o Rimouski, May 24th, 1955. 39989-21-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3642. { INDUSTRIAL ACCEP-
 TANCE CORPORA-
 TION LIMITED, demande-
 resse, vs; ALPHONSE MONTIGNY, résidant à Beaudry, district de Rouyn-Noranda, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:
 Les droits acquis sur les lots 51 et 52 du rang V, du canton Montbeillard, district de Rouyn-Noranda, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de St-Clément de Montbeillard, (Beaudry) P.Q., le NEUVIÈME jour de JUIN 1955, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif, J. H. CHARBONNEAU, Sheriff's Office, J. H. CHARBONNEAU, Sheriff.
 Bureau du Shérif, Rouyn, le 3 mai 1955. 39832-18-2-o Rouyn, May 3rd, 1955. 39832-18-2-o
 (Première insertion: le 7 mai 1955) [First insertion: May 7th, 1955.]

SAGUENAY

Canada, Province de Québec
 District de Saguenay

N° 16916 { LIFETIME DISTRIBU-
 TORS LTD., corps po-
 litique avec bureau d'affaires
 à 611 Welland Ave., Niagara Falls, Ontario, deman-
 deresse, vs ANTOINE IMBEAULT, jour-
 nalier de Baie Laval, Saguenay, défendeur.

DÉSIGNATION

Un lot connu et désigné comme étant le lot N° 52 rang 6 canton Laval (Baie) dont une partie située au nord-ouest mesure 80 acres et l'autre partie située au sud-est mesure 14 acres.

Ces parties de lots sont bornées au nord par la rivière Laval au sud par la route nationale, à l'est par les propriétés de Auguste Tremblay et à l'ouest par les propriétés de Paul Tremblay.

Pour être vendu à la porte de l'église de Forestville MARDI, le VINGT-HUIT de JUIN 1955.

Fait et signé à La Malbaie ce 16 mai 1955.

39970-21-2-o Le Shérif, PIERRE NÉRON.

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
 District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 15873 { HÉLÉDA PAQUIN, insti-
 tutrice, des cité et dis-
 trict de Trois-Rivières, de-
 manderesse, vs ÉLÉDA CHAILLEZ, marchan-
 de publique, du village de St-Pierre les Becquets, district de Nicolet, défenderesse.

Le lot numéro soixante-six (66) du cadastre de St-Pierre les Becquets comté de Nicolet, comprenant un emplacement et les bâtisses construites dessus, sauf à distraire une petite bâ-

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 District de Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3642. { INDUSTRIAL ACCEPTAN-
 CE CORPORATION LI-
 MITED, plaintiff, vs; AL-
 PHONSE MONTIGNY, residing at Beaudry, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Seized as belonging to the defendant:
 The acquired rights on lots 51 and 52 of range V, Montbeillard township, district of Rouyn-Noranda, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the church door of St-Clément de Montbeillard, (Beaudry), P.Q. on the NINTH day of JUNE, 1955, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

J. H. CHARBONNEAU, Sheriff. Sheriff's Office, J. H. CHARBONNEAU, Sheriff.
 Rouyn, May 3rd, 1955. 39832-18-2-o [First insertion: May 7th, 1955.]

SAGUENAY

Canada, Province of Quebec
 District of Saguenay

No. 16916 { LIFETIME DISTRIBU-
 TORS LTD., a body
 politic with office at 611 Wel-
 land Ave., Niagara Falls, Ontario, plaintiff vs
 ANTOINE IMBEAULT, journeyman of Baie
 Laval, Saguenay, defendant.

DESCRIPTION

A lot of land known and designated as being lot No. 52, range 6, township of Laval (Baie) a part of which situated northwesterly, measuring 80 acres and the other part situated southeasterly, measuring 14 acres.

Said parts of lots are bounded to the north by the Laval River, southerly by the National Highway, easterly by the property of Auguste Tremblay and westerly by the properties of Paul Tremblay.

To be sold at the door of the Church of Forestville, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE 1955.

Made and signed at La Malbaie, this May 16th, 1955.

39970-21-2 PIERRE NÉRON, Sheriff.

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
 District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 15873. { HÉLÉDA PAQUIN, tea-
 cher, of the city and dis-
 trict of Trois-Rivières, plain-
 tiff, vs ÉLÉDA CHAILLEZ, public merchants
 of the village of St-Pierre les Becquets, district
 of Nicolet, defendant.

Lot number sixty-six (66) of the cadastre of St-Pierre les Becquets, county of Nicolet, comprising an emplacement and the buildings erected thereon, save to withdraw a small building

tisses seulement servant de garage et qui appartient à un nommé Albert Lefebvre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre les Becquets, comté de Nicolet, le SEPTIÈME jour de JUIN, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 2 mai 1955. 39833-18-2-o

only serving as a garage and which belongs to one named Albert Lefebvre.

To be sold at the parochial church door of St-Pierre les Becquets, county of Nicolet, the SEVENTH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office,
Trois-Rivières, May 2nd, 1955. 39833-18-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec — District de Montréal

Province of Quebec — District of Montreal

VILLE LASALLE

TOWN OF LASALLE

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'hôtel de ville, dans la ville LaSalle au N° 13 avenue Strathyre, le VINGT-ET-UN JUIN 1955, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes non-payées et les intérêts mentionnés dans l'état en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public auction in the office of the Town Hall in the town of LaSalle, No. 13 Strathyre Avenue, on JUNE TWENTY-FIRST 1955, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes, interest and costs mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

Nom Name	No. du cadastre Paroisse de Lachine Cadastral number Parish of Lachine	Subd.	Rue Street	Taxes et Int. au 31 déc. 1954 Taxes and Int. to Dec. 31st, 1954
Frédéric Lafleur, Paul-Henri Lafleur et-and Hélène Rufiange épouse de-wife of J. Raoul De- nault Rufiange. Succession — Estate	960.	96-116. ...	Smith.	\$120.42
William Henry Wheeler. Inconnu — Unknown.	960. P. 990.	96-130. ... Non subdiv. Unsubdiv.	Gravel. ...	113.61 2.29
De toute cette partie de la ruelle d'environ 15 pieds de longueur par 35 pieds de profondeur située en arrière du lot N° 990 subdivision 24, appartenant à monsieur Norman Proulx; bornée vers l'est par le lot 990 subdivi- sion 24, vers l'ouest par le lot 1024 et vers le nord et vers le sud par partie du lot 990 non subdivisé.	All that part of the lane measuring about 15' in width by 35' in depth situate in rear of the lot N° 24, belonging to Mr. Norman Proulx; bounded on the east by lot N° 990 subdivision 24, on the west by lot 1024, on the north and on the south, by part of lot N° 990 unsubdivided.			
Léo Gendron.	990.	1001.	Broadway	1,048.15

Donné à Ville LaSalle, ce vingtième jour du mois de mai 1955.

Given at Ville LaSalle, this 20th day of May 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL.

ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 21

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 21

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:
Surprenant vs Bazinet. 1664

ARRÊTÉS EN CONSEIL:
541 — Concernant l'adoption de règle-
ments en vertu de la Loi concernant
les valeurs mobilières. 1647
555-D — Commerce de l'alimentation
au détail dans la région de Québec. ... 1662
555-E — Établissements commerciaux
de la ville de St-Félicien. 1661
559 — Concernant une annexion à la
cité de St-Jean. 1664
560 — Concernant le piquetage d'une
partie de la seigneurie Rigaud-Vau-
dreuil. 1660

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:
Surprenant vs Bazinet. 1664

ORDERS IN COUNCIL:
541 — Concerning the adoption of regu-
lations under the Act respecting secu-
rities. 1647
555-D — Food products retail trade in
the district of Quebec. 1662
555-E — Commercial establishments of
the town of St-Félicien. 1661
559 — Concerning an annexation to the
city of St. John. 1664
560 — Concerning the staking of a part
of the Rigaud-Vaudreuil Seigniorly... 1660

AVIS AUX INTÉRESSÉ :

1629

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1629

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Assemblée des Jeunes Ruraux (A.J.R.) (Fondation)..... 1668
 Association des Employés de la Commission des Accidents du Travail, Inc. (Règlements)..... 1668
 Hillsdale Golfand Country Club (Règlement)..... 1669
 La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec (Dist. de l'actif)..... 1669
 La Corporation de l'École des Bibliothécaires de l'Université de Montréal (Règlements)..... 1669
 L'Association des Chimistes Professionnels de Québec (Membres)..... 1667
 L'Association des Garagistes du District de Québec, Inc. (Existence terminée)..... 1664
 Leader Products Company Limited (Directeurs)..... 1665
 Le Bureau Métropolitain des Ecoles Protestantes de Montréal (Rachat d'obligations)..... 1670
 Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc. (Règlements)..... 1665
 Les Épiceries Lasalle Groceteria Limitée (Directeurs)..... 1669
 Les Produits Métalliques SaRo, Inc.—The SaRo Metal Products, Inc. (Directeurs)..... 1665
 L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée (Directeurs)..... 1665
 Produits Marc-O Ltée — Marc-O Products Ltd. (Règlement)..... 1667
 Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la province de Québec (Règlement)..... 1676
 Sheraton Hotels Limited (Directeurs)..... 1665
 Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Saint-Jean (Règlements)..... 1669
 St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, commissaires d'écoles de la paroisse de (Rachat d'obligations)..... 1666
 Syndicat des Employés de B.O.P. de Granby (Formation)..... 1668
 Terra Nova Explorations, Ltd. (Directeurs)..... 1670
 The Regent Knitting Mills Limited (Directeurs)..... 1666
 Younger Set Sportswear Ltd. (Directeurs)..... 1667

Assemblée des Jeunes Ruraux (A.J.R.) (Fondation)..... 1668
 Association des Employés de la Commission des Accidents du Travail, Inc. (By-Laws)..... 1668
 Hillsdale Golfand Country Club (By-Law)..... 1669
 La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec (Dist. of the assets)..... 1669
 La Corporation de l'École des Bibliothécaires de l'Université de Montréal (By-Laws)..... 1669
 The Association of Professional Chemists of Quebec (Members)..... 1667
 L'Association des Garagistes du District de Québec, Inc. (Existence terminated)..... 1664
 Leader Products Company Limited (Directors)..... 1665
 The Protestant School Board of Greater Montreal (Redemption of bonds)..... 1670
 Le Comité du Progrès Paroissial de Ste-Gertrude Inc. (By-Laws)..... 1665
 Les Épiceries Lasalle Groceteria Limitée (Directors)..... 1669
 Les Produits Métalliques SaRo, Inc. — The SaRo Metal Products, Inc. (Directors)..... 1665
 L'Hôtel Commercial de Mont-Joli Limitée (Directors)..... 1665
 Produits Marc-O Ltée — Marc-O Products Ltd. (By-Law)..... 1667
 Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la province de Québec (By-Law)..... 1676
 Sheraton Hotels Limited (Directors)..... 1665
 Société Saint-Jean-Baptiste du Diocèse de Saint-Jean (By-Laws)..... 1669
 St-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, School Commissioners of the parish of (Redemption of bonds)..... 1666
 Syndicat des Employés de B.O.P. de Granby (Formation)..... 1668
 Terra Nova Explorations, Ltd. (Directors)..... 1670
 The Regent Knitting Mills Limited (Directors)..... 1666
 Younger Set Sportswear Ltd. (Directors)..... 1667

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Apartment Victoria Gardens Corp..... 1671
 La Compagnie du Téléphone Saguenay, Québec..... 1671
 La Société des Industriels de Québec... 1671
 Red Top Farm Incorporated..... 1671

Apartment Victoria Gardens Corp..... 1671
 La Compagnie du Téléphone Saguenay, Québec..... 1671
 La Société des Industriels de Québec... 1671
 Red Top Farm Incorporated..... 1671

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Douglas Power Equipment Ltd..... 1672

Douglas Power Equipment Ltd..... 1672

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-André-Avellin, village de..... 1672

St-André-Avellin, village of..... 1672

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans les comtés d'Arthabaska et Napierville..... 1673
 Société Coopérative Agricole de St-Narcisse..... 1672

Dissolution of farmers' clubs in the counties of Arthabaska and Napierville..... 1673
 Société Coopérative Agricole de St-Narcisse..... 1672

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° L-42C — Province de Québec..... 1673

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Barnston..... 1675
 Ditton..... 1674
 Dolbeau, ville de..... 1674
 Grenville..... 1674
 Maniwaki..... 1675
 Routhierville..... 1674
 Sorel, cité de..... 1675
 Ste-Jeanne d'Arc..... 1675
 St-Pierre-de-Wakefield..... 1675
 St-Thomas-Apôtre..... 1675

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Farnham, partie est, canton de..... 1676
 St-Augustin, paroisse de..... 1676
 St-Eustache, paroisse de..... 1676

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Arts graphiques du Saguenay (Prélèvement)..... 1678
 Fourrure, section du gros de Montréal (Prélèvement)..... 1677
 Fourrure, section du gros, de Montréal (Règlements)..... 1677
 Le Syndicat Patronal Catholique et National de la Construction de Joliette (Convention de travail)..... 1680

VOIRIE:

Fermeture de chemins..... 1692

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit..... 1693
 Bas St-Laurent: pratique du droit..... 1693
 Laurentides: pratique du droit..... 1693
 Saguenay: étude du droit..... 1694
 Saguenay: ordre pratique (4e)..... 1694

LETTRES PATENTES:

Ace Machine Works Inc..... 1630
 Alco Construction Inc..... 1631
 André O. Dumas Inc..... 1631
 Automatic Parking Inc..... 1631
 Bell Plumbing Ltd..... 1632
 Bluestone Quarry Co..... 1632
 Briarwood Realty Inc..... 1632
 Brinton Construction Co..... 1633
 Brome Copper Corporation..... 1633
 Chris-Teen Fashions Ltd..... 1633
 Colonial Jute Products Inc..... 1634
 Commodities & Metals Ltd..... 1634
 David Department Stores Ltd..... 1634
 Delval Investment Corporation..... 1635
 Dessureault & Frère Ltée..... 1635
 Diamond Television Limited..... 1635
 Do-Nut Maker Inc..... 1636
 Familia Knitting Machine Co..... 1636
 Gourdeau & Gignac Inc..... 1636
 Gravel Stone Company (Quebec) Ltd..... 1637
 Guinta Realty Inc..... 1637
 Harvard Investment Corp..... 1638
 Henry Trading Co. Inc..... 1638

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. L-42C — Province of Quebec..... 1673

EDUCATION:

School Municipality of:

Barnston..... 1675
 Ditton..... 1674
 Dolbeau, town of..... 1674
 Grenville..... 1674
 Maniwaki..... 1675
 Routhierville..... 1674
 Sorel, city of..... 1675
 Ste Jeanne d'Arc..... 1675
 St-Pierre-de-Wakefield..... 1675
 St-Thomas-Apôtre..... 1675

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Farnham, East Part, township of..... 1676
 St-Augustin, parish of..... 1676
 St-Eustache, parish of..... 1676

LABOUR:

Industry or Trades of:

Arts graphiques du Saguenay (Levy)..... 1678
 Fur, wholesale section, of Montreal (Levy)..... 1677
 Fur, wholesale section of Montreal (By-Laws)..... 1677
 Le Syndicat Patronal Catholique et National de la Construction de Joliette (Labour agreement)..... 1680

ROADS:

Roads closed..... 1692

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: study of law..... 1693
 Lower St. Lawrence: practice of law..... 1693
 Laurentides: practice of law..... 1693
 Saguenay: study of law..... 1694
 Saguenay: practical order (4th)..... 1694

LETTERS PATENT:

Ace Machine Works Inc..... 1630
 Alco Construction Inc..... 1631
 André O. Dumas Inc..... 1631
 Automatic Parking Inc..... 1631
 Bell Plumbing Ltd..... 1632
 Bluestone Quarry Co..... 1632
 Briarwood Realty Inc..... 1632
 Brinton Construction Co..... 1633
 Brome Copper Corporation..... 1633
 Chris-Teen Fashions Ltd..... 1633
 Colonial Jute Products Inc..... 1634
 Commodities & Metals Ltd..... 1634
 David Department Stores Ltd..... 1634
 Delval Investment Corporation..... 1635
 Dessureault & Frère Ltée..... 1635
 Diamond Television Limited..... 1635
 Do-Nut Maker Inc..... 1636
 Familia Knitting Machine Co..... 1636
 Gourdeau & Gignac Inc..... 1636
 Gravel Stone Company (Quebec) Ltd..... 1637
 Guinta Realty Inc..... 1637
 Harvard Investment Corp..... 1638
 Henry Trading Co. Inc..... 1638

H. M. Giry & Cie Ltée.....	1638
Kredl & Warner Inc.....	1639
Laval Tremblay, Limitée.....	1639
LeRoyer Limitée — LeRoyer Limited..	1639
Lifeco Record Players and Radios Mfg. Inc.....	1640
L'Imagerie Exclusive Inc.....	1640
Lucerne Automobile Limitée.....	1640
Luke F. Moore & Sons Limited.....	1641
Mac Gregor Towers Inc.....	1641
Monastère des Pauvres Clarisses de Lennoxville.....	1692
Mopa Gas & Oils Ltd.....	1641
Ovila Potvin & Fils Limitée.....	1642
Quebec Automobile Association Inc.— Association des Automobilistes de Québec Inc.....	1642
Quebec Home and Mortgage Corpora- tion Ltd.....	1642
Roxboro Proprietors Association.....	1643
Rusko Realities Ltd.....	1643
Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd.....	1644
Service des Loisirs Saint-André Apôtre.	1644
Swanson Mines Ltd.....	1644
Tilewood Inc.....	1645
United Lithium Corporation.....	1645
United Uranium Corporation Ltd.....	1646
Vantines (Canada) Inc.....	1646

H. M. Giry & Cie Ltée.....	1638
Kredl & Warner Inc.....	1639
Laval Tremblay, Limitée.....	1639
LeRoyer Limitée — LeRoyer Limited..	1639
Lifeco Record Players and Radios Mfg. Inc.....	1640
L'Imagerie Exclusive Inc.....	1640
Lucerne Automobile Limitée.....	1640
Luke F. Moore & Sons Limited.....	1641
Mac Gregor Towers Inc.....	1641
Monastère des Pauvres Clarisses de Lennoxville.....	1692
Mopa Gas & Oils Ltd.....	1641
Ovila Potvin & Fils Limitée.....	1642
Quebec Automobile Association Inc.— Association des Automobilistes de Québec Inc.....	1642
Quebec Home and Mortgage Corpora- tion Ltd.....	1642
Roxboro Proprietors Association.....	1643
Rusko Realities Ltd.....	1643
Ryan Electronic Equipment Mfg. Co. Ltd.....	1644
Service des Loisirs Saint-André Apôtre.	1644
Swanson Mines Ltd.....	1644
Tilewood Inc.....	1645
United Lithium Corporation.....	1645
United Uranium Corporation Ltd.....	1646
Vantines (Canada) Inc.....	1646

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Garage J. R. Plourde Limitée.....	1646
La Cie d'Amiante Lafayette Ltée — Lafayette Asbestos Co. Ltd.....	1647
Marathon Watch Co.....	1647

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Garage J. R. Plourde Limitée.....	1646
La Cie d'Amiante Lafayette Ltée — Lafayette Asbestos Co. Ltd.....	1647
Marathon Watch Co.....	1647

LIQUIDATION, AVIS DE:

Bonaventure Housing Co-operative Syn- dicate.....	1694
--	------

WINDING UP NOTICE:

Bonaventure Housing Co-operative Syn- dicate.....	1694
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Birch Transfer & Storage Inc.....	1694
Fernand Gaudreau Inc.....	1695
Granby Builders' Supplies Ltd.....	1695
Le Prêt Hypothécaire.....	1695
Outillage & Machinerie Mégantic Inc..	1695
Produits Marc-O Ltée — Marc-O Pro- ducts Ltd.....	1695

HEAD OFFICES:

Birch Transfer & Storage Inc.....	1694
Fernand Gaudreau Inc.....	1695
Granby Builders' Supplies Ltd.....	1695
Le Prêt Hypothécaire.....	1695
Outillage & Machinerie Mégantic Inc..	1695
Produits Marc-O Ltée — Marc-O Pro- ducts Ltd.....	1695

SOUMISSIONS:

Donnacona, ville de.....	1700
Granby, commissaires d'écoles catholi- ques de la cité de.....	1697
Ivry-sur-le-Lac, munic. de.....	1696
St-Hilaire, commissaires d'écoles du village de.....	1699
St-Laurent, cité de.....	1698

TENDERS:

Donnacona, town of.....	1700
Granby, Catholic School Commission- ers of the city of.....	1697
Ivry-sur-le-Lac, munic. of.....	1696
St-Hilaire, School Commissioners of the village of.....	1699
St-Laurent, city of.....	1698

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Desnoyers, Rosaire.....	1702
Gagnon, Léon-Maurice <i>et al.</i>	1703
Rosito, Louis.....	1702

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Desnoyers, Rosaire.....	1702
Gagnon, Léon-Maurice <i>et al.</i>	1703
Rosito, Louis.....	1702

VENTE PAR LICITATION:

Godin, Dame Rose.....	1704
-----------------------	------

SALE BY LICITATION:

Godin, Dame Rose.....	1704
-----------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Escoumains, munic. de.....	1705
Iles-de-la-Madeleine, comté des.....	1706
LaSalle, ville de.....	1707
Lévis, cité de.....	1705

SALES FOR TAXES:

Escoumains, munic. of.....	1705
Magdalen Islands, county of.....	1706
LaSalle, town of.....	1707
Lévis, city of.....	1705

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Lussier vs Fortin..... 1708

BEAUCE:

Bédard vs Poirier..... 1708

LABELLE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Miller..... 1709

MONTRÉAL:

Bertrand *et al* vs Taillefer..... 1709

Melitzer vs Birse..... 1709

QUÉBEC:

La Banque Provinciale du Canada vs

Bédard *et al*..... 1711

Lebœuf & Grenier Limitée vs Savard.. 1710

Universal Loan & Finance Corporation

vs Simard..... 1711

RIMOUSKI:

Demers vs Guimont..... 1712

Les Prévoyants du Canada vs Blouin.. 1712

Rimouski Ready Mix Inc. vs Lemaire.. 1711

ROUYN-NORANDA:

Industrial Acceptance Corporation Li-
mited vs Montigny..... 1713

SAGUENAY:

Lifetime Distributors Ltd. vs Imbeault. 1713

TROIS-RIVIÈRES:

Paquin vs Chaillez..... 1713

39938-o

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Lussier vs Fortin..... 1708

BEAUCE:

Bédard vs Poirier..... 1708

LABELLE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Miller.. 1709

MONTREAL:

Bertrand *et al* vs Taillefer..... 1709

Melitzer vs Birse..... 1709

QUEBEC:

The Provincial Bank of Canada vs Bé-

dard *et al*..... 1711

Lebœuf & Grenier Limitée vs Savard.. 1710

Universal Loan & Finance Corporation

vs Simard..... 1711

RIMOUSKI:

Demers vs Guimont..... 1712

Les Prévoyants du Canada vs Blouin.. 1712

Rimouski Ready Mix Inc. vs Lemaire.. 1711

ROUYN-NORANDA:

Industrial Acceptance Corporation Li-
mited vs Montigny..... 1713

SAGUENAY:

Lifetime Distributors Ltd. vs Imbeault. 1713

TROIS-RIVIÈRES:

Paquin vs Chaillez..... 1713

39938-o